

★ SOLEIL NOIR ★

Revue apériodique anarchiste

LE PRINTEMPS CAENNAIS
RETOUR SUR LE MOUVEMENT DE 2009

AUTOREDUCTION PENDANT
LE CAMP ACTION CLIMAT

REFLEXIONS AUTOUR DE TARNAC

RETOUR SUR LES LUTTES ANTI-THT
EN COTENTIN-MAINE.

AUTOUR DU MOUVEMENT DES CHER-
CHEURS DE 2003

LA CGT EXPULSE LES SANS PAPIERS DE
LA BOURSE DU TRAVAIL

Septembre 2009.
CAEN.

**PRIX
LIBRE**

EDITO

Souvent un journal, un fanzine ou une revue sont des aventures collectives, celui-ci en est une individuelle.

Vous ne trouverez ici ni le Nous d'une position - d'un Parti pas si imaginaire que ça par exemple, ni celui d'une Organisation, mais des textes, des analyses, des infos qu'il semblait important de mettre en circulation, souvent glanés dans des revues amies ou rédigées par mes soins, tout un fatras participant à « éclairer » les situations que nous vivons.

Ces derniers mois nous avons été un certain nombre sur Caen et ailleurs à avoir rencontré des situations complexes qui nous ont souvent désarmés. Que ce soit sur les facs occupées, face au mouvement social gentiment organisé par les centrales syndicales, gentilles organisatrice de la pacification sociale, sur les boîtes qui licenciaient, face aux opérations médiatico-policières qui n'ont eu de cesse de se prolonger contre la fantasmagorie mouvance anarcho-autonome, ou dans les squats que nous avons ouverts.

Nous avons souvent avancé à l'aveugle, balbutiant quelques éléments pratiques de lutte, de la convergence à l'affrontement. Mais quelque chose semblait manquer.

Certains journaux sur Caen—Solidarité, les Echos du Safaris— ou syndicats—la FSE—ont commencé à produire des éléments d'analyse sur la situation caennaise.

Soleil Noir entend participer à cette tentative. Il n'est donc pas dit que se poursuive l'aventure au-delà de ce numéro.

Il n'est pas un outil de promotion de l'anarchisme ou de propagande, comme les aiment les idéologues et les publicitaires de tout poils, ni un outil d'expertise comme les affectionnent les sociologues, économistes et conseillers scientifiques. C'est le parti pris de diffuser des textes et des analyses souvent éparpillés dans des fanzines, des revues, des journaux ou sur le net, d'y ajouter informations et analyses personnelles, et le parti de participer à communiser ces éléments hors du « milieu radical », et de tout ce qu'il peut parfois avoir de clos ■

SOMMAIRE

En bref p.3

La CGT évacue la bourse du travail occupée p.6

Montreuil : Expulsion du squat La klinik p.7

Corée : défaite des ouvriers de Ssangyong p .8

Camps action climat p.9

L'heure de la soumission : retour sur les luttes anti-THT Cotentin Maine p.11

Retour sur un aveuglement politique : l'affaire dite de Tarnac p.13

Ca fragnole, ça fragnole... p.20

La bataille des rails p.21

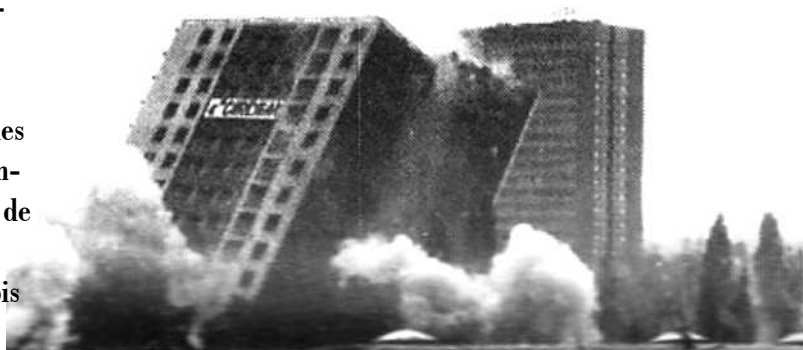
Le printemps caennais : retour sur le mouvement universitaire et intercatégoriel caennais p. 25

Le monde n'est pas une marchandise mais leur laboratoire. p.32

La forme d'abord ! p.34

Limites du mouvementisme p.39

D'un fanzine à l'autre p.42



LA GRIPPE A POURRAIT S'ATTAQUER... AU DROIT DU TRAVAIL.

Dès septembre, la grippe A devrait continuer à gagner du terrain. Et avec la propagation de la pandémie, c'est l'économie qui pourrait être touchée.

Engagé dans sa sainte guerre économique, le gouvernement prépare déjà le terrain et prévoit des ajustements du droit du travail pour pallier l'absentéisme prévisible en cas d'épidémie massive.

« Congés maladie, absentéisme ...

A cause de la grippe, la France pourrait tourner au ralenti dans ce que le ministère appelle «un mode de fonctionnement dégradé de la société». D'où une série de préconisations, à caractère exceptionnel, pour permettre aux

employeurs de jouer sur la flexibilité de leur personnel.

«Il en va de la survie de l'économie nationale, des entreprises et de la sauvegarde de l'emploi» est-il précisé.

«Adapter le travail des salariés».

En cas de passage en phase 5B ou 6 de la pandémie - ce que Roselyne Bachelot envisage dès septembre - l'employeur pourrait donc «adapter l'organisation de son entreprise et le travail des salariés». Le volume horaire de travail ou le nombre de tâches à effectuer pourraient, par exemple, augmenter «par décision unilatérale de l'employeur». Et de préciser entre parenthèses que «le refus du salarié, sauf s'il est protégé, constitue une faute pouvant justifier le licenciement». (source libération).

Avec les épidémies c'est tout un arsenal autoritaire qui se met en place. Et le milieu du travail ne fait pas exception à la règle. Militarisation des conditions de vie, mais également des conditions de travail, sous couvert d'urgence et de sauvegarde, en plus du renflouement de quelques labos pharmaceutiques, et de notre habitude à cet état de soumission... une bien belle aubaine que cette grippe.

Et quelques détournements en perspectives, comme la possibilité de mettre certain-e-s salari-e-es dans l'impossibilité d'accepter ces changements horaires et du coup de les licencier.

EN PRISON POUR DE L'ANTIPUB.

Un camarade a été arrêté lundi 6 juillet à Poitiers. Il était recherché par la police depuis une semaine, suspecté d'avoir mené une action antipub à La Rochelle.

En effet, dans la nuit du 15 au 16 juin, plus d'une centaine de pubs JC Decaux ont été dégradés. Après une garde à vue prolongée, il a été placé en détention provisoire à la maison d'arrêt de Niort dans le cadre de l'enquête ouverte par le juge d'instruction de La Rochelle.



Étant donné qu'il passait en procès le 30 juillet au tribunal de Niort pour des faits similaires, nous craignons qu'il y reste jusqu'à cette date.

La Police veut un coupable et la Justice un bouc émissaire idéal pour toutes les actions antipub dans la région Poitou-Charentes.

Deux procès antipub ont donc lieu à Poitiers et à Niort le 30 juillet 2009. A Poitiers, tout d'abord. Après 1 heure 30 de bataille, la sanction tombe : 500€ d'amende avec sursis pour la dégradation et 850€ à rembourser à Jean-Claude. En ce qui concerne le refus de prélèvement ADN : relaxe.

A Niort M. écope de 4000€ d'amende, 2 mois de sursis et 2 ans de mise à l'épreuve. Pour N. : relaxe pour la complicité, 100€ d'amende avec sursis pour le refus de prélèvement ADN.

Notre camarade M. est ensuite retourné entre ses quatre murs pour subir encore les pressions de l'enquête antipub Poitiers-La Rochelle.

A Niort, la surveillance était au rendez-vous avec RG, flics et indics pour mater les gens qui étaient venus en soutien.

Ces peines doivent nous parler. Continuons à lutter, ne nous laissons pas abattre par la merde. Pensez à tout ce que vous pouvez faire pour M.

Pour de l'antipub notre camarade est en prison...

Cette répression aussi démesurée soit-elle ne distillera pas la peur en nous.

Infos reprises et actualisées d'Indymedia Poitiers.

DES SABRES PEUPLES ET DES CURES.

Fin juin, la statue du général de Lamoricière, a été recouverte de peinture rouge sang, dans la cathédrale de Nantes.

Sur l'écrêteau adossé à la statue on pouvait lire : « Passant, n'oublie pas qu'au nom de la bourgeoisie de France, j'ai commandé le tir contre la population algérienne puis contre les ouvriers parisiens (juin 1848). Général de Lamoricière.»



CHASSE AUX RAVEURS A PARIS, FIN HOULEUSE DE FESTIVAL A MONTPELLIER.

Le 20 juin dernier, à Paris, était organisée une free-parade, pour protester contre la répression que subissent les « musiques libres » et plus particulièrement la Techno libre non marchande.

En effet quelques mois plus tôt une trentaine de sound système avait été siasit par la police.

A la fin de cette journée quelques participant-e-s cherche à poursuivre les festivité du côté du bois de Boulogne. Mais là, BAC et anti-émeutes les attaquent directement, à coup de flash-ball et de tirs tendus, du plus en plus classique.

Des arrestations ont lieu.

A Montpellier, Pour évacuer le matériel d'un festival annulé, en tout cas ce sont les raisons invoquées par les flics, les CRS chargent les festivaliers qui répondent à coup de bouteilles... De nombreux-ses blessés et des arrestations ■

VIOLENCES A VILLIERS-LE-BEL : 1 A 3 ANS DE PRISON FERME.

Les dix prévenus du premier procès des violences urbaines survenues à Villiers-le-Bel en novembre 2007 ont été condamnés, vendredi 17 juillet, à des peines allant de un à trois ans de prison ferme par le tribunal correctionnel de Pontoise (Val-d'Oise).

Les magistrats ont ordonné l'incarcération immédiate de sept de ces jeunes gens qui comparaissaient libres et ont délivré un mandat d'arrêt à l'encontre d'un huitième prévenu, absent à l'audience.

Pour mémoire les inculpés le sont suites à des appels à dénonciation, tandis qu'aucune preuve ne sont venues étayer le dossier d'accusation.

L'enquête sur la mort des deux jeunes à l'origine des violences n'a débouché pour l'instant sur aucunes poursuites, malgré des expertises ouvrant la porte à une possible responsabilité policière remises au dossier à l'été 2008 ■

AGRESSION FASCISTE A LILLE.

Le 23 mai 2009 à Lille a eu lieu une manifestation contre la répression d'État qui s'est terminée devant la maison flamande de Lambersart gérée par la Jeunesse Identitaire (groupe d'extrême droite) et Terre Celtique.

Lors de cette manif les forces de l'ordre procèdent à 26 interpellations.

Le soir même, les personnes présentes devant le commissariat, venus soutenir les interpellé-e-s, ont fait l'objet d'un contrôle et d'une prise d'identité. Le 3 juin 2009, au Fac bar de Lille 2, a eu lieu une soirée organisée par l'association « gégène ». Yohan, Pierre et Fatima,

présent-e-s le 23 mai à la manifestation, y ont rencontré le trésorier de la Vlaams huis (maison flamande), qui les a menacé de violences physiques, a fait un salut nazi, et a qualifié les manifestant-e-s du 23 de « bisounours ».

Le 9 juin, la maison flamande a mis en ligne une vidéo sur le site youtube : un montage de photos de « black blocs » suivi de photos de l'incident du 23 puis de remerciements adressés aux 26 interpellé-e-s sur la musique du générique des « bisounours » (y figurent prénoms, 1ères lettres des noms de famille, et villes de résidence donnés aux policiers).

Il se pose alors la question de l'étendue des informations dont dispose la maison flamande ainsi que de leur provenance. Comment ont-ils réussi à accéder à des informations dont l'accès est censé être réservé à la police ?

Le vendredi 3 juillet, deux hommes aux crânes rasés ont interpellé et dévisagé devant chez lui Yohan (dont l'identité a été prise devant le commissariat central le soir du 23 mai).

Le lundi 6 juillet 2009, Yohan a effectué son dernier jour de TIG au zoo de Lille (date qu'il a reçue de la médiatrice le jeudi 2 juillet). Il a pris une pause cigarette vers midi et a aperçu les deux hommes du 3 juillet le suivre. A 13 heures il est sorti du zoo, les deux hommes l'ont suivi, interpellé puis poursuivi en courant.

Le même jour, peu avant 20h00 sur le boulevard Victor Hugo à Lille, Hélène (dont l'identité a été prise devant le commissariat central le soir du 23 mai) a été interpellée par deux hommes (dont la description correspond à celle de ceux qui ont suivi Yohan quelques heures plus tôt) alors qu'elle sortait de chez son ami Antoine (interpellé lors de la manifestation du 23). Ils lui ont entaillé plusieurs fois le visage (joue droite et cou) avec un couteau en la menaçant : « C'est de la prévention, la prochaine fois j'appuie plus fort. Tu diras à tes petits copains de se calmer et d'arrêter leurs conneries. » ■

■ Texte repris et synthétisé d'un communiqué.

-Indymédia Lille.

RENNES : ENGIN INCENDIAIRES DEVANT LA PREFECTURE.

Le 13 août dernier, deux bouteilles d'essence ont été découvertes devant les portes de la préfecture de Beauregard, à Rennes.

Il s'agit de deux bouteilles plastiques d'environ deux litres chacune, contenant chacune un carburant différent et toutes deux équipées d'une longue mèche de plus de deux mètres. L'une des mèches a visiblement été allumée mais s'est éteinte avant d'atteindre le produit inflammable.



Un tag a également été découvert sur l'un des murs extérieurs entourant la préfecture. Réalisé à l'aide d'un pochoir en carton, ce tag mentionnait curieusement « *Montreuil Bagnolet police éborgne et tue* », faisant ainsi allusion aux récents incidents survenus en région parisienne ■

HAMBOURG : VIOLENTS AFFRONTEMENTS.

Le 4 juillet dernier, ont eu lieu à Hambourg, dans le nord de l'Allemagne, des affrontements. C'est lors d'une fête de rue que les forces de l'ordre ont été attaquées. Rapidement un bloc s'est formé et a affronté la police.

Ces affrontements ont fait 27 blessés parmi les forces de l'ordre et 67 personnes ont été arrêtées. "Au total, la police a arrêté 67 suspects pour incendie volontaire, jet de pierres et de bouteilles sur des policiers, dommages volontaires et rébellion", ont indiqué les forces de l'ordre ■



CHAMBERY : CONTROLE JUDICIAIRE POUR LES COMPAGNONS INCARCERES.

Dans la nuit du 30 avril au 1^{er} mai dernier, le corps de Zoé est retrouvé dans un hangar de Chambéry. A ces côtés les traces d'un engin explosif artisanal. Son compagnon M., touché gravement au visage est retrouvé à quelques mètres de là. Très rapidement, La SDAT (sous direction anti-terroriste) s'empare de l'affaire, et comme Zoé est investie de longue date dans des squats et des luttes diverses, elle ressort la sempiternelle histoire de la mouvance « anarcho-autonome » qui fait peur.

Des squats, dont les « Pilos », squat anar et artistique local, sont fouillés par plus de 100 flics. Les pilos, c'est un squat qui réunit « politiques » et « artistes ». Avec son infokiosk, sa salle d'expo, sa salle de concert, ses lieux de vie, sa bibliothèque. Tout ce beau monde est réveillé au matin, par une centaine de flics, protégés par des tireurs d'élite. Ces occupant-e-s subissent la surveillance permanente des flics et l'assaut des journalistes qui n'ont de cesse de relayer les saloperies policières, et

de jouer sur le sensationnel. Ainsi, à chaque jour ses nouvelles révélations. Zoé et ses compagnons auraient habité les « pilos » puis le « Château chamout », puis un camion. Et les journalistes avouent que chaque nouvelle révélation ou interview de gens ayant fréquenté Zoé, risque de doper les ventes.

R. dont journalistes et flics nous disent d'une seule et même voix (tiens c'est récurrent...), qu'il vivait avec Zoé et M. est embastillé parce qu'il aurait tenté de détruire des preuves, en l'occurrence des tracts et des brochures...

Des balances sont envoyées au Pilos pour tenter de tirer des infos. Les vieilles techniques policières...

En tout dans cette enquête, c'est une douzaine de personnes qui vont être successivement auditionnés, mis en détention provisoire ou en garde à vue, et plus particulièrement M., gravement blessé lors de l'explosion.

L. est le premier à sortir après trois semaines de préventive à Fresnes. Le 12 juin, R. est libéré et placé sous contrôle judiciaire. Enfin, le 20 juillet M. sort après un long séjour en hosto. Tous sont placés sous contrôle judiciaire avec les contraintes qui vont avec.

Une nouvelle fois dans cette affaire la répression réussit son coup : nous mobiliser pour défendre les compagnons incarcérés, développer notre parano et nous contraindre à la défensive, détruire nos vies et fragiliser nos amitiés, en profiter pour recouper les réseaux de connaissance et les transformer le cas échéant en associations de malfaiteurs ou en mouvance organisée.

Aujourd'hui, les pilos sont envoyés d'expulsion, les compagnons sont toujours dans l'attente de la fin de l'instruction. Rien n'est fini ■

LA PENSEE SAUVAGE, BIBLIOTHEQUE ANARCHISTE.

Depuis quelques mois sur Caen, une bibliothèque anarchiste s'est mise en place. Pour quoi une bibliothèque ? Parce que nous étions nombreux-ses à sentir le manque de mise en commun d'outils théoriques (textes critiques, retours historiques, détours philosophiques, etc.). Pourquoi « anarchiste » ? Pour plusieurs raisons, l'espace nous manque et les lieux où elles peuvent être stockées sont par essence éphémères. Et puis parce que c'est ce qui nous semblait manquer le plus sur Caen.

Du coup de nombreuses maisons d'éditions révolutionnaires ou critiques ont été mises à contribution et de nombreux dons sont arrivés.

Pour l'instant la bibliothèque est stockée au squat le Pavillon Noir. L'adhésion y est libre. Elle est réservée aux « caennais-es, pour éviter l'éparpillement des bouquins ■

lapenseesauvage@voila.fr

■ Hébergé au Squat le pavillon Noir
10 Boulevard Poincaré
Caen



LA CGT EVACUE LA BOURSE DU TRAVAIL OCCUPEE !

Le 24 juin dernier, la CGT décide d'expulser la bourse du travail qui est occupée depuis des mois par un collectif de sans papiers. Le SO de la structure attaque donc les sans papiers, soutenu par une force présence policière.

L'intervention n'a pu avoir lieu que parce que le bureau de la bourse du travail – et donc les autres syndicats comme solidaire par exemple – et la municipalité de Paris l'ont permise.

Bref retour sur ce grand moment du syndicalisme ■

ILS FONT LA GUERRE AUX SANS-PAPIERS !

Pourquoi des travailleurs sans papiers occupaient-ils les locaux de la CGT ?

En avril 2008, la CGT et Droits Devants lancent une opération en vue de régulariser de nombreux-ses travailleur-se-s sans papiers. Des grèves sont lancées sur les lieux de travail, histoire de rendre visibles la situation. La CGT s'appuie sur les lois Hortefeux sur l'immigration choisie, pour appuyer la régularisation de centaines de travailleur-se-s. Mais cette loi divise les sans papiers entre bons et mauvais sans papiers. D'un côté ceux et celles qui seraient utiles – comme main d'œuvre – à la France et de l'autre les inutiles.

Par ailleurs, la CGT défend les travailleur-se-s qui sont syndiqués, ceux et celles qui sont dans des grosse boîtes où les syndicats sont en mesure de mobiliser.

C'est contre cette stratégie que des travailleur-se-s soutenus par le CSP75 décident d'occuper la bourse du travail ■

Le 24 juin restera comme un jour noir dans l'histoire du mouvement des sans-papiers en France mais surtout dans l'histoire du syndicalisme français.

C'est hier en effet que les travailleurs sans-papiers isolés qui occupaient depuis bientôt 14 mois une partie des locaux de la Bourse du travail, 85 rue Charlot, à Paris, pour mener une action d'ensemble visant à obtenir leur régularisation à partir d'un « lieu ami », ont été expulsés.

Cinq jours après le communiqué de la CGT précisant que la Bourse du travail devait être « libérée », voilà donc la chose faite, et de la manière la plus violente.

Une centaine peut-être de membres du service d'ordre de la CGT, sur le coup de midi, profitant du fait que la majeure partie d'entre nous étaient partis à notre manifestation hebdomadaire du mercredi, ont subitement envahi la cour, cagoulés ou masqués, matraquant les hommes et gazant tous les présents, femmes et enfants. Des personnes ont dû être hospitalisés et le petit Mohamed, la mascotte de la Bourse occupée, bien connu de tout le monde, et une femme, viennent seulement de sortir, après 24 heures d'hôpital.

La densité des gaz était telle que Sissoko, notre coordinateur, accouru aux cris, est tombé évanoui dans la cour et ce sont les femmes, réfugiées entre-temps à l'intérieur, qui sont ressorties pour l'y transporter à la force des bras.

Nous nous sommes barricadés dans la grande salle, et la police est alors intervenue, appelée par des gens du voisinage inquiets à cause des grands cris et de la fumée des lacrymogènes.

Dans un premier temps, le commissaire a veillé à empêcher notre affrontement avec le service d'ordre de la CGT. Celle-ci a appelé la Ville de Paris, propriétaire de l'immeuble, qui a immédiatement (ce qui prouve qu'elle était d'accord) réquisitionné la police. Le commissaire nous a alors imposé l'évacuation des locaux, exigeant même, d'après les instructions reçues, notre départ immédiat sans récupération de nos affaires (ce qui, par le passé, s'est souvent soldé par la perte d'effets et documents personnels).

Nous nous sommes opposés et, appelés par nous, nos camarades partis en manifestation sont rentrés. Le rapport de forces a été en quelque manière rétabli, une partie ayant pu même rentrer dans la grande salle par l'accès du boulevard du Temple, contrôlé par nous. Le commissaire a alors accepté de nous faire récupérer toutes nos affaires. Cette opération était terminée un peu après 19 heures.

Depuis, nous sommes campés sur le trottoir du boulevard du Temple à plusieurs centaines (une liste de 600 sans-papiers présents a été dressée hier soir) et attendons que les maires du troisième et deuxième (qui s'y sont engagés) nous trouvent un lieu apte à nous héberger et surtout où nous puissions, sans être dispersés, poursuivre notre action pour obtenir la régularisation de nous tous. Nous sommes dans l'attente d'un rendez-vous que nous a promis le ministère de l'immigration pour discuter les critères de notre régularisation. C'est maintenant le moment le plus mal venu pour affaiblir notre mouvement et, quant à nous, de baisser les bras ■



La lutte continue !
■ Paris, le 25 juin 2009
CSP 75

MONTREUIL

RETOUR SUR L'EXPULSION DE LA CLINIK

ET SES VIOLENCES POLICIERES



Le 8 juillet dernier à 6h, la Clinik, squat de Montreuil est expulsée. A 19 heures un rassemblement de soutien s'organise. Ce rassemblement est violemment attaqué par les flics et la BAC qui utilisent leurs flash-ball. Un compagnon perd son oeil touché par un tir tendu ▀

Communiqué de l'Assemblée de la Clinique en exil.

A propos de notre expulsion et de la soirée du 8 juillet

La Clinique occupée était un lieu d'habitation et d'organisation politique depuis janvier 2009. Elle a été expulsée le 8 juillet à 6h du matin par 200 flics, le RAID et les vigiles. Le quartier de la Croix de Chavaux a été entièrement quadrillée pendant deux heures.

A 19h, nous nous sommes rassemblés à l'entrée de la rue piétonne autour d'une cantine de rue pour informer de l'expulsion du matin, et affirmer que nous continuerons à occuper la rue quoi qu'il arrive. Nous avons distribué des tracts et pris la parole. Plusieurs bagnoles de flics nous surveillaient depuis la place. A la fin de la cantine, des feux d'artifice partis de devant la Clinique ont embrasé le ciel. Nous sommes allés devant l'entrée de la Clinique gueuler notre colère, notre rage de voir ce lieu que nous avons fait vivre repris par des flics et des vigiles, avec la destruction comme seul horizon.

Alors qu'on était juste devant, les flics se sont équipés et ont chargé violemment. Les gens ont commencé à courir pour se protéger. C'est à ce moment là qu'ils ont tiré dans le tas au flashballs à hauteur de tête: cinq personnes ont été touchées : épaule, clavicule et tête. L'une des personnes a perdu un oeil.

Les flics ont continué à poursuivre les gens jusqu'à la rue piétonne. Plusieurs personnes ont été arrêtées durant la soirée. Trois personnes sont en garde à vue depuis 48h, avec des risques de poursuites pour couvrir le fait qu'il y ait des blessés.

Les tirs de flashball avaient pour objectif de blesser, au risque de mutiler ou de tuer. Tirer plusieurs coups à bout portant au niveau de la tête n'est pas une erreur. Au moindre trouble, les consignes sont claires : mater. On ne peut pas se dire que la violence de la police lors de cette soirée est une « bavure », elle s'inscrit dans une tension permanente: contrôles d'identités, menaces depuis qu'il y a eu les avis d'expulsion. La police fait son travail : défendre une propriété privée en centre-ville, éviter qu'il y ait du bruit ou de la résistance lors d'une expulsion, faire que rien ne se passe.

Nous ne voulons pas que la police tire sur des gens en silence. Nous ne voulons pas de police du tout.

▀ **L'Assemblée de la Clinique en exil. 10 juillet 2009, Montreuil.**

<http://laclinique.over-blog.net/>

ACTIONS DE SOUTIEN:

A Rennes,

Vendredi 17 juillet : une agence immobilière taguée "Montreuil Vengeance" a eu ses vitrines niquées.

Dimanche 19 juillet : une autre agence a subi l'assaut de pavés et d'un cocktail molotov, signé "oeil pour oeil".

A Montreuil comme ailleurs, la vengeance a un terrible goût de présent. Que cet ailleurs devienne partout...

▀Publié sur Indymedia-Nantes

▀ **Niktou**

À Montreuil de nouveau la police frappe, la police mate.

Le 13 juillet, une manifestation a réuni 600 personnes dans les rues de Montreuil.

La manifestation, qui a débuté par un rassemblement et des prises de parole regroupait une foule hétérogène : habitants de Montreuil, squatteurs, élus, chômeurs, parents d'élève, résidents des foyers, enfants, intermittents, lycéens, étudiants, syndicalistes... Au vu de la violence extrême de la récente intervention, certains manifestants étaient casqués afin d'assurer la sécurité du cortège.

Alors que la manifestation, qui tentait d'éviter les confrontations avec les escadrons de policiers stationnés un peu partout dans le centre ville de Montreuil, passait devant la place du marché des fonctionnaires des BAC ont chargé les manifestants en les matraquant à la tête. Rapidement rejoints par des CRS, ils ont scindé le cortège pour s'en prendre violemment, et de manière clairement préméditée, aux porteurs de banderole. Plusieurs personnes ont alors été matraquées puis embarquées par la police, certaines ligotées, tandis que le reste des manifestants était repoussé. Le cortège s'est disloqué, et les manifestants se sont retrouvés confrontés par petits groupes à la police, qui a, une fois de plus blessé à coup de flashball, puisqu'une jeune femme a été atteinte par un tir à la jambe ▀



Corée: Défaite des ouvriers de Ssangyong

La crise et son cortège de durcissement des modes d'action au sein des luttes ouvrières ne touchent pas que la France, où de Molex à Continental, en passant par Caterpillar, séquestrations, menaces de destructions des stocks, des machines voir de l'usine, se succèdent avec plus ou moins de succès. En Corée et en Chine, des explosions de même nature ont lieu depuis plusieurs mois, voir plusieurs années.

Les ouvriers de Ssanggyong ont ainsi occupés leur usine, et tentés d'organiser leur défense.

En Chine, quelque 30.000 ouvriers protestant contre le rachat de leur usine sidérurgique dans le nord-est se sont battu avec la police et ont frappé à mort le directeur général de l'entreprise qui doit les reprendre fin juillet.

Les affrontements, qui se sont produits alors dans la ville Tonghua, auraient fait plusieurs centaines de blessés.



Il y a trois ans, la Ssangyong Motor Company était reprise par une firme chinois, dont la stratégie était clairement de réduire progressivement le nombre d'employés dans l'usine de Pyeongataek et de transférer les technologies en Chine. A l'époque du rachat, l'usine coréenne comptait 8700 travailleurs, contre 7000 au mois de mai de cette année, peu après la déclaration de la mise en faillite du site, avec pour conséquence un plan de restructuration entraînant de nombreux licenciements.

Les ouvriers ont répondu à ces décisions par de multiples actions ponctuelles, et finissent par se mettre en grève générale le 22 mai avec 3 revendications: pas de licenciements secs, pas de sous-traitance et pas de travail temporaire. Au fil du temps, le conflit n'a cessé de prendre de l'ampleur, et la police a commencé à être de plus en plus présente. Plus d'un millier de travailleurs occupent l'usine et s'équipent pour mener une défense armée afin de pouvoir faire face aux tentatives de reprise du lieu par les forces de l'ordre.

Plutôt discret jusqu'alors, le gouvernement et la compagnie entrent en action dès la fin du mois de juin. Commence alors une période de poursuites judi-

ciaires, de combats pour récupérer l'usine, de privations d'eau pour les occupants, de jets de gaz lacrymogènes,... Le 20 juillet, plus de 2000 policiers

prennent le complexe d'assaut, ce qui entraîne de nombreuses violences. Les ouvriers tiennent bon malgré tout et l'occupation compte toujours plus de 700 personnes à la fin du mois de juillet. Le 27, dans une conférence de presse, ils réaffirment leurs revendications, dont celle d'une négociation directe avec le management et le gouvernement, ainsi qu'un retrait de la police. Les pour-parlers reprennent entre le syndicat et la compagnie, mais n'empêchent pas la police de maintenir la pression sur les occupants lors de combats quotidiens jusqu'à l'accord final, clairement au désavantage des ouvriers (licenciement sans indemnités pour 52% des occupants, et congé sans solde pour les autres, avec promesse de réembauche si les conditions économiques s'améliorent).

Mais à cela s'ajoute la répression du gouvernement face aux grévistes. Aujourd'hui, nombre d'entre eux restent détenus pour des motifs divers, et des poursuites sans dommages et intérêts ont été engagées contre la plupart des ouvriers par la compagnie, qui estime avoir perdu la production de 14.600 véhicules par leur faute ■

■ Source Secours rouge

AUTOREDUCTION PENDANT LE CAMP ACTION CLIMAT.

Durant une semaine du 3 au 9 août, un camps action climat s'est tenu en Loire atlantique à Notre dame des Landes, là où un nouveau projet d'aéroport pour la région nantaise est prévu. Plusieurs actions ont eu lieu, comme des actions symboliques autour des armées de clowns, notamment l'envahissement du hall de l'aéroport de Nantes. Pas mal d'ateliers et de discussions également. Voici quelques fragments d'actions en marge de ce camps

Auto reduction au Super U de Vigneux

Aujourd'hui à 12h, une centaine de personnes masquées ont réquisitionné de la nourriture au super U de Vigneux pour alimenter le camp climat

FESTOYONS ENSEMBLE !

Les avenir les mieux préparés se transforment souvent en de véritables catastrophes.

En témoigne l'histoire de ce gérant de supermarché dans la petite bourgade de Vigneux-de-Bretagne. Il avait décidé d'implanter les nouveaux modèles de supermarchés aux abords d'un projet d'aéroport d'ampleur nationale.

La tyrannie lui semblait être la position la plus habitable pour mener à bien son projet.

Mais c'était sans compter sur le boycott généralisé des habitants de la commune (orchestré par la municipalité à cause d'une triste histoire de voirie) accentué par l'irruption soudaine d'une horde d'affamés déterminée à vider les rayons de son magasin.

Une horde bien insatisfaite de garder pour elle le butin de son intervention, et qui vous invite donc à partager en fête ce vendredi et pour les jours à venir une nourriture qui aura saveur de la gratuité au dépend du tyran.

Aujourd'hui, jeudi 6 Aout 2009, ce sont plusieurs dizaines de personnes d'horizons divers qui se sont réunies dans ce Super U de campagne, tous, réunis pendant une semaine pour affirmer en paroles et en actes leur opposition au projet d'Aéroport à Notre-Dame-des-Landes, pour marquer sensiblement le combat qui les oppose au nouvel ordre écologique. Bien conscients d'avoir attaqué avec une violence inouïe le calme et la tranquillité de ce paisible supermar-

ché de campagne, d'avoir sauvagement détruit le moral des salariés prêts à défendre corps et âmes leur lieu de travail, d'avoir entraîné jusqu'à son effondrement un espace de partage, de convivialité et de rencontre, nous sommes introduits dans ce magasin pour y faire régner le plus grand désordre possible et imagina-



ble. Soucieux cependant d'être en adéquation avec l'esprit du camp action climat et d'une lutte effective et conséquente contre le projet d'Aéroport, nous sommes ressortis du magasin avec plusieurs douzaines de sacs remplis d'aliments de base et de boissons de première nécessité, destinés à alimenter les cantines du camp.

Nous sommes aussi entrés dans ce supermarché pour affirmer notre autonomie avec bien plus de classe et de joie que n'importe quel entrepreneur. C'est un rituel qui a été transgressé. Entrer. Choisir, en jugeant du rapport qualité-prix, aguiché par les montagnes de choses étalées de façon obscènes. Enfin, piroter à la caisse et verser son argent comme une obole en ayant l'impression de se vendre soi-même, par l'échange du temps et de la peine qu'il a fallu pour obtenir cet argent. Tout ça dans une ambiance asceptisée et froide animée d'un subtil jeu de caméras, vigiles et portiques sonores.

Vous l'aurez compris, cette cérémonie suscite suffisamment d'effroi pour vouloir en finir avec ce cathéchisme économique.

S'organiser pour la subsistance semble impensable sans l'attaque du dispositif supermarché. Que se nourrir devienne une expérimentation communiste!!! Soudés un temps pour mettre à mal un des temple de la marchandise nous a ouvert l'appétit beaucoup plus que lorsque nous étions assujettis au portefeuille. Cette autoréduction a été une revanche joyeuse. Et le partage du butin prolonge le pied-de-nez fait aux conventions, aux codes et obligations du monde marchand. Mais rassurez-vous d'autres coups sont possibles: les potagers collectifs, le vol à l'étalage et autres pratiques de bandits de grands chemins.

Bien entendu, là n'est pas le fond du problème. Car si les détracteurs s'agitent ce n'est pas parce que telle action a eu lieu mais bien parce qu'elle a été subversive.

Ce que traduit cette autoréduction, c'est l'envie d'inscrire cette semaine dans l'accroissement du rapport de

force face aux institutions que connaissent les luttes en France, depuis les émeutes qui ont secoué l'élection de Sarkozy. Qu'un nouvel aéroport se construise ou qu'un super U de campagne se modernise, cela traduit toujours le même effondrement des territoires dans lesquels ils s'implantent.

Ainsi, nous ne voulons pas nous enflammer dans une voie qui respecte sagement les règles du jeu démocratico-judiciaire, comme le veulent certains, dans les luttes écologiques et aussi à NDDL.

Le geste qui allie à la fois une plus grande offensivité et la possibilité d'un plus grand partage, compte plutôt entrer en résonance avec un autre état d'esprit.

AVEC celui des fins stratégiques qui ont su profiter d'un pique-nique familial pour saboter des carotages de terre pour le barreau routier de NDDL.

AVEC le sarcasme des ouvriers qui menacent de faire sauter l'usine, séquestrent leurs supérieurs pour avoir la plus grosse prime possible.

AVEC les assaillants de Strasbourg



au printemps dernier.

Où, pour revenir quelques années en arrière, AVEC l'esprit de Plogoff, du Carnet ou du Pellerin qui a empêché

que des centrales se construisent en Bretagne.

Si ces luttes ont été victorieuses ce n'est pas grâce au blabla administratif ou à des grands discours, mais plutôt à des attaques ciblées sur EDF, à une solidarité à toute épreuve, à un savant équilibre entre inventivité et offensivité, à un attachement profond au territoire et au refus de plier devant la police. Nous sentons bien, pour l'avoir vécu, qu'il y a plus de sens et d'effectivité lorsque de tels partages parcourent nos révoltes, que lorsque nous cherchons à ce qu'elles soient reconnues par nos ennemis.

C'est l'esprit de Plogoff qu'il nous faut retrouver et réinventer.

• Une horde d'affamés.

Autoréduction et médias.

Presse Océan, torche cul de la région nantaise, est revenu sur cette auto-réduction.

On trouve bien évidemment, de nombreux passages savoureux sur l'action et ses présumés auteurs : « les anarcho-autonomes ». Toute une sorte de description du biotope de cet étrange milieu, avec ces gentils et ses méchants, comme dans tout bon épisode de « Plus belle la vie ».

Quelques passages savoureux :

« Leurs ennemis sont partout. L'État d'abord. Mais aussi le Capital, avec un grand C. La religion. La presse. « Tous pourris », en somme. (...) (...) Les profils de ces activistes varient. « Côté âge, ça va du mineur au retraité ». La plupart sont désocialisés : étudiants attardés, Rmistes, allocataires de pension X ou Y... (...) La moitié vit dans des squats. Quatre de ces lieux sont identifiés à Nantes. »

Tout un verbiage qui vient en droite ligne de la préfecture, une manie en ce qui concerne tout ce qui se rapporte à la dite mouvance, définie par qui, ben tiens...

Et dissociation des collectifs locaux.

J. Lecocq, représentant de la coordination opposée au projet d'aéroport, a déclaré à la presse, *"Nous n'agissons jamais à visage masqué et nous n'avons jamais mené d'actions violentes"*. Crédibilité quand tu nous tiens.

Appel à mobilisation.

Pour empêcher la réalisation de l'aéroport, il faut résister contre les expulsions et permettre à de nouvelles personnes de venir s'installer sur la "zone à détruire" (ZAD).

Pour cela, nous appelons :

- à se mobiliser pour faire cesser les expulsions et les destructions de maisons ;
- à soutenir les habitants contre les forages qui auront lieu à l'automne 2009 ;
- à participer à une rencontre en septembre 2009 pour faire le plan des terres en friche et des habitations abandonnées et rencontrer les personnes et/ou les collectifs qui souhaiteraient venir les occuper (sur le court ou le long terme, en maison, cabane, habitat léger,...)

Nous appelons les communes concernées par le projet d'aéroport à soutenir les personnes qui voudraient venir vivre sur la zone à détruire et à s'opposer aux expulsions et aux destructions d'habitations.

Des occupants des terres du projet d'aéroport et leurs voisins solidaires.

"CCI collabo, non à l'aéroport", une petite pierre contre l'édifice.

Dans la nuit du jeudi 6 au vendredi 7 août, la Chambre de Commerce et d'Industrie de Nantes a été redécorée à la peinture d'un tag "Collabo, Non à l'aéroport !", et quelques unes de ses vitrines se sont vues étoilées et fendues. Cette petite pierre à l'édifice visait à dénoncer l'implication de la CCI, aux côtés de diverses entreprises dans le projet de construction d'un nouvel aéroport à Notre Dame des Landes, projet qui ne pourra être arrêté que par une multiplicité d'actions et d'occupations à même de créer un coût économique et politique face aux décideurs et autres entrepreneurs.

Un petit oublié contre le PS, une autre pierre contre l'édifice

Dans la nuit du vendredi 7 au samedi 8 août un tag a été apposé sur la permanence du PS afin de rappeler la folie de ce projet dévastateur et la folie des politiques dont Mr Ayrault dont l'égo n'est plus à démontrer depuis bien longtemps, au mépris de l'écologie et du respect des habitants vivant sur ces terres. Pour compléter le tout, des déjections ont été balancées aussi.

"AYRAULPORC FOLIE MEGALO"

• Des chieurs masqués.

L'HEURE DE LA SOUMISSION.

RETOUR SUR LES LUTTES ANTI-THT EN COTENTIN-MAINE.



Nous étions nombreux-ses, notamment pour ceux et celles qui s'étaient mobilisés au sein du CRAN (Collectif Radicalement AntiNucléaire) à porter pas mal d'espoirs sur les luttes anti-THT en Ile-et-Vilaine, Mayenne et Sud-manche, au vue des franchises mobilisations des habitant-e-s.

Mais force est de constater qu'aujourd'hui les *illusions écologistes* semblent avoir pris le dessus, et avec elles les *aventures citoyennes*. Celles qui font renoncer au rapport de force, au profit des négociations et des enquêtes de contre expertise, et prendre la décision d'une tenue d'enquête épidémiologique autour des THT par la justice fin août, pour *une victoire*.

Courant juin, l'enquête publique autour des lignes THT (très haute tension) mises en place par RTE (réseau de transport d'électricité) pour acheminer l'électricité produite par le nouveau réacteur nucléaire (EPR) de Flamanville, a eu lieu. L'opposition à cette enquête publique a été pour le moins réduite. Seuls 4 maires ont refusé d'accueillir l'enquête publique en mairie, tandis que la plupart ont joué le jeu d'un Etat qui a pipé les dés depuis longtemps. Des rassemblements ont accompagné les registres enquête, mais sans s'opposer *réellement* à leurs tenues. Des registres de contre-enquêtes « citoyennes » étant simplement déployés, pour faire office d'opposition. Et les seules grandes manifs qui ont été organisées, l'ont été en fin d'enquête, après l'heure de clôture: elles n'ont regroupé que 200 personnes à Ernée et une petite centaine à Percy. Quand on se souvient des milliers de personnes encore présentes il y a quelques mois, il y a de quoi être pessimiste quant à la tournure que semble prendre la mobilisation.

A noter que sur Caen, la mobilisation n'était pas vraiment plus au rendez-vous. Des antinucléaires ont déployés des banderoles sur des lignes hautes tensions, tandis qu'un appel à action a réunit plus de flics que de manifestant-e-s, et donner l'occasion à la police de procéder à quelques contrôles d'identité.

Bien sûr, l'Etat n'a pas choisi juin au hasard, mais il ne fallait pas s'attendre à ce qu'il fasse de cadeaux.

Il est toujours aussi crucial de s'opposer au nucléaire, à son *Monde* et à sa relance, de la France à l'Italie. Au moment où l'EPR est vendu comme une *vitrine* du développement durable, le pendant du renouvelable ; au moment où ce renouvelable s'industrialise avec les conséquences qu'on peut déjà deviner; que la politique de l'Etat « écologisée » rejoint la position des Verts, « *un euro pour le nucléaire, un pour le renouvelable* »; il était plus qu'important que l'opposition s'organise *réellement* et s'oppose à l'enquête publique.

Le texte *Il est temps d'y aller*, distribué lors de rassemblements contre l'enquête publique tente de poser les enjeux de cette période. Un court témoignage sur la journée de mobilisation du 11 juin au Chefresne permet de sentir l'ambiance sur place. Deux textes reviennent sur les procès en court, notamment le procès en appel pour les gens du Ganva qui aura lieu en octobre à

Caen ■

IL EST TEMPS D'Y ALLER !

Nous y voilà, l'enquête publique sur les THT est lancée depuis le 2 juin. Une enquête toute factice, comme l'ensemble des enquêtes publiques engagées par les nucléocrates. Les enquêtes publiques ne sont pour eux qu'un espace publicitaire, un moment où l'on donne l'illusion d'écouter les citoyens.

Le nucléaire c'est un Monde qui dépasse ses simples installations et leur nuisances. Bien sûr, de Flamanville à la Hague en passant par Tricastin les « *incidents* », comme ils disent, produisent leur cortège de leucémies, mais ils se prolongent bien au-delà de leur environnement immédiat, des lignes THT, au développement des lignes TGV, en passant par nos décors high-tech, nos villes illuminées, sans oublier bien évidemment le soutien de dictatures qui permettent de récupérer de l'uranium comme au Niger, et de guerres avec leurs menaces atomiques permanentes et leurs résidus d'uranium appauvri.

Et c'est un *Monde* qui ne s'embarrasse guère de ses oppositions. Les procès contre des militant-e-s de Greenpeace qui avaient occupé le chantier EPR et contre les occupant-e-s du pylône de Flamanville en avril 2007 en sont un des meilleurs exemples. On tente de faire taire en frappant le porte-monnaie.

Et bien évidemment ce Monde là on ne l'arrête ni avec un bulletin de vote, ni avec des arrêtés anti-THT, qui ont au moins eu le mérite de démontrer que notre démocratie, déjà toute factice, ils se la carrent... Les contre-enquêtes publiques ou les enquêtes scientifiques si elles ont le mérite d'informer, ne suffisent à *elles seules* à s'opposer aux nucléocrates et à leurs projets. (.../...)



PROCES DE CHERBOURG :

Le mardi 9 juin dernier avait lieu à Cherbourg le procès des 4 militant-e-s antinucléaires qui en avril 2007 étaient montés sur un pylône THT pour protester contre la construction du réacteur EPR de Flamanville. Le rendu du procès a eu lieu le 30 juin dernier. Chacun des 4 devra payer 300 euros d'amende (240 s'ils paient dans les 30 jours). Ensemble, ils devront verser 1500 euros à RTE de dommages et intérêts en réparation du préjudice moral et 1500 euros pour les frais d'avocats. Ils ont décidé de ne pas faire appel.

PROCES DE GREENPEACE :

17 militants de Greenpeace qui s'étaient "invités" sur le chantier de l'EPR fin avril 2007 ont été condamnés pour opposition à l'exécution de Travaux publics. 2 d'entre eux qui s'étaient enchaînés à deux camions à l'entrée du site ont écopé de 200 euros d'amende chacun, tandis que les 15 autres ont été condamnés à 150 euros d'amende. Greenpeace, en tant que personne morale devra payer 1200 euros d'amende. Reste à juger le préjudice des 5 entreprises du BTP qui ont évalué leur préjudice à près de 500 000 euros. Cette question est renvoyée au 28 septembre ▪

ACTIONS DIRECTES CONTRE LE NUCLÉAIRE ET SON MONDE. (1973-1996) ▪

Des compagnon-ne-s de St-Etienne et Grenoble ont sortie deux brochures revenant sur 20 années d'actions directes contre le nucléaire. Ces brochures ne racontent pas l'histoire de la lutte contre le nucléaire, mais UNE histoire (partielle), celle d'actions directes (en France) contre une technologie imposée de force. Partout où les installations nucléaires ont voulu être implantées, il y eut des résistances, plus ou moins violentes. C'est donc un petit aperçu de l'histoire de cette lutte méconnue et occultée...notamment par le mouvement écologiste d'aujourd'hui. C'est une chronologie allant de 1973 à 1996 en 2 volumes ! Ces brochures sont disponibles sur Infkiosk.net, à l'infokiosk caennais en dépôt au squat Le Pavillon Noir ou sur les tables de presse du CRAN ▪

2 OCTOBRE : PROCES DU GANVA ▪

Le 2 octobre prochain les compagnon-e-s qui avaient stoppé un train de déchets radioactifs italiens du côté du Molay Littry passeront en appel au TGI de Caen. Des initiatives autont sans doute lieu à ce moment ▪



(.../...)Certain-e-s ont pensé qu'il suffisait d'enfouir le problème pour qu'il disparaisse avec l'enfouissement des lignes. C'était oublier que l'enfouissement ne changeait rien aux nuisances électromagnétiques, et surtout que pendant ce temps le Monde nucléaire continuait de tourner...

Aujourd'hui encore la question d'un moratoire est mise en avant. Pourtant ce n'est qu'une bombe à retardement qui finira par nous sauter à la gueule tout en risquant de *nous démobiliser*, d'ici là.

Ceux et celles qui ont cru ou continuent de croire au fait qu'on pouvait transiger avec ce Monde sont bien obligés de s'apercevoir que, lui, ne transige que s'il y est contraint. Et du Grenelle de l'Environnement (auquel des organisations comme Greenpeace se sont empressées de participer) à la demande d'enfouissement des lignes THT, c'est par la négative que l'État répond, tout en continuant d'intégrer ceux et celles qui deviendront *ses écologistes*. Les récentes déclarations de Sarkozy montre bine la stratégie de l'État, investir dans un peu d'éolien pour mieux continuer le nucléaire. La résistance ne peut s'organiser que sur un tout autre terrain. Certain-e-s comme les gens du GANVA se sont engagés dans la résistance active, en occupant des pylônes, ou en arrêtant des trains de déchets radioactifs. En Ile-et-vilaine, en Catalogne entre autre, des sabotages ont eu lieu. A Plogoff, le maire avait refusé d'accueillir l'enquête publique obligeant le préfet à déployer des mairies annexes et à occuper militairement la commune pour protéger les registres. Des pistes sont là ou à réinventer. Ce moment où l'enquête publique passe de villages en villages est propice pour montrer notre détermination au gouvernement, mais le combat ne s'arrêtera pas là. Le moment où les travaux commenceront sera sans doute tout aussi important

Et cette résistance, plus elle sera massive et solidaire, plus elle aura un coût symbolique et réel pour l'Etat, plus elle aura de chance de faire plier un tant soit peu l'adversaire.

En se réappropriant nos luttes, nous nous réapproprions nos vies en déterminant ce que nous ne voulons pas▪

▪ CRAN@no-log.org
<http://www.anartoka.com/cran>

Journée de mobilisation du 11 juin au Chefresne ▪

Lorsque les émissaires de la préfecture sont arrivés, ils tombent sur une quarantaine de personnes et l'entrée de la mairie murée. Celle-ci est fermée à clé, tandis que le maire constate l'impossibilité pour l'enquête d'avoir lieu. "*C'est l'expression citoyenne qui s'exprime*".

Le commissaire enquêteur entre deux est arrivé. il constate lui-même, discute du bien fondé de cette concertation. Bien évidemment tous les gens présents soulignent le caractère factice de l'enquête. Lui tente de vendre sa soupe républicaine.

Sur le parking RTE, qui prend financièrement en charge l'enquête a pré positionné un camping car. C'est là que se tiendra l'enquête dans une mairie annexe. Trop peu nombreux-ses et divisé sur la question d'empêcher réellement la tenue de l'enquête jusqu'au bout (ah les illusions citoyennistes), banderoles et registres de contre -enquête sont de sortie.

Le camping car subit de son côté un léger soucis au niveau de 2 de ses pneumatiques. 20h l'enquête publique se termine pour le Chefresne, avec quelques accros symboliques, la nécessité de sortir les mairies annexes et un camping car aux pneus dégonflés. Mais tenue tout de même, ce qui la rend valide. Et lors de cette venue, aucun des écologistes d'Etat, si prompt au jeu électoraux, mais absents à l'heure de manifester notre détermination aux nucléocrates de tous poils. On peut d'ailleurs regretter le manque d'opposition en nombre. mais finalement on a ce qu'on mérite, et au Chefresne, les gens ont eu au moins le mérite de tenter de s'opposer...

Maintenant, il faudra une opposition bien plus déterminée pour faire reculer les nucléocrates ▪

▪ Témoignage glané sur le site du CRAN

Retour sur un aveuglement politique.

L'affaire dite « de Tarnac »

Voici un texte de la revue "La guerre de la liberté", qui regroupent de « vieux opposants » à la position tenue autour de la revue Tiquun depuis des années. Ce texte revient sur l'affaire dite de Tarnac. L'article soulève quelques points des plus intéressants, sur l'affaire, les thèses développées dans *L'insurrection qui vient* et les constats politiques qui y sont faits. Si le texte est critique, il est d'autant plus intéressant qu'il ne se dépare pas d'une position de solidarité face à ce que les inculpé-e-s et leurs soutiens peuvent vivre, et d'une critique de l'arsenal répressif et délirant mis en place autour de cette « affaire », comme autour d'autres.

Bien évidemment on ne peut qu'encourager à rejoindre tout-e-s ceux-celles qui solidairement combattent cette répression...

C'est dans l'optique de partager ce texte qu'il est ici publié. Désolé pour les nombreuses personnes l'ayant déjà eues sous les yeux

Avant-propos

Depuis longtemps déjà, le collectif signataire de ce texte s'oppose, sans concessions, aux vues politiques que partagent les prévenus de l'affaire dite de Tarnac. Personne ne peut nier que la qualification de terrorisme retenue contre ces derniers est aussi scandaleuse qu'absurde. Ceux qui connaissent toutefois nos positions, ne s'étonneront pas que l'idolâtrie soudaine qui entoure les théories issues de cette nébuleuse nous semble également condamnable, et ce, autant en raison d'une faiblesse critique évidente et d'un lyrisme parfois délirant, qu'en raison de l'usage intéressé qu'en font les pouvoirs politiques et médiatiques. Cette distinction demeure fondamentale. Seuls les membres d'un comité invisible maintenant exposé en pleine lumière, ainsi que l'automatisme du militantisme gauchiste continueront à y voir motif à « sacrilèges ».

Selon une doxa partagée, certaines positions développées ici apparaîtront tout sauf radicales. Précisément, notre collectif s'honore de n'avoir politiquement plus rien à voir avec les petits milieux que l'on considère comme radicaux, preuve éclatante même, pour certains, d'une « étrangeté révolutionnaire » plus que suspecte. Être désigné par ces milieux au nombre des pestiférés ne nous dérange pas outre mesure, surtout quand cela vient masquer utilement chez eux la mort lente d'une « radicalité » où le nihilisme et le poids mort du passé restent les dernières forces actives. Mais ce qui demeure subversif coïncide rarement avec ce que la paresse, l'ignorance, et surtout l'État, désignent comme tels. L'affaire de Tarnac en est la démonstration exemplaire.

La portée radicale des faits en cause est donc amplement surestimée par les subversifs et leurs incriminateurs. Ils y trouvent leur compte. Par ailleurs, il n'est

RETOUR SUR UN AVEUGLEMENT POLITIQUE L'AFFAIRE DITE « DE TARNAC »



LA GUERRE DE LA LIBERTE

Mars-Juin 2009
PARIS

jamais inutile de prévenir l'impatience légitime d'une jeunesse contre les impasses du nihilisme sacrificiel et des révoltes aveugles.

Pour le reste, rien, dans tout ce que l'on sait désormais de cette histoire, ne justifiera jamais la possibilité pour les prévenus de retourner en prison..

« Toutes choses sont engendrées par la discorde. »

Héraclite

« Recette :

Prenez un petit serin, un peu agité, mais inoffensif.

Mettez-le en cage quelques mois, sans véritable motif.

Donnez toute l'audience possible aux piailleries du serin. Quand la température est atteinte, libérez le.

...

Attendez que les poussins libertaires reprennent en chœur les piailleries du petit dégustez bien refroidi.

Sarko le Toqué »

Ritournelle circulant sur le net.

Avec la fin de l'incarcération préventive du principal in-

culpé, l'affaire dite de Tarnac peut apparaître maintenant pleinement pour ce qu'elle n'a jamais cessé d'être dès le départ : une vaste pantalonnade politique comme la République sait en produire à intervalle régulier d'une décennie.

La farce « des caténares sabotés » a toutefois ceci de remarquable que les premiers rôles, ont, avec brio, su tenir le ridicule que le scénario exigeait d'eux. L'État, sa police d'élite et sa justice, les inculpés et leurs bréviaires millénaristes, la servilité et l'ignorance journalistiques, les esthètes parisiens du verbe et les polisseurs de concept, tous, sans conteste, ont atteint des sommets de composition. Les réactions du parterre, enfin, ont montré que beaucoup semblaient avides de goûter aux camelotes idéologiques que les chauffeurs de salle, perchés de gauche à droite sur leurs tréteaux respectifs, écoulaient par lots déstockés à des prix imbattables.

Contrairement aux apparences, il est donc loin d'être assuré que la morale politique de la pièce ait été pleinement comprise, autant par ceux qu'elle visait directement, que par ceux qui, suivant la cohue des nouveaux apôtres, nous engagent maintenant, avec insistance, à prendre position sur un cas rappelant le scandale des lettres de cachets, quand ce n'est pas celui des affaires Calas ou Dreyfus[1].

Avant toute autre considération, l'affaire est politique. Ce qui relèverait donc, au pire, de dégradations d'un strict point de vue judiciaire prend les allures d'un vaste complot terroriste du point de vue de l'exécutif[2]. La qualification des faits en actes « terroristes » est d'autant plus aisée que le pouvoir dispose, depuis 1996, d'un arsenal de « lois scélérates » lui permettant de métamorphoser les agissements de n'importe quels agneaux perdus en attaques de loups enragés. Les raisons de cette mutation, il faut le souligner, n'ont jamais été cachées. Depuis plus d'une année, l'Intérieur communiquait sur les pratiques d'une étrange nébuleuse ayant signé des textes comme Appel ou L'Insurrection qui vient .

Aussi, bien avant le sabotage des caténares, pour mieux signifier qu'on ne rigolait pas, on offrit à quelques protagonistes de cette mouvance de goûter au « confort » des géôles républicaines. Peu importe de savoir si notre Fouché en jupon n'a saisi précipitamment cette occasion que pour faire montre de zèle devant l'agité en chef et conserver son fauteuil menacé. Fort opportunément, Alain Bauer[3], en désignant l'Insurrection qui vient comme le condensé théorique d'un groupe prêt à passer à l'action terroriste, justifiait ses émoluments de mouchard moderne et, surtout, répondait aux choix d'une politique définie bien au-dessus de sa tête. Ces servilités policières, à laquelle se mêlent des règlements de comptes entre les différents services de renseignements liés à la fusion de la DST et des RG, ne sont pourtant que secondaires dans le retour annoncé, par presse interposée, de la terreur rouge. Car, crise économique oblige, et suite aux grèves lycéen-

nes des dernières années, notamment autour du CPE, le terroriste fondamentaliste, avec barbe et turban, sorti droit armé des caves de banlieues, n'était, à l'évidence, plus adapté à la situation. Dans la pantomime cent fois jouée du terrorisme social et politique, l'État dispose toutefois en coulisses de figures historiques interchangeableables. Certes, le Parti communiste n'est plus en mesure de gérer les remous des masses prolétariées ; son homologue trotskiste du NPA, à qui l'on déroule le tapis pour ses vertus démocratiques, peine toujours à occuper le poste. Reste que le péril rouge demeure attractif à l'affiche, surtout quand il s'agit de signifier aux amateurs éventuels que toute révolte, toute manifestation spontanée sortant des clous traditionnels de l'indignation militante, auront désormais les matraques de la police, le mépris des prétoires et les géôles de l'État comme interlocutrices directes.

Nombreux furent les naïfs qui, voyant l'État désigner aussi clairement l'ennemi, en conclurent à la forte teneur en subversion des écrits incriminés. Mais l'État n'a toujours pas la prescience orwellienne que beaucoup lui attribuent - après tout, il tape là où il peut -, et ce n'est sûrement pas la « mouvance autonome » qui constitue à ses yeux un danger réel. Le changement, ici, c'est que pour la première fois se trouvait placé sous un emballage littéraire et avant-gardiste, une partie des principes politiques plutôt sommaires que partage cette mouvance politique. Cet aspect formel, les divers éloges salonnards, une pente nihiliste se présentant sous une forme rédemptrice, la foi blanquiste dans les vertus libératrices des coups insurrectionnels enfin, n'ont pas peu contribué au succès des ouvrages cités, particulièrement auprès d'une jeunesse universitaire et de certains membres de la classe moyenne en pleine détestation culturelle de leur milieu d'origine.

Affirmer pour autant que ces ouvrages sont de nature à effrayer le pouvoir comme on ne l'aurait plus vu depuis longtemps tient de l'auto conviction du sacristain[4]. L'État a beau être de temps à autre affecté par des crises de delirium sécuritaire, à ce jour il

continue plus à en jouer qu'à les subir. Depuis plus de trente années, au nom d'une guerre préventive, c'est contre un ennemi absent - ce qui ne signifie pas qu'il soit fictif -, qu'il progresse sur le terrain des conflits. La construction de menaces terroristes vient précisément combler cette absence d'opposition sociale et politique consécutive afin, on n'est jamais trop

prudent, d'en dissuader la venue. Aussi, en faisant éplucher par ses services L'Insurrection qui vient, ce n'est pas le cauchemar de sa proche disparition que l'Etat a pu entrevoir, mais l'aubaine d'un catalogue où se trouvaient recensés les éléments d'une menace fantasmagique qu'il aime, en temps voulu, agiter sur les écrans de la pacification ordinaire. Bref, l'Etat a été faire ses courses ; et, à l'épicerie, sans qu'on en ait eu une conscience claire, il a été plutôt bien servi.

Gérer le chaos né de la misère est aussi une chose que



L'Etat entend parfaire sans que les rejetons de la classe moyenne ou supérieure ne viennent chercher dans les soulèvements de banlieue de quoi embellir un romantisme ouvert aux leçons pratiques. L'Insurrection qui vient qui se présente comme une déclaration de guerre au quadrillage policier, quadrillage indéniable, mais que le livre, avec toute la sagacité historique qui caractérise les écrits gauchistes, assimile ni plus ni moins à l'occupation nazie, a donc été exactement pris au mot par l'État. Peu enclin à goûter les artifices du lyrisme autour de la violence rédemptrice, ce dernier pouvait alors débiter son jeu de marionnettiste en espérant vendre, à peu de frais, du terrorisme nouveau.

« Qui veut souper avec le diable doit se munir d'une longue cuillère », nous prévient pourtant le dicton. Pour l'avoir ignoré, par naïveté, par surestimation des forces que produit toute idéologie, ou convaincu que la parousie était proche, les inculpés en éprouvent désormais les conséquences fâcheuses.

La présence des principes idéologiques « d'invisibilité » et de « silence » qui obsèdent certains protagonistes de cette affaire – vestiges des tiqqounneries passées –, n'a, en outre, en rien arrangé les choses. Pour leurs auteurs, cette invisibilité et ce silence insistants procuraient des avantages littéraires et politiques non négligeables. En brassant large, et tout en ayant l'air de ne pas apposer un sceau de propriété sur tout ce qui, consciemment ou inconsciemment, travaillerait à saper ce monde, on répétait les gammes de l'avant-gardisme. On laissait croire également à la présence d'un vaste mouvement de contestation seulement soudé par ce qu'il désire abattre. Cette base idéologique confortait alors le flou et le trouble qu'affecte l'État lorsque, à ses yeux, se profile le sentiment d'une menace. Car l'invention par l'État du complot terroriste, relayé par toute une technique et instruit par une longue expérience, s'accompagne toujours chez lui d'un autre thème, celui de l'ennemi caché.

À moins de croire aux vertus politiques du martyrologe, dès lors qu'on est désigné depuis plus d'un an par l'État comme ennemi potentiel et filé en conséquence, l'urgence est donc avant tout d'apparaître soi-même publiquement [5]. Cela impliquait de faire tomber, en pleine contre-attaque, l'armature idéologique et les notions « d'invisibilité » et de « silence » qui lui sont attachées... Chose faite aujourd'hui ; mais à l'initiative de l'État, des lampes torches de sa police et du fracas médiatique.

La perte de la bataille médiatique est sans doute la seule chose que le pouvoir ait négligé un peu vite. Le règne du Bonaparte en talons hauts semble avoir une confiance

assurée dans l'arbitraire policier et médiatique qu'il renforce un peu plus chaque jour. Reste que, politiquement, la possibilité d'opérer des blocages de réseaux n'a d'attraits que si l'on demeure convaincu de l'efficacité des mythes avant-gardistes, des coups d'éclats sans issues de « la propagande par le fait », ou, encore, de certaines interprétations naïves de Mai 68, selon lesquelles le départ d'un mouvement social d'ampleur dépendrait des mèches et de l'endroit bien choisi où les s'allumer.

En lisant L'Insurrection qui vient, ouvrage d'une vérité rigoureuse et catastrophique selon le principal inculpé, on s'aperçoit bien vite que tout continue à baigner en pleine tiqqounnerie. Certes, le langage est beaucoup moins abstrait et philosophique ; il entend coller au plus près des émeutes de banlieues et des faits d'armes de l'autonomie dans ses affrontements de rue avec la police pour les présenter



comme la marque d'une guerre civile en cours. La mystique nihiliste de Jacob Franck[6] laisse la place au blanquisme : du couvent on passe à la caserne. Les idées qui parsèment l'ouvrage sont ainsi bien plus proches des thèmes classiques de l'extrême gauche ou du léninisme que de ce que la police, pour des raisons de marketing, et les journalistes, en toute ignorance, ont qualifié « d'ultra-gauche »[7]. Historiquement, l'ultra-gauche désigna l'opposition révolutionnaire et démocratique au léninisme et à sa

vision absolutiste du parti démiurge. Parmi les courants les plus connus, on compte les conseillistes (Pannekoek, Korsh, Mattick), mais aussi, dans les années 50-60, en France, le groupe Socialisme ou Barbarie (Castoriadis et Lefort), ainsi que l'Internationale Situationniste. Sous la plume envoûtante du principal mis en examen, l'activité de ces groupes se ramènerait au délassement d'érudits ne sachant produire que des « inoffensifs volumes de marxologie »[8]. La confrontation directe avec le pouvoir semble procurer de puissantes émotions ; mais, comme l'évoquait en son temps Machiavel à propos de Savonarole, il est plutôt normal de rehausser ses prêches avec des couleurs vives. On peut aussi croire, selon une idée propre au romantisme et aux avant-gardes d'une fusion de l'art et de la vie, que si l'on a été placé en détention, c'est précisément au nom d'une existence exemplaire n'ayant que mépris légitime pour les activités séparées de la production intellectuelle. Il est vrai que la plupart des auteurs cités plus haut ne se sont jamais pris pour des prophètes. Ils n'ont pas cru non plus que ce qui manquerait le plus à l'époque ce serait des théologiens aptes à saisir que l'insurrectionnalisme modernisé de Blanqui entrerait dans les plans émancipateurs de la providence.

Un millénarisme convenu, présent également chez certains anarchistes et écologistes radicaux, traverse ainsi tout

l'ouvrage. Pas une page où des sentences implacables de la rhétorique du désastre, de la catastrophe, du désert, des destructions négatives ou salvatrices, ne viennent secouer cet être écrasé par toutes les aliénations possibles qu'est l'homme ordinaire. Bourdaloue[9], allié à l'École de Francfort, vient sermonner des créatures finalement irréelles, vouées à leur perte parce qu'elles courent directement, par exemple, acheter du fromage quand la télé en fait la publicité. Il n'est pas jusqu'aux quelques références historiques positives soulignées par l'ouvrage qui ne soient, elles aussi, hantées par l'imaginaire de la destruction. Ainsi de la Commune de 1871, dont, en termes d'enseignements politiques, on doit seulement retenir que ses partisans ont su ne pas reculer devant la nécessité d'incendier, face à l'avancée des versaillais, quelques monuments et quartiers parisiens...

La perspective politique est à l'avenant. Face au délabrement en cours, il convient d'utiliser toutes les ressources de la démerde, vieille démangeaison anarchiste qui continue unilatéralement à voir dans les diverses formes de survies des résistances politiques exemplaires. Aux mensonges de l'État sur la menace des regroupements « barbares » du bas des tours – menace bonne à emporter une civilisation –, on n'oubliera pas, par exemple, d'opposer ses propres fantasmes, en soulignant notamment les aspects fraternels, subversifs, pour tout dire salvateurs, que les bandes, en regard de la solitude sociale, contiennent et propagent. Empli de la foi nécessaire aux missionnaires, « les invisibles » iront donc courir la banlieue nord de Paris pour peser l'âme de quelques « racailles » et déterminer si leur volonté d'en découdre ne serait pas l'effet d'une tiqqounnerie inconsciente[10]. Un même simplisme s'applique au projet global de libération. Feu sur les assemblées décisionnelles, leurs débats contradictoires et leurs palabres, elles qui n'ont toujours pas compris que l'apocalypse n'attend pas et que l'action prime les débats. Bref, les chefs décident. Le blanquisme connaît le chemin et le but. Les assemblées ne sont reconnues qu'au terme d'un processus de bouleversement global pour prendre la figure d'échanges fusionnels sous les cieus transparents du tout-social émancipé, rêve de mort d'un monde immaculé n'étant plus altéré par aucune scission.

Rien d'étonnant alors que la lecture des régimes occidentaux actuels épouse une orthodoxie usée jusqu'à la corde. La démocratie se confond avec la domination oligarchique présente. Elle est ce leurre qui détourne toutes les vellétés de subversion en quête de l'édification de « communes », celles-ci devant se poser miraculeusement, après nettoyage insurrectionnel, sans que l'on sache véritablement à quelle nécessité politique elles répondent et comment pourrait se marquer leurs institutionnalisations[11].

Politiquement, la révolte est, à la finale, le moyen et le but. Jamais toutefois, en elles-mêmes, les révoltes n'ont transformé un monde. Privées, par nature, de débouchés poli-

tiques globaux, les révoltes sont attachées structurellement au monde qui les a fait naître et dont elles ne contestent que les points d'injustice les plus criants. Le temps des servitudes, en son cours régulier, se partage entre l'ordre de la domination et le désordre des révoltes. Soulèvements contre la fiscalité de la monarchie absolutiste, révoltes liées aux disettes et famines, rebellions contre l'arbitraire seigneurial et les privilèges aristocratiques, sont, par exemple, attachés à l'Ancien Régime comme la puce l'est au chien. En outre, les révoltes peuvent toujours se diriger aisément vers des terres politiques dont l'existence n'est nullement soupçonnée par leurs propagandistes.

L'État, quant à lui, en Grèce ou ailleurs, ne l'ignore pas. Certes, aucune contestation d'ampleur ne saurait surgir sans un puissant sentiment de révolte et d'injustice, ce qu'illustre parfaitement le brasier grec du mois de décembre dernier. Mais si la colère de la jeunesse grecque a impressionné, si elle a pu également provoquer en France quelques soucis au sommet qui a craint la contagion à la faveur des manifestations lycéennes et de la crise économique, nulle part n'est évoqué l'attitude de l'État devant un



type de contestation que l'on croyait, en Europe, disparu depuis plus de trente ans. La réalité est que l'État grec n'a pas bougé. La légitimité du gouvernement en place étant déjà morte, il lui a suffi d'attendre que s'épanche une colère dont il n'ignorait pas, malgré quelques vellétés spectaculaires ici et là, qu'elle ne remettait en cause ni la nature du régime ni les fondements centraux de son existence. Et si les partisans de « l'in-

surrectionnalisme » ont l'air de savoir mieux que quiconque que révolte et colère n'attendent pas, ils ignorent toujours qu'un contexte historique ne se commande pas au pied et à l'œil ; que l'on ne peut toujours pas, pour ainsi dire, le sommer de s'aligner sur ses désirs de voir survenir l'ultime tabula rasa. Croire que toutes les consciences sont aujourd'hui chargées de dynamite pour que la plus légère commotion suffise pour en déterminer l'explosion relève de la myopie politique. « La situation est excellente »[12]. Non. Le pouvoir n'est pas aux abois, encore moins au bord du vide. Et c'est précisément parce que tout atteste, qu'en haut, l'on peut encore beaucoup, et, qu'en bas, beaucoup semblent en vouloir encore, qu'une affaire comme celle de Tarnac peut exister. On pourra toujours le déplorer, mais ce qui est en jeu politiquement est du ressort de la lucidité, non du sentiment[13].

Salué par certains comme l'ouvrage explorant les possibilités pratiques de l'époque, *L'Insurrection* qui vient, loin d'avoir trouvé dans l'épisode grec confirmation de ses prédictions, est ainsi ramené brutalement aujourd'hui aux impasses connues du blanquisme et de sa foi en la valeur politique absolue du soulèvement.

La cécité politique des « invisibles » et la grossièreté de l'État ne semblaient pas toutefois suffire au comique de la farce. Il y manquait encore le rôle des éternels laquais

faisant, par la porte de service, une entrée fracassante. Difficile en effet d'être plus caricatural que les journalistes et certains intellectuels lorsque après avoir entonné la chanson du décervelage des Palotins de l'Intérieur, ils présentèrent, toute honte bue, le groupe des inculpés comme les modèles d'un conte rousseauiste ayant épousé le quotidien de bénédictins tout à leur bêchage méditatif ?

Certes, lorsque l'on connaît le temps d'investigation accordé à l'ignorance et à la domesticité journalistiques pour vendre de la feuille, on ne s'étonnera pas que la dictée préparée par le Parquet à l'issue des gardes à vues ait trouvé si bon accueil. Dans ce registre, le plus assuré reste l'incontournable Christophe Bourseiller et sa frimousse de « Petit ours brun », aussi à l'aise quand il joue le doulos médiatique, en tant que spécialiste autoproclamé du radicalisme de gauche, que lorsqu'il parade, en fin connaisseur des avant-gardes, pour affirmer, sans rire, que la revue Tiquun fut la digne héritière de Dada...

Plus fébriles, parce que toujours prisonniers de leur nostalgie à l'égard de la position des intellectuels français d'antan, les penseurs et autres professeurs parisiens, se sont conduits, quant à eux, comme ils savent parfaitement le faire : en s'agitant partout pour masquer qu'ils ne sont, en réalité, nulle part. Premier à tirer, à charge, Michel Onfray : sorte d'envers symétrique, côté alternatif, des minauderies jouées, côté philosophies propres, par Luc Ferry et Alain Renaut. Premier à tirer, mais premier à rengainer lorsqu'il réalisa qu'il avait pris la balle dans le pied et que son inoffensive notoriété de penseur radical risquait d'attraper la jaunisse. Les « heideggériens de gauche »[14] ensuite, Giorgio Agamben et Jean-Luc Nancy, subitement réveillés de leurs songes métaphysiques et, pour le premier, de son extase paulinienne, découvrant certaines vertus politiques des Lumières et des fondements du droit entériné par les Républicains du XIXe siècle, toute chose à laquelle ne les avait malheureusement pas préparés politiquement leur parangon[15].

Une mention spéciale doit être accordée au tartuffe littéraire des clans branchés de la scène parisienne, Mehdi Belhaj Kacem. Non content de vendre un temps ses petits trucages littéraires aux cotés de la revue Tiquun en y voyant le terrain d'une respiration avant-gardiste bonne à émousser toutes les orphelines du situationnisme chic, il se livre désormais à un éloge appuyé des tribus de la gauche heideggerienne, y décelant, aux cotés d'Althusser, de Sartre, ou de Žižek, ce que la philosophie française aurait produit politiquement de plus brillant depuis des décennies. Pour les autres, qui ont eu le tort il est vrai de s'être montrés plus lucides dans la critique de la domination totalitaire, précisément en faisant « l'appoint conceptuel de la démocratie », on est heureux d'apprendre, à l'instar du principal inculpé, qu'après tout, ils ne sont jamais que des « philosophes tout à fait secondaires »[16].

Ne pouvaient manquer à l'appel, enfin, les staliniens et trotskistes de services : Alain Badiou évidemment, dernière relique exposée avant embaumement de la châsse ; Éric Hazan ensuite, glorieux éditeur des tiquounneries, poussant l'ardeur jusqu'à publier ce même Badiou, afin de

rappeler aux ingrats et aux ingénus la valeur des pensées politiques et stratégiques de Mao. Misère...[17]

Le pompon du radicalisme échevelé revient toutefois au philosophe

Alain Brossat, trop heureux de s'ériger en critique pur jus quand il pointe la mièvrerie démocratique, humaniste et bourgeoise, du soutien de ses collègues et des familles face « à la guerre civile qui fait rage et à l'imminence avérée d'un nouveau 1789 »[18]. Sa thèse, toute en béton armé, repose sur la validité générale des thèmes de l'Insurrection qui vient, ce Que faire ? moderne appuyé, non sur une stratégie léniniste de prise du pouvoir, mais sur l'appel à la désertion et à la résistance subjective, ferments d'une ingouvernabilité elle-même grosse de toutes les promesses. Brossat n'a pas cru bon d'étudier de près les effets politiques plutôt minces du stoïcisme, encore moins les contradictions d'un rêve vieux de deux siècles fortement réactivé dans les années 70. Pour lui, la ligne de défense générale adoptée par la majorité des soutiens aux prévenus devrait donc être renversée. La détérioration des caténaires se justifie pleinement, car face à « l'absence d'un peuple gréviste », et dans l'attente de « la grève générale », les martyrs de la cause doivent courir à la tâche et montrer à un prolétariat momentanément abruti les chemins du blocage libérateur. On voit aujourd'hui le résultat du calcul... N'accablons pas pour autant le soldat Brossat ; comme ses actes seront sans nul doute à hauteur de ses écrits et de ses espoirs, il ne saurait tarder à immobiliser à lui tout seul, au nom d'un sacrifice socialement utile, l'ensemble du campus de Paris-VIII

Comme le montre l'exemple de Brossat, il ne fait pas mystère qu'un certain radicalisme, tout en ne partageant pas nécessairement les prémisses et conclusions des inculpés, se trouve surtout indigné par la forme de soutien dont ces derniers ont fait l'objet. Avec l'aide apportée par certains politiciens (Voinet, Cohn-Bendit, Mamère Braouzec, Hollande, etc.), le blasphème de la compromission guette. Tenir le point de vue radical dans sa pureté implique en effet de coupler la figure de l'Enfermé à celle d'un débordisme intraitable, posture qu'a justement occupée, sans surprise, le principal accusé.

Voilà donc les protagonistes confrontés, malgré eux, à un soutien apporté par tout ce qu'ils ont le plus vomé au monde, et ce dans les termes d'une défense des règles de l'État de droit. Les contradictions qui en ressortent n'explorent désormais qu'à la tête des inculpés et de tous ceux qui, par ignorance politique et historique, ont toujours voulu ramener régimes libéraux et régimes totalitaires sur



un même plan. L'antidémocratie affichée ou latente qui traverse L'Insurrection qui vient, et qui hante ses zéloteurs, leur a toujours interdit en effet de comprendre quoique ce soit à la démocratie qu'ils assimilent, non sans mauvaise foi, avec les actuels régimes oligarchiques occidentaux. Aidée de l'instrument du « droit bourgeois », elle serait ce piège qui, neutralisant l'avènement de « l'égalité réelle », écarte les couches dominées de la quête d'une fusion du social et du politique, d'où, naturellement, le second doit disparaître.

Mais la démocratie n'est pas née avec l'avènement de la bourgeoisie et du capitalisme. Elle possède une histoire plus ancienne, jalonnée de manière spontanée et sauvage, non par des interventions d'État, mais par la volonté des dominés d'accéder, à leur tour, à une véritable vie publique. Depuis la Révolution française, les plus hauts membres de la bourgeoisie et du monde politique ont ainsi tout fait pour freiner ce désir démocratique dans lequel ils ont vu, et voient encore, une menace aussi grande que la remise en cause des rapports sociaux instaurés par le capitalisme. Aussi, pas plus que les régimes politiques ne sont la pure expression d'un rapport de classe, les nouvelles règles institutionnelles et juridiques instaurées par les révolutionnaires du XVIII^e siècle ne sauraient se réduire à un leurre destiné à maintenir dans les fers les classes inférieures. La victoire des Lumières sur les principes du droit divin, l'égalité de la loi substituée aux principes hiérarchiques et coutumiers, le rejet de toute autorité transcendante dans l'organisation des affaires humaines, la proclamation de droits naturels imprescriptibles de l'homme en matière de libertés individuelles, de conscience, de presse, de circulation, constituent l'un des plus grands efforts d'émancipation qu'ait pu connaître à ce jour l'humanité. Les libéraux se sont certes attachés immédiatement à restreindre la portée pratique de ces principes, en séparant notamment citoyens actifs et passifs. Marx, à raison, a pu aussi souligner le décalage complet entre la réalité ouvrière d'alors, totalement désolée, et l'esprit général de ces doctrines[19]. Toutefois, les bases universelles d'une égalité politique et juridique travaillaient maintenant une société qui n'a pas cessé, depuis lors, de les prendre au mot. Durant tout le XIX^e siècle, en Europe, sous la poussée irrésistible d'une exigence démocratique, l'idée de faire entrer dans la réalité les principes de droit inaugurés en 1789 – et par conséquent la possibilité d'en conquérir de nouveaux –, fut ainsi autrement plus active que l'image du communisme. En Europe de l'Est, un siècle plus tard, la redécouverte et la réaffirmation de ces mêmes droits face aux mensonges sanglants du stalinisme a eu raison de manière définitive de sa légitimité.

On pourra toujours invoquer, et à propos, les violations courantes du droit, les ruses et les mensonges réguliers de la domination, reste que les régimes occidentaux reposent

quant à eux, pour l'instant encore, sur l'esprit des doctrines juridiques proclamées lors des révolutions américaines et françaises. C'est la raison pour laquelle le déni méprisant de ces principes, au centre des fantasmes de l'insurrectionnalisme et de son extase pour chaque proclamation de violence abstraite, épouse, sans même s'en apercevoir, les haines sécuritaires des entreprises étatiques actuelles.

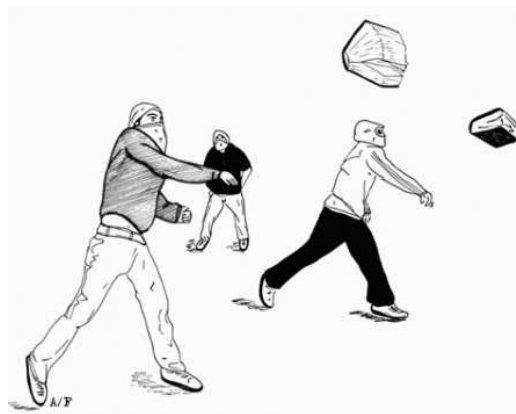
Mais n'était ce pas trop demander aux héritiers des sarcasmes marxistes et anarchistes sur la vacuité des « droits bourgeois », de saisir que tout pouvoir désireux d'instaurer aujourd'hui un contrôle renforcé, voire total, doit, de façon prioritaire, supprimer ou vider de toute substance les principes philosophiques et juridiques promus par les Lumières ? Pour préserver la puissance impérialiste des États-Unis et défaire le rapport de force qui s'était constitué à la faveur des années 60, la contre-offensive politique et morale lancée par les néo-conservateurs américains n'a visé à rien d'autre. En France, aux fins d'abattre toute barrière juridique et institutionnelle contraire aux objectifs de ses intérêts immédiats, l'État rêvé du petit caporal de Neuilly escompte un succès comparable. L'affaire de Tarnac, après bien d'autres inculpations

toutes aussi arbitraires, quoique moins médiatisées parce que faisant l'ordinaire des exils banlieusards, des protestations lycéennes et des rafles de sans papiers, ne fait qu'illustrer à nouveau ce processus dément.

À l'indifférence publique que connaissent les régimes occidentaux, on n'oppose pas pour autant l'épuisement d'idéologies traversées de part en part d'attentes eschatologiques. C'est

toujours ne pas vouloir comprendre que la Révolution française, marquant l'étape finale d'un temps où la croyance religieuse cessait d'être politique, nous entrons désormais, suite au désastre des idéologies révolutionnaires dominantes, en un temps où la croyance politique cesse d'être religieuse. Là se trouve le socle véritable d'une défense moderne des Lumières : non pas la reprise naïve d'un progrès historique de la raison à travers un chemin linéaire, mais l'absolue nécessité de se déprendre de toute idéologie.

Si mouvement d'ampleur il doit y avoir, à la faveur du chaos économique ou de toute autre conjoncture, ni les tenants de l'avant-gardisme, ni les prophètes de l'apocalypse, encore moins l'État, son colosse bureaucratique et ses experts stipendiés, ne seront en mesure de déterminer où, quand et comment, elle se produira. La banalité de ce constat ne sera pas non plus tournée par l'obsession de la question de l'organisation chez les « invisibles », obsession qui ne peut exister que parce que l'on est assuré ici que « la » révolution se fera dans l'heure et que la dernière limite qu'elle puisse encore rencontrer dépend des solutions à apporter à des problèmes d'ordre tactiques et techniques. Il existe bien une dialectique complexe entre spontanéité



et nécessité d'organisation dont Mai 68, pour ne citer que le dernier grand mouvement de contestation historique, a dû régler rapidement les frais. Reste que la Bastille ne fut pas prise sur ordre, et que les révolutions de 1830 et 1848 n'ont suivies aucun plan préconçu; la Première Internationale n'a pas ordonné en 1871 la prise des canons de la butte Montmartre ; Février 1917 n'est pas le fruit d'un complot bolchevick ; Mai 68, enfin, n'est pas une opération militaire déclanchée par Guy Debord depuis un comptoir du quartier Latin. Il n'existe ni voie royale ni terrain de lutte privilégié par où une révolution prendrait un aller direct vers les paradis escomptés. Aucun express ne nous n'emmènera vers la félicité.

Ce que l'on peut savoir, par contre, c'est que toute révolution qui n'inscrirait pas son combat dans l'horizon démocratique dessiné par la modernité en foulant aux pieds les libertés élémentaires conquises en 1789 au nom de l'individu commencerait, d'emblée, par dévorer ses propres enfants.

La défense de ces principes ne saurait toutefois se confondre pour nous avec ce qui fait le fond commun des arguments libéraux pour justifier la valeur indépassable des « démocraties représentatives » face aux dominations tyranniques et totalitaires. La pauvreté de la pensée politique libérale réside précisément dans la confusion permanente qu'elle opère entre champ juridique et vie politique, le respect du premier assurant intégralement les libertés collectives visées par la seconde. Il n'est aucunement besoin d'aller très loin pour comprendre que la reconnaissance indispensable des libertés individuelles s'accorde aisément avec l'absence, pour une écrasante majorité, de toute vie politique concrète.

Notre attachement à la démocratie directe ne relève pas plus d'une certitude métaphysique qu'elle ne dérive d'un quelconque déterminisme historique. Si l'aspiration démocratique hante la modernité occidentale comme un spectre chaque fois exorcisé, elle ne désigne qu'un horizon politique parmi d'autres ; et, jusqu'à présent, rien dans l'histoire, n'a interdit aux pouvoirs d'État, devant une telle menace, de recourir aux expédients les plus terribles. La légitimité du régime démocratique ne doit donc pas grand-chose à l'examen moral de son essence en tant que plus mauvais ou meilleur système. En termes de stricts intérêts institutionnels et sociaux, la démocratie s'offre avant tout aux dominés comme le cadre politique garantissant à tous un accès égalitaire à la vie publique. C'est par ce côté que l'espoir libéral d'un bonheur social cantonné aux sphères privées et professionnelles, celui C'est par ce côté que l'espoir libéral d'un bonheur social cantonné aux sphères privées et professionnelles, celui « de la jouissance paisible de la seule indépendance privée » selon Constant, ne cesse plus de s'épuiser. Séparée de tous liens d'avec une liberté publique entière, l'assurance du bonheur privé est devenue en effet la prison existentielle des modernes. Ces derniers, soumis à un affaiblissement continu, par mépris de la condition première de l'homme (le fameux animal politique d'Aristote), et par abandon de leur souveraineté, entretiennent malgré eux les bases d'une servitude qui ne fait qu'accumuler dégoûts, peurs et ressentiments.

Quel que soit le système social et économique en place, une vie démocratique digne de ce nom sera donc toujours un temps arraché aux contraintes de la vie privée et de la production. Réduire au maximum, comme l'énonçait le Marx du Capital, les moments de survie de ces contraintes au profit d'un temps collectif émancipé, demeure l'enjeu central de l'époque. Certes, à sa manière, le capitalisme s'en charge ; avec toutefois ce résultat aujourd'hui catastrophique de voir un lumpenprolétariat condamné aux loisirs forcés d'un chômage plein ou partiel, chronique, cependant que tous les autres, dont les professions ont été transformées en machines démentes à faire de l'argent, sont réduits sans relâche à l'esclavage d'un travail accablant – jusqu'à ce qu'ils s'écroulent à la tâche comme les bêtes de somme tombent sous leur fardeau.

Obtenir le bénéfice, pour tous, de l'oisiveté du temps politique – jusqu'alors apanage aristocratique –, et se débarrasser de la charogne divine dont les effluves n'ont pas cessé d'empuantir l'atmosphère des deux derniers siècles : dans le lourd héritage occidental, entre Athènes et Jérusalem, entre raison et révélation, notre choix ne porte à aucune équivoque. Que, pour une fois, ce soit la première qui vienne de se rappeler de sa grandeur laisse peut-être présager quelques espoirs plus prometteurs■

La Guerre de la liberté.

NOTES■

[1] Voir note 15, page 7 du présent texte.

[2] En considérant ici qu'il existerait une séparation des pouvoirs idéale, mais évidemment inexistante, entre le politique et le judiciaire.

[3] Criminologue. Partisan, en matière sécuritaire, de la « tolérance-zéro » américaine et des coups de triques. Après avoir découvert l'Insurrection qui vient, il rédige une note sur l'ouvrage à l'attention des plus hauts services de police. [4] Propos tenu par le principal inculpé dans un entretien au journal *Le Monde* paru le 25 mai 2009. L'éditeur Eric Hazan estime pour sa part que « l'État pèterait de trouille ».

[5] L'opération de dénonciation policière et médiatique de l'agissement suspect de « l'ultra-gauche » débute dès juin 2007

[6] Pour un portrait et un résumé historique des pensées et actes de ce millénariste juif, voir les ouvrages de G. Sholem, *Les Grands Courants de la mystique juive* ; Sabbataï Tsevi : le messie mystique ; enfin, *Le Messianisme juif : essais sur la spiritualité du judaïsme*. Voir également : *Avant-garde et mission : la tiqqounerie* sur le site www.laguerredelaliberte.org.

[7] La retape exigeant quelques retouches, cette « terreur » ne devait plus être qualifiée « d'extrême », mais « d'ultra », histoire d'insister sur le fait que la nouvelle marchandise, façon tube de dentifrice, surpasserait de loin l'ancien produit... [8] Entretien au journal *Le Monde* du 25 mai 2009.

[9] Le plus célèbre prédicateur de cour, avec Bossuet, du XVII^e siècle.

[10] Voir l'article du *Monde* daté du 16 juin 2009, « Villiers le bel au bord de l'implosion ».

[11] Il y a des questions touchant à la fondation du politique et au pouvoir, posées par Machiavel, que ni Blanqui ni ses avatars léninistes, n'ont intérêt à examiner de manière sérieuse.

[12] Entretien du principal inculpé au *Monde* du 25 mai 2009.

[13] À cette heure, seul le pouvoir iranien peut légitimement se faire

du souci. La contestation de la théocratie iranienne est toujours des meilleurs effets pour ceux qui n'ont pas renoncé au combat contre « l'infâme ». Michel Foucault, qui a pu voir dans le catéchisme de Khomeiny une chose que « ...l'occident avait oublié depuis la Renaissance et les grandes crises de la chrétienté, c'est-à-dire, la possibilité d'une spiritualité politique... » doit se retourner dans sa tombe. Mais qui ignore que l'aura dont jouit l'analyste pointilleux du contrôle disciplinaire sur toute une partie de la gauche est exactement proportionnelle à la nullité de ses jugements politiques ?

[14] « L'heideggérien de gauche » est une espèce unique, observée, depuis Sartre, uniquement en France. Dans le reste du monde, il suscite soit une admiration sans faille, soit il apparaît comme une bizarrerie contre-nature, insaisissable dans tous les cas...

[15] Avec la fondation du Comité pour l'abrogation des lois antiterroristes (Calas), Agamben le paulinien est à présent en pleine ivresse voltairienne. En philosophie, les mélanges peuvent être nombreux et détonants, mais la conclusion politique, quant à elle, est plus souvent prosaïque : comme pour Foucault, cela finit souvent avec une sale gueule de bois ...

[16] Entretien au Nouvel observateur du 27 mai 2009.

[17] Alain Badiou, Mao. De la pratique et de la contradiction. Éditions La Fabrique

[18] Alain Brossat, Tous Coupats, tous coupables. Quant au « 1789 avéré » : par qui ? Imminent : à quelle heure ?

[19] Toutefois, contrairement à ces épigones futurs, il a toujours manifesté une grande sympathie envers l'œuvre de la Révolution française, y voyant le prélude nécessaire à toute révolution socialiste, et jugeant, par exemple, ses apports en matière de libertés comme des acquis permanents, de valeur intrinsèque.

source : <http://laguerredelaliberte.free.fr>



Ca Fragnole, ça fragnole...

Fragner, verbe transitif. Qui cherche à embastiller les personnes censées appartenir ce qu'il nomme « mouvance anarcho-autonome ». Du nom du juge anti-terroriste Fragnoli.

Et bien que Julien Coupat, intronisé grand gourou de cette fumeuse mouvance, ait fini par être libéré, Fragnoli continue sa basse besogne.

Libération de Julien Coupat mais maintien des pressions sur les inculpés et leurs soutiens.

Le 28 mai dernier après plus de 6 mois de détention Julien Coupat sortait de la Santé où il était incarcéré dans le cadre d'une enquête anti-terroriste. Si bien évidemment on en peut que se réjouir de sa sortie, il ne faudrait pas qu'elle vienne masquer que l'arsenal répressif continue de s'abattre sur les prétendus différents protagonistes de l'affaire.

Sur Julien, tout d'abord toujours assigné à résidence et mis dans un premier temps dans l'impossibilité de rencontrer ses amis et sa compagne. Depuis, il a été contraint de se marier avec elle pour échapper aux affres du contrôle judiciaire.

Sur les inculpés. Les conditions de surveillance de l'un deux, par exemple, interdit de sortir de la Manche, et éloigné de son véritable lieu de vie, Tarnac, avec tout ce que ça signifie d'arrachement à sa vie, ont été durcies. Il doit pointer tous les jours à la gendarmerie.

Dans le même temps, une partie des soutiens aux protagonistes de l'affaire ont été auditionnés. Mais dans cette affaire, audition signifie arrestation violente, mise en garde à vue. Ainsi T., amie d'inculpé-e-s, est arrêtée, un flingue posé sur sa tempe, des menaces à son passager. Tout cela pour avoir prêté sa voiture à l'un des inculpés. Près de Marseille d'autres membres des comités de soutien sont arrêtés, puis libérés après garde à vue, pour distribution d'un tract jugé menaçant pour le juge Fragnoli, tandis qu'à Rouen, 3 personnes sont mises en garde à vue pour être auditionnées. Avec toute cette mascarade on finit de comprendre com-

ment l'Etat tente de reconstruire

une figure de l'Ennemi Intérieur ; sous les oripeaux d'une ultra-gauche en ruine depuis les années 20, ou d'un fantôme, « les anarcho-autonomes », figure parmi tant d'autres : les casseurs, les délinquants juvéniles, la racaille, les terroristes-étudiants-bloqueurs, les cheminots preneurs d'otages, les ouvriers violents, etc. Toute une anti-France fabriquée de toute pièce dont la figure se propage sous l'arsenal médiatico-policier.

Relance de la piste allemande.

Passé quelque peu inaperçue au niveau médiatique, la piste allemande est relancée par le juge Fragnoli. En effet, les sabotages de caténaires avaient été revendiqués outre-Rhin dès le 10 novembre, en même temps que des incendies de postes électriques en Allemagne. Dans leur message, publié et authentifié par la revue antinucléaire *Anti Atom Aktuell*, les présumés saboteurs assuraient avoir frappé le réseau ferré par « résistance » au lobby nucléaire, à l'occasion de l'acheminement de déchets par des containers Castor, de La Hague vers le site de stockage de Gorleben dans le nord de l'Allemagne.

Déjà en 96 et 97, une série de sabotages similaires avaient eu lieu en Allemagne, ce qui avait donné lieu à une enquête anti-terroriste (voir par ailleurs). Début juillet, les juges français ont tenté d'entendre trois militants antinucléaires en qualité de témoin, à Hambourg et Berlin. Deux rassemblements de protestation ont été organisés - l'un devant l'ambassade de France à Berlin -, pour dénoncer une « tentative d'intimidation » et de « criminalisation » du mouvement antinucléaire.

Ils sont d'autant plus suspects aux yeux du juge anti-terroriste qu'il-elle-s sont censées connaître Julien Coupat et ses ami-e-s. Bref, loin de s'éloigner de ses pistes initiales, l'enquête cherche à justifier son enlèvement et l'emprisonnement des inculpées, à faire oublier l'acharnement grossier auquel l'Etat s'adonne et surtout à continuer de construire une nébuleuse internationale, à même de mettre en avant un ennemi intérieur, au contour plus crédible.

LA BATAILLE DES RAILS.

Cet article est parut dans blabla n°9, journal libertaire dijonnais et revient sur la bataille des rails qui eu lieu en Allemagne à la fin des années 90. Cette bataille avait donné lieu à une vague d'enquête antiterroristes, préfigurant ce qui allait être l'opération de novembre 2008 contre ce que les policiers appelaient la cellule invisible.

Il semblait intéressant au vue de la situation actuelle de revenir sur cette période et sur ce moment de lutte antinucléaire, et de tout l'arsenal répressif qui fût alors déjà mis en place



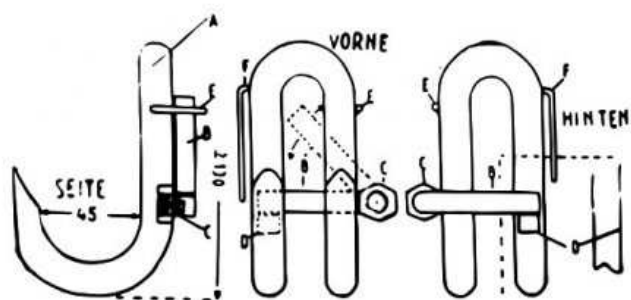
Parce qu'ils sont nécessaires aux flux économiques, parce qu'ils imposent un modèle de société, expulsent, privatisent ou collaborent avec l'industrie nucléaire, les trains sont un terrain de luttes.

Le blocage matériel de voies de chemin de fer que le gouvernement français a tant bien que mal cherché à monter en épingle en tant que projet « terroriste » est en fait répandu comme outil d'action politique en France... et en Europe. Ici des actions de ce type se sont multipliées ces dernières années dans le cadre de grèves de cheminots en 2007 ou de mouvements qui comme celui contre le CPE en 2006 en appelèrent à un blocage de l'économie. Ailleurs en Europe, dans le Val de Suza et au pays basque contre la construction de lignes de Trains à Grande Vitesse, ou encore en Allemagne, ce type de sabotage est relié à des luttes populaires. D'ailleurs le 8 novembre dans la nuit même où des crochets métalliques étaient posés sur les caténaires des lignes SNCF en France, des sabotages sur les boîtiers électriques des trains ont eu lieu en Allemagne et des milliers de personnes se sont employées à bloquer les voies de chemin de fer par tous les moyens.

contre le CPE en 2006 en appelèrent à un blocage de l'économie. Ailleurs en Europe, dans le Val de Suza et au pays basque contre

la construction de lignes de Trains à Grande Vitesse, ou encore en Allemagne, ce type de sabotage est relié à des luttes populaires. D'ailleurs le 8 novembre dans la nuit même où des crochets métalliques étaient posés sur les caténaires des lignes SNCF en France, des sabotages sur les boîtiers électriques des trains ont eu lieu en Allemagne et des milliers de personnes se sont employées à bloquer les voies de chemin de fer par tous les moyens.

En Allemagne, les transport de déchets nucléaires (connus sous le nom de Transports CASTOR) sont tous les ans confrontés à des mobilisations massives, notamment des habitant-e-s de la région rurale où sont entreposés les déchets. L'utilisation de crochets métalliques accrochés sur les caténaires des lignes de train (hakenkrallen) n'est d'ailleurs pas apparue le 11 novembre. Cette méthode, qui laisse selon les médias les experts de la SNCF pantois, avait notamment déjà été utilisée dans le cadre des blocages de ces transports de déchets. En parallèle des manifestations de masses visant à submerger les rails, ont en effet lieu un grand nombre d'actions de sabotage contre les lignes de trains [1]. Il s'agit de stopper, retarder ou perturber le transport lui-même, ou de viser la Deutsche Bahn d'une manière plus générale à cause de sa collaboration avec l'industrie nucléaire.



Parce qu'ils sont nécessaires aux flux économiques, parce qu'ils imposent un modèle de société, expulsent, privatisent ou collaborent avec l'industrie nucléaire, les trains sont un terrain de luttes.

Le blocage matériel de voies de chemin de fer que le gouvernement français a tant bien que mal cherché à monter en épingle en tant que projet « terroriste » est en fait répandu comme outil d'action politique en France... et en Europe. Ici des actions de ce type se sont multipliées ces dernières années dans le cadre de grèves de cheminots en 2007 ou de mouvements qui comme celui

Les formes que prennent ces actes de sabotage témoignent de la créativité de leurs auteurs face à la mise en place de dispositifs policiers très lourds sur le trajet du 'castor' : des crochets métalliques accrochés sur les caténaires (hakenkrallen), des attaques incendiaires contre les boîtiers de signalisation des lignes, des dispositifs de blocage sur les rails (hemmschuhe), des inondations provoquées pour creuser les fondements des rails, des barrages sous diverses formes sur les routes et sur les rails. Il peut s'agir aussi bien de personnes s'enchaînant aux rails ou à des blocs de béton construits sous les voies, que de troncs d'arbres renversés ou encore d'impressionnantes barricades de tracteurs imbriqués les un dans les autres. Des destructions du matériel de la police (antennes de

haut débit, véhicules, logements) ont aussi lieu pour perturber les transports et la répression. [2] En France des actions de moindre ampleur ont été aussi régulièrement menées par des anti-nucléaires sur le passage des trains. C'est en s'enchaînant à des rails lors d'une de ces actions que Sébastien Briat a été écrasé par un train de déchets en novembre 2004 vers Nancy, malgré les précautions prises pour prévenir du barrage humain.



Même si ce type d'enchaînement ne s'est pas arrêté pour autant, ce fait tragique entre autre, a pu participer ici à ce que des personnes privilégient des sabotages matériels à des barrages humains.

Des caténaires et un crochet doré...

D'ailleurs, au moment où une personne reste en détention provisoire en France, arrêtée dans le cadre d'une enquête suite à des actes de sabotage contre des lignes de TGV par des crochets métalliques, et finalement soupçonnée d'avoir formé et dirigé une association terroriste, il est intéressant de rappeler que l'Etat allemand avait déjà tenté il y a dix ans de répondre à des sabotages de ce type par une procédure « anti-terroriste » de grande ampleur... mais sans grand succès, entre autre du fait d'un soutien large et offensif.

Le 7 octobre 1996 des crochets métalliques furent fixés simultanément sur des caténaires dans 12 endroits en Allemagne, puis le 25 février 1997 sur encore 8 autres en Allemagne du nord. Un communiqué détaillé exigeant de la Deutsche Bahn l'abandon des transports nucléaires fut envoyé par 'des groupes autonomes'. La direction centrale de la police judiciaire ouvrit une enquête anti-terroriste (pour association terroriste selon le paragraphe 129 a) et le 6 juillet 1999 plusieurs perquisitions eurent

finalement lieu.

Une personne fut inculpée par la suite pour avoir "porté atteinte à la vie et à la santé des voyageurs du fait de la destruction de la ligne électrique alimentant le train". Elle était également accusée de "faire partie d'une association à but terroriste visant, par des sabotages de lignes de train, à empêcher le transport des déchets nucléaires et à troubler la société dans son entier d'une manière révolutionnaire". Après les perquisitions, les enquêteurs avaient déclaré que les documents trouvés donnaient des indications sur la préparation et la réalisation des actions, sur la communication des membres du groupes entre eux, sur la conception de leur organisation « à but terroriste » et sur le fait que la personne accusée soit soi-disant située dans le haut de la hiérarchie des 'groupes autonomes'. [3]

A partir de 1999, le groupe de soutien 'Goldene Hakenkralle' ('crochet doré en forme de griffe') a, avec une attitude offensive face aux accusations, mené des actions variées. Dans le cadre d'actions spectaculaires de visibilité de l'affaire, un 'crochet-griffe doré' géant de



plusieurs mètres a par exemple été construit (en utilisant des tuyaux en plastique et du papier métallisé). Malgré des tentatives d'interdiction qui firent scandale, la 'sculpture' a finalement connue une cérémonie d'inauguration en bonne et due forme devant la gare centrale de Brême [4]. Une exposition intitulée 'autour du crochet-griffe, de la résistance et de la solidarité' a été organisée dans plusieurs lieux et la sculpture dorée a fini sur le toit du squat la Rote Flora à Hambourg où elle a été illuminée pendant plusieurs semaines.

L'enquête fut finalement close dans le silence, sans procès et sans condamnation, en 2003, non sans avoir permis, comme souvent dans ce genre de cas, de rassembler un grand nombre d'informations sur des groupes et personnes s'inscrivant dans des politiques antagonistes.

... et la 'piste allemande' flamboyante des enquêteurs.

Un rapport de police allemand du 8 novembre 2008 relève, à côté de nombreux blocages assez efficaces sur le trajet du 'castor', des attaques incendiaires contre des boîtiers de signalisation sur la ligne Hamburg-Berlin en Brandeburg dans la nuit du 7 au 8 novembre, au même moment où les trains français ont été bloqués par les fameux crochets métalliques. Des allumes-feu auraient été trouvés lors des interventions des pompiers. Un porte-parole de la police nationale évoquait un lien éventuel avec le transport des déchets nucléaires qui avait lieu au même moment. Il précisait néanmoins qu'aucune lettre de revendication n'aurait été trouvée.

C'est peu après que les sources proches des enquêteurs anti-terroristes français commencent à parler de la piste allemande, en évoquant une lettre revendiquant des attaques simultanées contre des lignes de chemin de fer en Allemagne et en France. Un rapport du 15 novembre de la sous-direction antiterroriste de Paris, publié le 22 novembre sur le site de Mediapart à Paris, cite cette lettre en précisant qu'elle aurait soi-disant été envoyée au Berliner Zeitung, quotidien allemand. Mais les médias, relayant la propagande policière sur une mystérieuse « cellule invisible » agissant pour déstabiliser l'État sont d'abord restés silencieux sur la question. Cette omission vient-elle du fait que ces sabotages auraient semblé bien moins insolites, dramatiques et isolés s'ils avaient pu apparaître comme reliés à des luttes en cours et à des pratiques largement partagées, en l'occurrence au même moment outre-Rhin. La collusion possible avec les anti-nucléaires allemands cadrait d'abord mal avec le portrait du monstre que l'État cherchait à créer. Ce lien à double tranchant pour l'État n'est apparu timidement dans les voix officielles que plus tard, mais dans le but étroit cette fois d'étayer la thèse des contacts « terroristes » internationaux de la « cellule invisible ».

C'est seulement le 13 décembre 2008, que la TAZ, journal berlinois de gauche écologiste, se décide à publier un article mentionnant cette lettre en la mettant en lien avec les arrestations du 11 novembre en France : "Dans la nuit du 8 novembre, des lignes de chemin de fer allemandes

et françaises ont été simultanément cibles d'actes de sabotage - au moment du transport de déchets nucléaires - mais sur des endroits éloignés du trajet. Des opposants au nucléaire revendiquaient cette action dans une lettre intitulée 'Parce que nous avons ras le bol' arrivée en novembre à la TAZ : 'Avec des attaques incendiaires et des crochets métalliques, [...] nous avons dirigé aujourd'hui aux aurores notre colère contre les lignes de transport de (déchets) nucléaires'. La lettre est signée 'en souvenir de Sébastien'." [5]

Le 15 décembre 2008, l'AFP publie une note sur son site disant avoir obtenu une copie de la lettre. La note cite aussi Bascha Mika, la rédactrice en chef de la TAZ : "Le Tageszeitung a décidé de ne pas publier le document car nous ne l'avons pas trouvé assez intéressant d'un point de vue journalistique. [...] Nous ne l'avons transmis à personne et aucune autorité ne nous a jusqu'à présent interrogés à ce sujet."

Dans un article du 16 décembre la correspondante à Paris de la TAZ se voit obligée de revenir sur les confusions autour de cette lettre : "Les enquêteurs anti-terroristes français cherchent dans la scène autonome allemande des explications quant aux faits survenus la nuit du 7 au 8 novembre 2008 sur des lignes TGV. Une lettre de revendication en allemand envoyée à la TAZ semble nourrir actuellement les enquêtes. Le texte, non daté revendique les attaques simultanées sur quatre lignes de chemin de fer en France et quatre lignes en Allemagne et sur 'plusieurs lignes dans les environs de Berlin', dans cette

même nuit quand le train de déchets nucléaires était sur le chemin de La Hague vers Gorleben. Dans sept paragraphes, l'écrit explique les actions entre autres en les liant à la résistance contre l'énergie nucléaire et les lieux de stockage de déchets nucléaire à Gorleben et Asse, ainsi qu'en réaction au 'sauvetage étatique du capitalisme'. Paradoxalement, les enquêteurs anti-terroristes connaissaient le contenu de cette lettre depuis plusieurs semaines déjà puisque le rapport d'enquête publié sur le site de Mediapart à Paris citait cette même lettre de revendication. [...] Il est relativement mystérieux que les enquêteurs français prétendent savoir quand et où la lettre aurait été envoyée et arrivée. Le document parisien soulève que la lettre aurait été envoyée d'Hanovre le 9 novembre et serait arrivée le 10 novembre. De plus, les enquêteurs déclarent que le destinataire de la lettre aurait été la Berliner Zeitung. Le Berliner Zeitung a pourtant nié publiquement avoir reçu cette lettre. [...] Et la TAZ ignore l'existence d'une enveloppe tamponnée indiquant un éventuel lieu d'expédition." [6]



Face à cette situation embrouillée, des choix stratégiques se posent pour les personnes impliquées dans le soutien aux personnes incarcérées actuellement et luttant plus largement contre l'antiterrorisme comme outil policier de plus en plus puissant face aux résistances politiques. Quelle résonance politique donner à une lettre de revendication dont le contenu ne se fait connaître qu'à travers des traductions fragmentaires dans les rapports de police et dans les médias ? Que les auteurs des sabotages en France aient choisis de ne pas poser de revendications officielles, ou que leurs revendications aient été passées sous silence, n'est-il pas important de montrer que leurs actions entrent néanmoins fortement en résonance avec de nombreuses autres menées au même moment outre-Rhin sans qu'on leur ait cette fois accolé le même type de propagande anti-terroriste qu'en France ?

Toujours est-il que la répression s'organise au niveau européen : selon le 'Journal du Dimanche' du 14 décembre, les enquêteurs français coopèrent avec la police judiciaire fédérale allemande et la police italienne sur cette affaire. Le fait d'avoir clos sans poursuite l'enquête anti-terroriste concernant les crochets métalliques sur des lignes de train en 2003, n'a évidemment pas empêché la police judiciaire allemande de communiquer maintenant les noms des suspects de l'époque aux enquêteurs français sur leur 'piste allemande'. Une tendance est donc mise en évidence par cette coopération policière : L'échange d'information entre les polices nationales concernant les personnes impliquées dans des milieux anti-

autoritaires se fait de plus en plus sur la base de similitudes prétendues d'idées, de façons d'agir et de s'organiser entre différents groupes et dépasse ainsi largement les enquêtes sur des actes précis.

Il est d'autant plus urgent de faire connaître aussi plus largement la grande variété des stratégies offensives inventées dans des contextes locaux précis à l'encontre de cette répression afin d'être mieux préparés à les adapter à d'autres contextes.

Plus généralement, cette histoire rappelle que l'Histoire officielle n'est jamais qu'une grille de lecture déterminée. Elle est mise en avant ou omission soigneusement organisées de certains faits par les pouvoirs en place et généralement docilement relayée par les médias. A nous de leur opposer nos récits et parti-pris antagonistes*

Notes*

[1] <http://tarnac9.noblogs.org/post/200...>

[2] Une liste assez bien fournie recensant les actions de ces dernières années est trouvable dans la zeck 147, en allemand.

[3] Ce résumé s'appuie sur la documentation sur <http://www.nadir.org/nadir/initiati...>

[4] <http://de.indymedia.org/2003/10/642...>

[5] traduit de 'Die Tageszeitung', 13/14 décembre 2008

[6] traduit de 'Die Tageszeitung', 16 décembre 2008

Le COSAC Kesako?

RéuniEs le 12 décembre 2008 en assemblée, nous avons décidé de créer le Collectif pour l'Organisation de la Solidarité - Agglomération Caennaise (COSAC). Depuis longtemps déjà nous constatons le durcissement répressif de l'État face à l'exacerbation des tensions sociales et politiques et à la radicalisation des luttes. Les arrestations opérées le 11 novembre 2008 à Tarnac et dans d'autres villes et le matraquage médiatique qui a suivi nous ont décidé à franchir le pas et à constituer localement une caisse de solidarité radicale permanente.

Le COSAC a comme objectifs principaux:

1° De collecter des fonds afin de soutenir celles et ceux qui sont touchés par la répression policière et judiciaire du fait de leur participation à des luttes sociales ou à des activités subversives que ce soit en France ou ailleurs.

2° D'informer et d'agir contre la répression d'État, les lois sécuritaires et liberticides.

Le COSAC fonctionne sur la base d'assemblées souveraines. Il autofinance ses activités. Il est indépendant de tout parti/organisation/syndicat. Au delà de « l'anti-répression », nous avons décidé de réserver 25% de l'argent que nous collectons à la solidarité avec des activités subversives concrètes et ouvertes que nous estimons intéressantes et

nécessaires : acquisition, location, rénovation de locaux, soutien à des bibliothèques, des centres de documentation, des infokiosques, des journaux subversifs, appui à l'acquisition de matériel d'impression, soutien à des caisses de grèves ou à des luttes?

Nous soutiendrons donc occasionnellement de telles activités car elles contribuent à renforcer la contestation du système et à briser l'isolement dans lequel l'État cherche à nous maintenir afin de mieux criminaliser nos activités et nos pensées. L'oppression se durcit, la résistance aussi. Le COSAC appelle donc, partout où cela est possible, à mettre localement en place des caisses de solidarité. Elles seront utiles dans les temps qui viennent.

Halte au flicage !

Abrogation des lois sécuritaires et liberticides !
Solidarité avec les engeôlés de la guerre sociale !

POUR LA RÉVOLUTION SOCIALE ! HURRAH!

Contact : cosac@ablogm.org
Soutien financier : chèques à l'ordre du SIA à envoyer à l'adresse suivante :
SIA BP 257 14013 Caen cedex.



LE PRINTEMPS CAENNAIS

RETOUR SUR LE MOUVEMENT UNIVERSITAIRE ET INTERCATEGORIEL DE 2009



Souvent un mouvement c'est toute une Histoire, avec ces moments épiques, ces joies, ses franches rigolades, ses discussions, bref, une sorte de partage. C'est ce qui fait que souvent ils laissent une telle trace dans nos vies. Pour ce qu'ils suspendent, ce qu'ils créent de solidarités, de rencontres et de possibles. Mais ce printemps là laisse en bouche comme un malaise. Oh, pas un cadavre, loin de là, juste un étrange arrière goût d'inachevé et d'avoir manqué quelque chose.

Les mouvements qui ont émaillé le printemps 2009 à Caen ont été extrêmement paradoxaux et nous ont souvent laissé désarmé ■

défense de leur propre statut, très rapidement le mouvement caennais comme celui qui se propage dans les autres universités développe d'autres axes revendicatifs, autour de la LRU (loi sur l'autonomie des universités), du processus de Bologne, des suppressions de postes, puis s'attaque à la question des sans papiers et au reste des problèmes rencontrés dans l'éducation nationale.

Pourtant, après quelques semaines de lutte, et d'AG, le mouvement commence sérieusement à s'enliser. Ces premières semaines sont un véritable marécage. Et chacun y met du sien. Du citoyen bêtard qui ne veut pas gêner les usagers, obsédé par leur peur de l'action et des insurrectionnalistes, à ceux qui cherchent à ce que surtout rien ne se passe pour mieux préparer l'alternance, en passant par l'enseignant chercheur déjà transformé en entrepreneur calculant le rapport coût bénéfice de ses positions. Chacun, à sa manière agite l'épouvantail de la violence pour mieux propager la crainte, celle qui rend encore plus boueux le marécage et paralyse. Certains désignent déjà les fauteurs de trouble, des autonomes à la commission action, tout en en construisant rien d'autres que les éternels lâchés de ballons et diffusion de tracts chiantes.

Dans ce marécage rien ne se vit mais tout milite. Et chacun pour sa boutique. L'idée d'occuper la fac se transforme en cours alternatifs, comme si l'on ne pouvait vivre autre chose ensemble, que la reproduction de l'université. On privilégie la crédibilité à la vie réelle ; on se forge une image. Comme si le refus des



Tract diffusé autour du cortège libertaire le 29 janvier:

N'attendons plus, agissons!

Nous sommes las de traîner les pieds en manifestations, de faire semblant de se mobiliser à chaque réforme qui tombe. Il n'y a plus de pages dans nos cahiers de doléances.

Plusieurs actions ont eu et vont avoir lieu aujourd'hui, non plus de manière symbolique mais en attaquant directement ceux que nous considérons comme les co-responsables de la situation critique dans laquelle nous nous trouvons. C'est pourquoi nous nous en prenons concrètement aux banques, assurances, agences interim etc. Il ne sert plus à rien de se voiler la face.

L'argent, l'Etat nous dit qu'il n'en a plus suffisamment pour le service public, les chômeurs, pour sortir les salariés du privé de la merde. Il nous dit qu'il faut se serrer la ceinture. Pourtant, à chaque "crise", banques, assurances et autres bénéficient d'un plus que généreux coup de pouce de la part du gouvernement. Il n'est pas nécessaire de mentionner leur implication dans le fonctionnement du système dont résulte cette situation. Nous n'en sommes plus à quémander quelques misérables pièces à l'Etat. Désormais nous exigeons, nous passons à l'acte, et s'il le faut... nous nous servirons!



Pourtant tout avait bien débuté et jeté quelques promesses en janvier lorsque nous étions plusieurs milliers dans les rues de Caen. Certes, le mot d'ordre syndical, n'ouvrait pas vraiment de perspectives palpitantes, mais y'avait du monde et de la rage chez certain-e-s, quelques chose de palpable.

Un cortège libertaire criblait quelques banques et agences immobilières de tags et de peinture sous l'oeil plutôt complice de certain-e-s syndicalistes de base.

Dès l'après-midi, la stratégie syndicale se met prévisiblement à jour lors de l'assemblée générale concoctée par l'intersyndicale de l'éducation nationale sur la fac. La prochaine mobilisation sera pour mars... L'assemblée est houleuse. Le foutage de gueule criant.

Quelques semaines plus tôt, le 12 janvier, des syndicalistes enseignants, des lycéen-ne-s, des opposant-e-s aux lignes THT avaient accueillis la venue de Sarkozy comme il se doit, avec quelques heurts.

Dans le marécage.

Sur la fac, le mouvement débute courant février, sous la double impulsion de la FSE et d'enseignant-e-s chercheur-ses. Si bien évidemment des enseignants chercheurs tentent de limiter le mouvement à la



TOULOUSE : LE 19 MARS UN ETUDIANT BLESSE AU FLASH BALL.

« J'étais à la manif et je suis resté dans la cortège étudiant. On s'est retrouvé devant Monoprix. Je suis resté aux abords. je n'étais pas dans la chaîne humaine qui bloquait le magasin. Et puis, ça a basculé. Les flics ont chargé. J'ai entendu des bruits de détonation. Un attroupement s'est formé, je me suis replié à l'intérieur pour ne pas rester isolé. On s'est mis à reculer doucement.(...) »

On était contre la ligne des CRS. Ils m'ont tiré dessus alors que j'étais à moins de 10 mètres d'eux. J'étais effectivement au premier rang, confiant, entraîné de dire on recule, on s'en va. Je n'ai absolument pas jeté de canettes ni de projectiles. Je suis sûr que c'est une balle de flash ball qui m'a touché, vu la force et l'impact... On m'a clairement visé ».

▪ Source : la dépêche du midi.



Allons, la bourgeoisie peut dormir tranquille, elle aura encore de beaux Jours .

24 MARS 2009 :

Le 24 mars la manif doit se rendre au centre commercial de Côte de Nacre, pour y bloquer les entrées. Arrivée aux abords du périphérique, les RG demandent à des étudiant-e-s si le périph' est la cible... qui acquiescent.

C'est donc au dessus d'un périphérique bloqué par la police que nous passons.

réformes n'avait pas pour racines notre dégoût du Monde actuel ; et le mouvement produit des textes techniques et s'épuise en AG stérilisées par le jargon militant.

Sortir du marécage.

Mais petit à petit devant l'intransigeance du gouvernement, les assemblées générales prennent conscience de l'impasse dans laquelle la lutte s'enlise. Les semaines passent, et les examens approchent. Les AG font le choix de passer davantage à l'action hors des murs et de privilégier le rapport de force. Jusqu'ici, les enseignants chercheurs avaient cru que les actions symboliques, les grèves perlées et les rétentions administratives suffiraient à faire plier le gouvernement. Mais les réformes en cours sont des réformes structurelles préparées de longue date, qui même lorsqu'elles ont rencontrées de sérieuses oppositions, comme en Grèce ou en Italie, n'en sont pas moins passées en force.

L'illusion citoyenne s'envole. Mais de nombreux enseignants chercheurs sentant jusqu'où il faudrait aller pour établir un réel rapport de force commencent à ralentir le pas. Et comme les assemblées générales commencent véritablement à prendre acte de la nécessité de durcir le mouvement, ils tentent de reprendre la main, dans des espaces qui leur soient plus soumis : les AG d'UFR.

Dans ces assemblées d'UFR, l'enseignant-e renforce son autorité sur l'étudiant-e et retrouve sa position dominante. C'est pour cela qu'il déserte les AG, parce qu'elles ne sont pas à sa botte. Et finalement c'est parce qu'il-elle aime l'université pour ce qu'elle était – autoritaire, déjà en partie marchande, parfois ignare, mais surtout sienne – qu'il a peur de véritablement rentrer en mouvement. Dès lors, une part des enseignante-s développeront des stratégies allant contre les décisions prises en Assemblée générale. L'unité étudiant-e-s, prof, BIATOSS, n'a de sens pour eux-elles que si il-elle-s gardent le contrôle.

Et lorsque l'on se débat dans le marécage, on oublie ce qui se passe autour. Il a fallu plus de 6 semaines de lutte pour que l'on commence à

parler de perspectives et ceci d'autant plus que certains se sont acharnés à fertiliser le marais.

Pourtant, la colère est déjà là. Sur la fac. Et aussi ailleurs. Des milliers de personnes dans les rues fin janvier et le 19 mars. Des ouvriers qui séquestrent leurs patrons pour protester contre des plans de licenciements. Et les raisons de la colère sont multiples, des rafles de sans papiers, aux radiations de chômeur-se-s, en passant par la précarisation des conditions de travail.

A Rennes, Toulouse, Lille les étudiant-e-s font des auto réductions. A Rouen, des vigiles sont utilisés pour débloquent la gare. A Strasbourg ils tentent de bloquer la gare. A Grenoble médias et flics tentent d'empêcher la convergence entre « radicaux » et ouvriers de chez *Caterpillar* en grève. En dehors, les bureaucraties syndicales, souvent contre une partie de leur base nous baladent tous les 2 mois de manif traine-savattes en manif traine-savattes.

Tandis que la Guadeloupe a montré qu'en s'organisant et en bloquant l'économie on pouvait obtenir des choses—même si ce fut un mouvement très centralisé, Thibault de la CGT, déclare de son côté que l'expérience n'est pas reproductible en métropole, et l'intersyndicale nous parle du 1er mai.

Dès lors, il devient de plus en plus nécessaire de tenter d'ouvrir des espaces communs, des assemblées autonomes des directions syndicales. Et l'université où de tels espaces existaient pouvaient servir de base de départ. Encore faut-il pour cela sortir du marécage...

Grèves, blocages, occupations...

En quelques AG le mouvement s'accélère. Un peu sur le tard, puisque la Géo, très active jusqu'alors reprend les cours.

D'un côté les occupations s'enchaînent : La DDTE, la présidence de l'université, la gare, le périphérique, des centres commerciaux sont bloqués...

Tout ceci est organisé par la commission action. Ce qui ne va pas sans poser de problèmes. Parce que

celle-ci ne regroupe que quelques membres actifs ; que la nécessité du secret sur les lieux d'action a tendance à renforcer la *spécialisation des compétences*, et à transformer les participant-e-s de cette commission en gestionnaires de l'action. Les attaques et les sabotages permanents que pacifistes, anarcho-citoyennistes, et l'UNEF portent ne font qu'accentuer la *dépossession*.

Ce qui aurait mérité des discussions de fond sur comment rendre cette commission à la fois efficace, c'est-à-dire en gardant le secret sur la destination des actions, et accessible au plus grand nombre, est rendu quasi-impossible par les a priori des un-e-s et des autres, les stratégies boutique, les vieilles inimitiés et les suspicions qu'elles engendrent.

On en peut que souscrire partiellement dès lors à l'analyse parue dans l'Écho du safari ; « *La « commission action » est ainsi devenue en quelque sorte l'organe d'un parti qui n'a pas lieu d'être et qui n'existait même pas. Pourtant la logique était parfois bien là, donnant un caractère autoritaire à l'organisation et au déroulement de certaines actions. Si la commission action est là pour créer une situation, elle a trop souvent anéanti la spontanéité de certains. Pour autant, la créativité fût de mise malgré le grand nombre de rendez-vous.* » Si cette commission a parfois anéanti la spontanéité, c'est plus par sa propre situation et les scléroses qu'elle a engendrée que par une logique réellement autoritaire.

Et c'est vrai par ailleurs que la créativité est au rendez-vous en matière d'action. Lorsque la marais-chaussée est au rendez-vous, c'est souvent la *mobilité* qui est privilégiée. Comme lors de certaines prises de périphériques ou à la gare, où dès que les flics se sont déplacés, on bouge. A la gare, les portiques du parkings Vinci sont pliées. Le mobilier urbain est souvent pris pour cible de tags. Quelques manifs nocturnes sont également organisées.

Le 31 mars une occupation loupée du rectorat se transforme en autoréduction chez Leclerc, avec redistribution au calvaire St-Pierre, un quartier populaire jouxtant la fac. La

flicaille est sur les dents et tente de monter des dossiers. Une personne se fait arrêter.

...Occupation des bâtiments...

Mais rapidement, les cours commencent à reprendre contre les décisions d'AG. Le blocage devient nécessaire pour *libérer* de la pression des cours les étudiante-s voulant participer aux luttes.

Seulement le blocage mis en place durant la lutte anti-LRU de décembre 2007 a laissé un goût amer chez pas mal de militant-e-s. Il-elle-s sont pas mal à freiner depuis quelques semaines. Les enseignant-es ne sont pas vraiment chauds. L'idée c'est également pour certain-e-s militant-e-s de maintenir une unité avec les enseignant-e-s. Beaucoup ont peur que la question du blocage des bâtiments monopolise l'ensemble de l'énergie du mouvement et envahisse les discussions des assemblées.

Le blocage se transforme donc en occupation sans blocage des cours. Mais ces occupations s'avèrent rapidement inefficaces. Le blocage est finalement voté le 24 mars.

Dès lors, ce que l'on pouvait redouter arrive et la question du blocage des bâtiments universitaires s'invite comme sujet principal des assemblées, réduisant leur portée critique. Mais au vue de la situation, le blocage semble *inévitabile* si l'on veut que la lutte continue.

Les premiers moments de l'occupation sont vivants. Le collectif jazz manouche, le milieu viennent poser du son. Il y a du monde, de la vie. Mais rapidement c'est une poignée de personne qui occupe les bâtiments dans lesquels règne l'ennuie, malgré les projection organisées devant un maigre public, ou quelques soirées plus riches comme cette soirée où les membres du collectif la Toison rouge sont venus jouer *Les monologues du vagins*.

A force de vouloir ne pas faire de l'occupation un *enjeu majeur*, c'est la *désertion* qui gagne. *Tout se joue comme un spectacle, de l'occupation à la gestion de la lutte, laissés aux spécialistes.*

Les actions sont les seuls moments où l'on se retrouve réellement tous



AUTOREDUCTION CHEZ LECLERC.

mardi 31 mars

AG (1700 personnes) qui vote déblocage mais occupation, élargissement des revendications notamment vers les personnels précaires.

L'après-midi, action (500 personnes). La cible était le rectorat qui devait être occupé, mais des gardes-mobiles étaient déjà à l'intérieur (une manif de personnels BIATOSS nous avait précédé apparemment - vive la lutte chacun de son côté). La grille fermée avec une chaîne (comme à chaque fois depuis le début du mouvement) a finalement été arrachée en partie, ce qui a provoqué la réaction des gardes-mobiles qui ont gazé, mais ne pouvaient pas charger la grille n'étant que partiellement démontée. Face-à-face de quelques minutes avec grenades lacrymo balancées.

Puis départ vers un nouvel objectif: Leclerc. Là, une autoréduction s'improvise. Grosse bousculade avec les vigiles et les flics en civil à la sortie des caddies et paniers (3 caddies, 8/9 paniers). Remontée vers le quartier du Calvaire St-Pierre où sera redistribuée la bouffe pendant que les flics se donnaient à coeur joie à la photo. Une interpellation (en dehors de la manif, quelqu'un qui rentrait chez lui apparemment). Il sort au bout de 3H avec une convocation pour plus tard.

▪ Témoignage sur Subversite

<http://www.anartoka.com/subversite>





LES MANIFS DU MARDI

C'est le 28 avril que les confrontations ont débuté sur la fac. Au départ 300 personnes qui bloquent l'Esplanade de la Paix face au campus.

Les flics arrivent et chargent rapidement. S'ensuit un long affrontement. Le phénix devient alors un des points de rendez-vous des mardis après-midi.

Plus sûr pour les manifestant-es puisque les flics ne veulent pas rentrer sur la fac et que le soutien de nombreux badauds rend les arrestations plus délicates.

A chaque blocage la police intervient. La BAC tente d'interpeller des manifestant-e-s (S. sera ainsi interpellée le mardi 5 mai) et essaye du nouveau matériel, comme ses grenades qui éparpillent des fragments de plastique dur, lancées à hauteur de visage, histoire de faire mal.

Côté manifestant-e-s, des barricades sont élaborées pour freiner les avancées des flics. Recueil de projectiles et fabrication, mise en place de barricades, de poubelles enflammées, toute une stratégie...

Ces rendez-vous s'arrêteront avec la rentrée des flics sur le campus



et toutes. Comme ses mardis successifs où le blocage de l'esplanade de la Paix (route et tram) devant la fac produit son lot d'affrontements avec les flics venus déloger les manifestant-e-s.

Et cette dépossession n'a pas pour seule et unique origine la généralisation du consommateur telle qu'elle a pu être décrite dans l'Écho du Safari ou du bloom dépossédé de lui-même décrit dans Tiquun, mais belle et bien une mise en situation qui participe à cette généralisation et à sa fertilisation.

Nous étions nombreux-ses à avoir vécu tous les derniers mouvements qui s'étaient passés sur la fac, à y avoir aiguiser des stratégies et des complicités, une sorte de background difficile à partager. Finalement, contrairement à une lutte comme le CPE, où la plupart des gens découvraient et s'emparaient de la lutte, ici, les personnes qui la découvrait tombaient sur des gens déjà très aguerris et prêt à s'occuper de la lutte. Une sorte de prise en main bien involontaire, mais réelle.

Et ceci d'autant plus que les AG et les comités de luttes se transformaient parfois en foire d'empoigne, avec des débats qui s'appuyaient sur ce background, sur des stratégies organisationnelles ou de vieilles inimitiés, difficilement maîtrisables pour les non initiés. Tout un terrain construisant activement de la dépossession.

Tout ce qui permettait dans l'occupation de partager et échanger au-delà des grands messes assembléistes et de ses cadors de la prise de parole est réduit au minimum.

Le désert n'a cessé de fertiliser le désert...

...et convergence.

De rendez-vous en rendez-vous, les syndicats nous promènent depuis janvier. En mars, il y a pourtant encore autant de monde à répondre au rendez-vous syndical, sur Caen, comme ailleurs. Mais rapidement, la logique des grands messes stériles montrent leur iniquité.

Sur la fac, isolé, le mouvement n'arrive pas à opposer de véritable rapport de force aux politiques lancées. Il en est de même pour les autres secteurs attaqués.

Depuis le début du mouvement des perspectives de généralisation du conflit sont palpables. Et même lorsque les Assemblées s'enlisent dans la gestion quotidienne de la lutte universitaire, une envie d'élargir le front de lutte est là.

Les actions se divisent rapidement en 2. Le mardi, des actions de blocage ou de gênes. Le jeudi, popularisation et actions vers d'autres secteurs.

Le but est double. Laisser une place à des manifs laissant peu de place à des interventions policières, ce que redoutent certains personnels ou étudiant-e-s et populariser la lutte, et dans le même temps rencontrer d'autres secteurs en lutte, histoire de nouer des contacts et d'éventuelles complicités. Depuis le départ comme il est de tradition sur Caen, les AG sont ouvertes bien au delà de la communauté universitaire. Ce qui permet au dehors d'être quotidiennement présent dans la lutte. Chômeur-ses, squattuer-se-s, précaires, intermittents, apprentis travailleurs sociaux, pions se glissent dans la lutte, et participent à introduire les attaques portées sur d'autres secteurs ; et évite en partie le replis corporatiste.

A Valéo, des licenciements sont envisagés. Des piquets symboliques s'organisent. Des contacts sont pris. Idem, au CHU où des politiques sensiblement identiques à celles qui se mettent en place dans l'éducation sont mises en œuvre.

EDF-GDF se met aussi en lutte pour une augmentation des salaires. Chaque matin des AG sont organisées, une pratique rarissime chez EDF, et des actions de coupures d'électricité sont organisées. Successivement, des centres commerciaux, la préfecture (notamment juste avant la venue d'Obama), des boîtes subissent des coupures.

Les chômeur-se-s d'AC et les intermittent-e-s occupent une ANPE pour dénoncer les politiques anti-chômeur-se-s... et obtenir un rendez-vous avec le préfet.

A chaque fois des jonctions sont tentées.

Petit à petit ces contacts portent leurs fruits. Une première rencontre s'organise entre des salarié-e-s de Valéo et du CHU, des étudiant-e-s, des profs, des chômeur-se-s. L'idée de construire une assemblée autonome des structures syndicales et politiques voit le jour.

Ce sont les premiers pas du CLIC (Collectif de Lutte Intercatégoriel du Calvados). Le collectif va vivre jusqu'au vacances, avec des hauts et des bas. Des AG regrouperont jusqu'à 150 personnes venues de différents secteurs.

Le premier mai nous sommes quelques-un-e-s à hisser une banderole au dessus de la manif en travers de l'avenue St-Jean par laquelle elle passe. *"29, janvier, 19 mars, 1er mai... marre des manifs traines savattes, grève, blocages occupations"* Les bureaucraties syndicales sont furieuses de l'initiative du CLIC et refuse sans grande surprise de relayer l'info.

Localement elle prépare sa riposte pour le 26, où elle tente de singer ce qui se fait sur la fac: barrage filtrant le matin sur les rond points d'accès à Caen, et prise du périphérique en fin de matinée. Elle tente de reprendre la main, tout en offrant aucune autre perspective réelle que la manif du 12 juin. Bref, un enterrement où l'on mime ce que l'on croit être radical.. Et lorsque ce jour là les étudiant-e-s occupent la seconde voie du périph', ce qui n'était pas prévu et pourtant dérisoire ça réussit à énerver quelques gestionnaires des luttes.

Ce jour là au MEDEF, en pleine zone industrielle, loin de tout, les quelques personnes qui tentent d'y pénétrer sont gazées tandis qu'à quelques mètres de là les responsables syndicaux prennent la parole dans la plus parfaite indifférence.

Mais déjà c'est la décrue qui s'amorce, et même si sur Caen, cette journée de mobilisation a réuni plus de monde qu'ailleurs, ce n'est qu'un millier de manifestant-e-s qui se retrouvent sur le périph'.

Malheureusement l'activité du CLIC se ralenti également. Il y a bien eu ces visites aux piquets de grève de

Valéo. La manif du 12 juin ne réunit qu'une poignée de personnes, la plupart, des syndiqués. La première action autonome du CLIC se déroule mi juin, face à une ANPE. L'idée de l'occuper est abandonnée au vue de la faible mobilisation.

Les mobilisations syndicales qui se sont déroulées l'an dernier n'ont eu pour effet que d'user les envies de lutter de nombreux-ses participant-e-s, renvoyant tout le monde à l'impuissance des mobilisations. Au moment où pourtant la Guadeloupe avait montré qu'une mobilisation déterminée d'ampleur pouvait permettre d'obtenir quelques gains, les syndicats ont choisis de jouer un jeu qui convenait parfaitement à l'adversaire.

Le CLIC a tenté à sa mesure d'opposer à cette logique syndicale, d'autres modes de lutte et d'organisation. Ces pistes sont plus qu'intéressantes, mais elles ont sans doute émergées trop tard, et n'ont pas construit sans doute suffisamment rapidement de perspectives pratiques.

Ceratsins secteurs n'ont joué le jeu que partiellement. Ce fut le cas d'EDF/GDF, où la CGT bine qu'acceptant de rejoindre symboliquement le cortège « étudiant » ne se joindra jamais véritablement au CLIC., même si des salariés de Sud y sont passé une fois. Les centrales syndicales n'ont eu de cesse que de saboter l'initiative, en faisant pression notamment sur les salarié-e-s qui y participait

Un début de mobilisation sans doute à creuser. D'ailleurs le CLIC poursuit son activité à la rentrée. Mais la « semi-victoire » des valéos risque momentanément de la priver de son aile ouvrière... et des salariés de la seule boîte privée qui faisait vivre le collectif. Et c'est un sérieux handicap qui s'ajoute à l'échec des luttes de l'an dernier.

Reflux et répression...

Les examens approchants la question du blocage commence à engendrer du conflit. En même temps, ces examens que certain-e-s enseignant-e-s veulent sauver sous la pression de l'Etat, n'ont pas véritablement de



Manif-action du 19 mai 2009

La manif-action du 19 mai était placée sous le signe de la convergences des luttes. Depuis déjà plusieurs semaines, les étudiants en lutte avait tissé des liens avec d'autres secteurs en mouvement. C'est le cas notamment de la santé. Ce mardi, les travailleurs sociaux ont prévu de se rassembler devant l'Agence Régionale d'Hospitalisation (ARH) située dans le quartier populaire de la Guérinière, aux abords du squat Le Pavillon Noir.

Les 500 manifestant-e-s venus de l'université qui tentent de rejoindre les travailleurs sociaux sont bloqués par un imposant dispositif policier. Une dizaine de cars de mobiles, la BAC.

Des travailleurs sociaux qui occupent l'ARH, choqué de ce déploiement rejoignent les étudiant-e-s au carrefour de l'Aviation, prenant à revers le dispositif policier, qui contenait sans doute sur la bienveillance des responsables syndicaux prévenus de l'imminente irruption « d'éléments violents ».

Les flics surpris laissent passer les travailleurs sociaux mais lorsque les étudiant-es tentent de rejoindre l'occupation, c'est gazage massif et coup de matraque.

Le cortège « étudiant » est repoussé vers le quartier de la Grâce de Dieu. Deux arrestations ont lieu en marge du cortège.

L'action policière démontre une fois de plus ce que l'Etat craint : la contagion ■



sens, si des examens sont susceptibles d'en avoir.

Mais d'AG en AG les fervents défenseurs du déblocage, malgré l'artillerie lourde, de l'UNEF aux vices présidents subissent défaites sur défaites. Le blocage est reconduit.

Caen fait parti des dernières université bloquée. De nombreux-ses enseignante-s reprennent les cours qui sont délocalisés. Le blocage devient extrêmement complexe, puisque qu'il faut aller sur tous ces lieux délocalisés, foutre le bordel pour empêcher les cours de se tenir. Et l'on est peu nombreux-ses pour faire le boulot. Surtout après de si nombreuses semaines de luttes.

De leurs côtés Fillon et Darcos sonnent la fin de la récré. Les flics commencent à déloger des campus, comme c'est le cas sur Rennes ou Paris, depuis le début du mouvement.

Les menaces pleuvent. Darcos évoque les retenues de salaire pour les profs qui continueraient la rétention des notes, tandis qu'il envisage d'empêcher les étudiant-e-s bloqués de passer leurs examens.

La presse relaie le discours sur les irresponsables. La manche libre était déjà revenue sur l'autoréduction et la poignée de gauchistes—que l'on a identifié comme dit le commandant de police Seneca—qui remettent au goût du jour le « Communisme immédiat ». La Manche libre, journal du centre et sud-manche comme d'autres journaux du bocage normand traitent l'info. Flemme de journaliste, ou volonté de faire peur aux parents d'étudiant-e-s ? En tout cas les infos semblent venir en droite ligne de la préfecture.

Le 5 mai, une AG de 2648 personnes votent le blocage. La présidence organise de son côté le déblocage, ne reconnaissant pas la légitimité de ce vote. Entre temps Fillon appelle au déblocage.

Dans la nuit du 7 mai une fête est organisée dans les bâtiments. Il y a enfin un peu de vie... certes bien alcoolisée.

Le matin du 8 mai, la police intervient dans les bâtiments à la demande de la Présidence. Les médias sont là dans la foulée. Un labo de chimie aurait été forcé et des pro-

duits répandus au sol. La présidence se laisse filmer sous toutes les couvertures dans une opération médiatico policière du meilleur cru : la présidente pose auprès des cadavres de bouteilles et des tags.

En fait, rapidement l'opération montre son véritable visage, *celui de la mise en scène*. La labo de chimie est une salle de TD. Quelqu'un y a été retrouvé nu, mais y pionçait, cuit par l'alcool, le produit répandu au sol est de l'eau. Bref, un matin de grosse chouille, comme il en existe des tas.

Au matin 21 personnes sont interpellées, puis relâchées.

Le 12 mai après un nouveau vote pro-blocage, la police est de nouveau appelée le soir parce que des étudiante-s sont entrés dans les bâtiments pour y tenir le comité de lutte. 9 cars de mobiles, l'identité judiciaire, la PJ. Les militant-e-s qui sont sorti et continue le comité de lutte sur les pelouses, subissent un contrôle d'identité, un fichage via l'identité judiciaire, entourés de BAC et mobiles.



Dès lors, l'occupation ne serait possible qu'en nombre. Seulement le lendemain, nous ne sommes que 80 à 100 à répondre à l'appel à se rejoindre sur la fac., et à quelques exceptions près les enseignant-e-s acceptent de reprendre les cours dans cette ambiance.

Tout est déjà joué à ce moment. L'occupation policière n'aura eu qu'un coût symbolique faible pour la fac qui reprend la main.

D'AG en actions le mouvement entame alors sa lente mort.

Un mouvement paradoxal

« En effet, nous ne comptons plus guère Sur la production marchande elle-même Pour lasser enfin, par l'accumulation de ses résultats désastreux, la patience de ceux qui en sont quotidiennement les victimes.

Cela même était sans doute encore trop lui accorder, car il s'avère qu'en même temps qu'elle produit ce qui paraissait hier encore insupportable, elle produit également les hommes capables de le supporter. »

Encyclopédie des nuisances- Discours préliminaire—1984.

Comme les nuisances le percevait en 1984, ce qui pourrait conduire à une prise de conscience de l'absurdité de ce Monde marchand, *la multiplication des désastres*, produit dans le même mouvement une *acceptation de ces désastres* comme un décor quotidien.

Il en est de même de l'université et la reprise des cours sous présence policière en est l'une des dernières manifestations.

Et tout ce qui s'est produit *d'épique* dans ce mouvement—mise en place de collectif interpro, stratégie d'affrontements, intelligence tactique, rencontres et discussions, avait du mal à masquer les *défaites* qui s'amorçaient.

Sur fac le mouvement a été le plus long qu'il y ai eu depuis des années, ce qui manifestement était un signe évident qu'une réelle détermination existait chez de nombreux-ses participant-e-s, et pourtant dans le même temps ce mouvement plus que tout autre auparavant fut porté à bout de bras par un noyau de personnes très investies. Mais bien qu'isolé dans sa frange la plus active, ce mouvement bénéficiait d'un réel soutien comme les votes pour le blocage ou la présence à certaines manifestations le manifestèrent, et surtout il ne rencontra aucune réelle opposition à part celle des flics et des journalistes. En tout cas aucune manifeste face à lui. Par contre il fut traversé de conflits importants.

Par ailleurs, si le mouvement fut très actif et parfois imaginaire dans sa pratique, il fut quasi défait dans son fond. Très peu de tracts et d'analyses y circulèrent. Comme si tout s'y consumait en un refus.

Si le mouvement a tenté de déborder le corporatisme, notamment dans sa volonté de développer un collectif inter catégoriel, il en est parfois resté prisonnier dans certaines de ces franges très repliées sur les secteurs en lutte.

Le mouvement fut également paradoxal dans son incapacité à mettre en pratique ses désirs. Les occupations étaient ainsi votées et les bâtiments aussitôt désertés, l'ennui des bâtiments vides succédant à l'ennui des assemblées dans un même élan mortifère.

Ce mouvement fut donc un mouvement long, parfois déterminé et imaginatif mais aussi un sacré borborygme pesant, où les nombreuses défaites de l'ennemi, de votes pro blocage en auto réductions ont laissé place à de réelles victoires de sa part. L'occu-

pation du territoire de la fac, la reprise des cours sans qu'aucune avancée n'ait été obtenue et la scission presque achevée entre enseignant-e-s et étudiant-e-s risquent de laisser des traces durables.

Le plus grande défaite de ce mouvement est sans doute celle de la reprise des cours par la présence policière. Parce que sur Caen, c'est une nouveauté, et que l'on sait qu'ailleurs comme sur Rennes ou Paris la stratégie policière aura eu en grande partie raison des mouvements. On

ne se rend pas encore compte de l'ampleur de cette défaite.

De notre côté, celui des anars, nous nous sommes laissés happer par le mouvement, oubliant le plus souvent d'y insuffler un souffle dissolvant, en terme de pratiques et d'analyses. C'est comme si nous avions oublié *le dehors* au profit *du dedans*. Et que nous avons reproduit un travail syndical d'action directe à la base — *et ce n'est pas rien dans la période actuelle* — en oubliant de propager cette bonne vieille révolution ■

Convergence !!!

Durant les derniers mois sont apparues des luttes sociales, dans le secteur de l'éducation (primaire, secondaire et universités), et de façon plus vaste dans l'ensemble du secteur public (la poste, EDF, INSEE, travailleurs sociaux...). De même, dans le secteur privé, de nombreux mouvements se sont déroulés (Continental, Valéo, Molex, Caterpillar...).

Un autre constat s'impose: les moyens employés ces derniers mois, consistant en des manifestations et **journées de grèves nationales espacées**, entrecoupées par des **luttes sectorielles**, se sont révélées inadaptées pour enrayer ces attaques. Le gouvernement et le patronat, **conscients de bénéficier d'un rapport de force qui leur est resté favorable**, vont amplifier leur offensive. Néanmoins, il reste encore possible de renverser ce rapport de force!

Dans plusieurs agglomérations, des individus en lutte au sein de différents secteurs ont fait le choix de se rassembler dans des collectifs, afin d'établir des revendications générales tout en faisant converger les modes d'action. C'est le cas dans l'agglomération caennaise où des chômeurs, des étudiants, des retraités et des salariés des secteurs publics et privés ont créé le **Collectif de Lutte Inter-catégorielle du Calvados** (CLIC). Il ne s'agit pas d'un syndicat ou parti politique, mais d'une assemblée ouverte à **toutes et tous**, afin d'organiser la lutte par la base.

Ces luttes ont en commun de combattre des dégradations de conditions économiques et sociales de vie, présentes ou futures, provenant du système économique et renforcées par sa crise et les politiques menées: Récession, licenciements, chômage partiel, précarisation, flexibilisation, concurrence acharnée, suppressions de postes, renforcement des pouvoirs hiérarchiques et répressifs, sélection par l'argent accrue pour l'accès aux services publics, paupérisation, etc. Ces logiques

sont soutenues et renforcées à grand renfort de contrôle social, de flicage, d'instauration d'un climat de peur et d'une chasse aux sans-papiers (contrôle des chômeurs et multiplication des radiations, contrôles de police au faciès, convocations aux commissariats, contrôles administratifs...).

De même que de nombreux foyers de lutte reprennent en cette rentrée, le CLIC retrouve sa pleine activité. Elle consiste à **dépasser les corporatismes pour développer la convergence des luttes**, déjà initiée l'an dernier par le biais d'assemblées générales souveraines, de diffusions de tracts et collages, de rencontres avec les personnes en luttes (sur les piquets de grève de Valéo, au CHU...) et de manifestations et actions.

■Le CLIC
Juillet 2009

Le **CLIC** continue ses activités à la rentrée. L'idée c'est que ce qui nous semblait nécessaire l'an dernier le demeure encore aujourd'hui. Donc : **AG du CLIC jeudi 14 octobre à en soirée à l'université de Caen campus 1.**

PROCES EN COURS :

Le mercredi 22 juillet, c'est une étudiante qui passe au tribunal de grande instance pour violence lors d'affrontements en face de l'université en mai. Elle est accusée de participation avec arme à cette manif.

Fatiguée des violences qui ponctuent les manifestations, le substitue du procureur requiert « une peine exemplaire » : six mois de prison avec sursis.

Rendu du jugement le 15 septembre prochain.

1 septembre : Un étudiant a été condamné à 300 € d'amende par le tribunal correctionnel de Caen pour avoir participé avec des balles de golf à une manifestation contre la loi Pécresse à Caen, le 19 mai. C'était le jour où les « étudiante-s » avait voulu rejoindre les travailleurs sociaux à l'ARH ■

Les textes qui suivent sont des textes souvent un peu ancien, comme le texte sur la lutte des chercheur-ses parut en 2004 dans *Solidarité*, ou sur les *limites du mouvementisme* publié dans Cette semaine en 2006, et repris récemment dans *Non fides*, parfois d'actualité comme « *La forme d'abord !* » qui revient sur les luttes dans l'énergie ces derniers mois.

Tous ces textes si ils se rattachent à des situations précises, éclairent, il me semble la situation que nous avons parfois vécus sur les mouvements qui se sont développés ces derniers mois sur Caen.

Des mouvements qui parfois privilégiaient la forme au fond, englués dans la pratique. Et qui esquivait de poser les questions qui dérangent

LE MONDE N'EST PAS UNE MARCHANDISE MAIS LEUR LABORATOIRE...

Durant les semaines précédant les élections régionales, une crise a secoué le monde de la recherche. Nous souhaitions revenir sur ce mouvement et ses nombreux paradoxes. La lutte des chercheurs/euses si elle a pu par certains aspects attirer notre sympathie nous a laissés *essentiellement* un sentiment diffus de malaise...

En effet, la précarisation croissante de centaines de travailleurs/euses de la recherche appelait notre soutien. Cependant il nous semblait que la question de la recherche nécessitait de sortir des schémas de pensée hérités du vieux mouvement ouvrier, en clair de sortir d'une pensée de l'économie et du travail. Le vingtième siècle a vu profondément bouleverser le mode de production capitaliste dans un mouvement double ; celui du fordisme transfigurant la séparation producteurs - consommateurs pour forger une société de consommation, celui de la techno-science où technique et innovation deviennent des éléments moteurs du mode de développement capitaliste.

Dès lors le rôle du (de la) scientifique dans le procès capitaliste évolue jusqu'à ce qu'il subisse de plus en plus, comme dans une centrifugeuse en accélération continue, les aspirations de Taylor et qu'il/elle devienne unE simple *ouvrierE spécialiséE du capitalisme triomphant*. Dans cette *économie généralisée* et mondialisée que nous subissons aujourd'hui comme hier, la science n'échappe pas à la marchandisation du monde et en subit de plein fouet les conséquences... et les chercheurs/euses voient réduite leur autonomie... et précarisées leurs conditions de travail. Comme dans bien des étapes précédentes du capitalisme, il s'agit aujourd'hui de « prolétarianiser » une masse croissante de chercheurs/euses comme hier de précariser ouvriersEs et paysanNEs pour les transformer en main d'oeuvre toujours plus docile. Et la recherche se doit de succomber aux critères de convergence du capitalisme marchand dans sa version la plus ouvertement instrumentale et se faire de plus en plus efficace pour le développement de l'économie.

Les budgets flueent chaque jour davantage la recherche fondamentale pour une recherche en prise croissante avec les intérêts marchands : industrie pharmaceutique, nucléaire (qui grève la plus grande partie des budgets scientifiques),

génétique, etc. Ainsi Claudie Haigneraie (ministre de la recherche de l'époque – ndlr) dénonce-t-elle les sciences humaines comme potentiellement dangereuses dans l'ouvrage écrit en commun sur l'éducation avec Luc Ferry et Xavier Darcos...

Or, aujourd'hui, c'est le pacte fordiste lui-même qui semble se briser et avec lui les anciens modes de redistribution du pouvoir, du prestige et du financier... et chercheurs/euses et fonctionnaires d'Etat subissent la violence qui leur est

faite comme un cataclysme. Le point d'équilibre entre différentes poches de conditions de travail tel qu'il était décrit dès les années 70 par Félix Guattari, entre bourgeoisie, travail garanti (fonctionariat ou simili-fonctionariat) et, par ailleurs, précarisation et déclassement semblent en partie se déplacer... Dans ce contexte où le travail garanti (services publics) est attaqué, le (la) chercheur/euse se transforme en entrepreneur de son



propre devenir- marchandise.

Cependant, au-delà de ce qui constitue une offensive du capital peut-on réellement économiser une réflexion plus globale sur la recherche, ses objectifs et son rôle au sein du processus de domination. En effet, comment soutenir les chercheurs/euses lorsque les plus *médiatiques* d'entre eux/elles invoquent leur capacité à soutenir l'innovation technique et industrielle, la croissance, enfin bref, les intérêts des grandes firmes industrielles qu'elles soient d'Etat (nucléaire, armement) ou privées... Peut-on impunément oublier que l'INRA a objectivement soutenu l'entreprise d'appropriation du monde par le génie génétique? Peut-on si aisément balayer l'infrastructure que les complexes de recherche offrent tant techniquement qu'idéologiquement aux développements les plus avancés d'expropriation de nos propres vies entreprises dans le capitalisme à son âge technoscientifique? En clair, doit-on oublier de manière orwellienne que derrière la recherche se terre l'instrumentalisation capitaliste du monde dénoncée jadis, entre autres, par l'école de Frankfurt? Peut-on omettre si aisément de se rappeler en quoi les tenants du mouvement social – syndicats, G.O. divers et variés, politicards, etc. – ces entrepreneurs du nouvel ordre social ont propagé parfois malgré eux, sou-

vent consciemment, les outils de cette offensive de l'économie généralisée qui aujourd'hui les attaquent de plein fouet... et comment ils sont aujourd'hui les premiers à réclamer que leur rôle au sein du processus de domination soit maintenu, voir accentué ?

Tout mouvement de contestation ne peut plus aujourd'hui éluder ces éléments, ces pistes de réflexion. Et l'on ne peut poser la lutte sur la recherche uniquement en terme de détérioration des conditions de travail... mais bel et bien en terme de quelle recherche pour quel monde ?

Il peut exister une similitude comme le soulignait Dantec pré-mortem (depuis il a soutenu Bloc Identitaire, groupuscule néo-nazi) dans l'un de ses textes entre le scientifique de pointe et le serial killer dans leur capacité commune à détruire des mondes, à propager une même onde de mort. Peut-on dès lors continuer de soutenir une recherche qui ne s'affranchit pas des nérotechnologies qu'elle ne cesse de véhiculer ?

Avons-nous des intérêts identiques à ceux d'un Charpack ou d'un Allégre, d'un Axel Kahn, ceux là même qui propagent technique et science comme ossature de la domination : de l'homme sur l'homme (l'exploitation), de l'homme sur la planète (l'instrumentalisation), de l'homme sur lui-même (domination de la pensée technique et économique sur l'homme) ?

Les tenants du mouvement social se retrouvent dans une situation paradoxale, prisonniers d'un enclavement dans un mode de pensée sociocentrique hérité du marxisme. En clair, pour eux, la situation sociale, la détérioration des conditions de travail des chercheurs prévaut sur le déferlement des catastrophes de la techno-science déchaînée, sur les formes techniques de la domination. Dans l'introduction d'un texte sur la lutte de Metaleurop, un syndicaliste CGT soutient cette même orientation. Pour lui l'emploi supplante l'empoisonnement au plomb infligé à l'environnement. Or, on ne peut pas balayer la question environnementale au profit de la question sociale, principalement parce que ces éléments ne sont pas séparés mais intimement liés... et c'est quelqu'un qui est né dans une des zones les plus nucléarisées du monde (La Hague) qui en parle, quelqu'un qui a vu une industrie industrialiser les comportements, ravager paysages, vies, et rapports sociaux... tout en nourrissant les hommes et les femmes du pays, les rendant chaque jour plus dépendantEs de ce qui les mènent à la mort... mais n'est-ce pas là le lot de la société industrielle, de nous laisser succomber au syndrome de Stockholm, de nous faire prendre nos bourreaux pour nos sauveurs...

C'est comme si le mouvement social avançait amputé d'une réflexion réelle englué qu'il est dans son *souci de faire masse* et de sauter d'une lutte à une autre, mais également enchaîné qu'il est à son attirail idéologique de défense *a priori* des services publics sans souligner en quoi ils peuvent en certaines circonstances se transformer en outils des sévices publics... Tout ceci prolonge l'illusion de l'Etat comme instrument modérateur du capitalisme marchand et plus

particulièrement financier. Ici, l'on voit sur quelles ambiguïtés continue de fonctionner le mouvement social amenant ses acteurs/rices à faire le grand écart.

Les uns, les étudiantEs travaillant à combattre l'université libérale et les pôles d'excellence qui se profilent, pôles qui constitueraient la mise en concurrence des différentes universités, les autres, les chercheurs/euses soutenant ces mêmes pôles au nom de la compétitivité de la recherche, du soutien au développement économique, de la *grandeur nationale*. Ici, le mouvement social ne fait qu'exprimer son enracinement dans la *valeur-travail sanctifiée*.

Ainsi ATTAC continue de soutenir par l'intermédiaire d'un de ses porte-parole Nikonoff le développement durable contre la notion de décroissance... oubliant, par souci de ne pas rompre avec ce qui continue d'animer le mouvement politique et syndical (l'emploi et le développement économique), que le développement c'est précisément le développement de l'exploitation, de la destruction, de l'épuisement des ressources.

En fin de compte, ce que le mouvement social et sa face la plus ouvertement contradictoire — « Sauvons la recherche » — continue de porter comme illusion c'est la déjà vieille lune que le capital

isme peut avoir un visage humain, le développement être durable, le commerce équitable, (novlangue orwellienne des *injonctions paradoxales*...) et le vieux mythe du progrès par le développement des forces productives qui continue de fonctionner pendant que sous de nouveaux oripeaux, ou sous un masque plus ancien, il continue de dévaster nos vies, la planète, tout ce qui peut porter le moindre aspect de vie et de propager le néant...

Or, c'est avec le néant qu'il s'agit de rompre et avec sa structure même : le capitalisme. Nous ne pouvons faire l'économie de ces réflexions sans renoncer à subir le *monde artificiel* que la recherche, l'Etat et le capital nous produisent en masse ; *ce monde qui est leur laboratoire et dans lequel nous sommes les cobayes*...

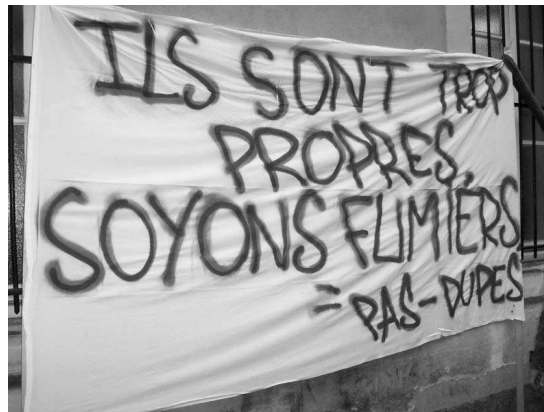
Finalement, le gouvernement Raffarin n'a guère eu de mal à se reconnaître dans ce mouvement de chercheurs/euses et à lâcher suite à sa défaite rapidement du lest... et des postes... tout en préparant une réorganisation des élites technoscientifiques au profit des entreprises et du développement qu'il souhaite, lui, le plus durable pour lui, le MEDEF, et les chercheurs/euses transformés en entrepreneurs...

Dès lors, il semble effectivement utile, avec la CNT-AIT, dans un article récent, de se demander s'il ne fallait pas sauver la recherche d'elle-même ■

■ Solidarité n°16

Journal du syndicat intercorporatif anarcho-syndicaliste (SIA)

— Avril 2004.



Banderole après un dépôt de fumier à la présidence de l'université.

La Forme D'Abord !

Depuis quelques mois, des publications et des sites labellisés révolutionnaires font, sans trop se poser de questions, quasiment l'apologie des formes d'action qui sont apparues dans les entreprises privées et publiques, telles que les séquestrations de managers. Comme si, par leur seule existence, elles fournissaient la preuve de la radicalité de leur contenu. Il y aurait là quelque vide créé par la désyndicalisation et l'acceptation accrue, par les grandes centrales syndicales, des règles du jeu de l'économie mondiale. De jeunes et moins jeunes fossoyeurs du monde s'emploieraient donc à le combler à leur façon. Sauf qu'il n'y a pas de vide, mais la poursuite de la domination du capital par d'autres moyens, assez différents des modes de régulation des tensions auxquelles nous avions habitués des décennies d'Etat providence. Et les fossoyeurs présumés ne dépassent pas aujourd'hui, en règle générale, l'horizon du syndicalisme, même lorsqu'ils emploient des moyens peu orthodoxes. Nous allons le voir à travers l'exemple emblématique des luttes dans le secteur de l'énergie. Sans généraliser outre mesure, vu que les différences de situations, de motifs, d'objectifs, de moyens, de dispositifs de contrôle, etc., n'en font pas le modèle universel à plaquer tel quel sur toutes les luttes en cours. De celles qui démarrent dans des sociétés en faillite, comme Continental, en passant par celles qui perdurent dans l'Education, jusqu'aux émeutes en banlieue et dans les centres de rétention.

Les récentes grèves à ERDF et à GRDF, filiales de la distribution d'énergie pour EDF et GDF-Suez, n'ont pas pris au dépourvu les bonzes de la CGT, principale organisation syndicale dans la place. Pour la bonne raison qu'ils les avaient planifiées, dans le but d'en faire le levier de leur maquignonnage avec l'Etat, afin de tirer bénéfice de la restructuration du secteur de l'énergie à laquelle ils contribuent. Ils comptaient utiliser les questions salariales et d'organisation du travail, qui préoccupent bon nombre de récentes recrues. Rien que de très classique. Par contre, c'est plutôt au niveau des moyens qu'ils ont été, momentanément, déconcertés, lorsque des poignées de grévistes

peu dociles ont commencé à effectuer des coupures non prévues au programme, parfois, dans des cas plus rares, des vols de cartes électroniques nécessaires au fonctionnement des réseaux, des occupations quelque peu rudes de directions régionales, etc. Ce qui n'était pas vraiment dans les habitudes de la maison. Mais, même à la CGT, la base commence à ressembler en partie à celle de SUD. Elle fait de moins en moins référence à l'appartenance de classe, et encore moins à telle ou telle corporation, mais de plus en plus à la citoyenneté en général. Ce que laisse entrevoir le thème le plus plébiscité dans les manifestations : « Tous ensemble ! », plus applaudi même que « la défense du service public », chère à la CGT et à SUD. Le « tous » englobe également l'ensemble des « sans », tels que les représente l'idéologie citoyenniste. Les idées de ces salariés découlent donc en partie de l'évolution du capital, qui a réduit à presque rien les anciennes « communautés de classe », à la fois base et conséquence de la « lutte de classe », au sens habituel du terme. Les plus jeunes ont parfois participé aux luttes lycéennes de la dernière décennie. Ils ont tendance à en reprendre les formes, telles que la combinaison de la grève et du blocage d'axe de communication. Bref, faire du scandale ne leur fait pas peur, même au risque de heurter les « usagers du service public ». Leur colère est effective et leur méfiance envers la vieille bonzerie, qui vénère l'Etat et l'entreprise, réelle. Les tensions qui apparaissent au sein d'institutions aussi vénérables que EDF et GDF portent leur marque, même si elles ne s'y réduisent pas. Le sommet de la centrale de Montreuil doit en tenir compte, sous peine de voir disparaître sa fonction de représentation des salariés au sein de l'Etat.

L'ensemble de ces facteurs peut donner l'impression que le syndicalisme est déjà sur la touche, à condition d'entendre par là le corporatisme, fond de commerce de la vieille garde CGT. Par suite, il n'est guère étonnant que des politiciens hurlent au danger de sabotage généralisé et que des radicaux les croient sur parole. Puis, tirent argument de leur crainte, à moitié



simulée, pour prédire l'accumulation des facteurs d'orage. Voire celle des prémisses du déluge, à en croire les aficionados de « L'insurrection... », brochure à la réputation sulfureuse usurpée, en tête de gondole à la Fnac. Pourtant, comme Marx le disait déjà, lors de l'industrialisation de l'Angleterre et des résistances ouvrières qui l'accompagnaient : « Les formes sans contenu sont informes, elles ne signifient rien. » Di-

sons plutôt que, à notre époque, où le capital a tellement phagocyté la société qu'il est devenu presque impossible de la distinguer de l'Etat, elles signifient au contraire trop de choses. Mais, hélas, pas toujours celles que nous espérons voir advenir. Même lorsque, à première vue, dans le monde assez informel de la marchandise moderne, elles paraissent éphémères, volatiles et diffuses, et échappent aux normes en vigueur, telles qu'elles sont formulées sous forme de lois.

Lorsque des salariés, à EDF et ailleurs, stoppent leurs activités, voire les sabotent, ils en tirent du plaisir, plaisir de souffler, de parler, parfois de faire des rencontres au-delà des murs de l'entreprise. Mais, pour distendre ainsi leurs chaînes il n'en résulte pas nécessairement qu'ils sont en train de les rompre. Bien sûr, dans les luttes effectives, les formes ont de l'importance. Mais, bien qu'elles ne soient pas toutes équivalentes, à l'image de conteneurs vides à remplir de n'importe quel contenu, elles ne déterminent pas à elles seules le sens des actes. Lesquels découlent de nombreux facteurs, en premier lieu les aspirations de leurs protagonistes. Presque dix ans avant la première boucherie mondiale, Malatesta souligna les limites du syndicalisme révolutionnaire, alors à l'apogée en France, qui portait « l'action directe » aux nues. Il rappelait « qu'il ne faut pas confondre les moyens et le but ». Et de citer des exemples de grèves accompagnées de sabotages, mais corporatistes, voire chauvins dans leurs objectifs. La suite devait lui donner raison puisque la CGT, hostile au parlementarisme et aux partis, passa en très grande majorité, avec Jouhaux, le responsable confédéral libertaire en tête, à l'union sacrée dès la déclaration de guerre. De même, la spontanéité, remise au goût du jour à l'occasion des luttes récentes, n'explique rien. En d'autres temps, elle était presque synonyme de révolte prolétaire contre la domination. Aujourd'hui, elle exprime quelque chose de plus faible. A savoir que des salariés agissent par eux-mêmes sans attendre les ordres de la hiérarchie syndicale ou en les outrepassant. Mais cela n'implique pas encore qu'ils agissent pour eux-mêmes, pour conquérir leur liberté. Car ils ne sont plus étrangers à la société qu'ils contribuent eux-mêmes à créer, comme ce fut le cas à l'époque de la naissance du capitalisme, lorsque l'Etat les poussait, parfois les fusils dans le dos, vers les bagnes industriels.

Pour en revenir aux formes actuelles, ce n'est pas parce qu'elles sont décalées par rapport à celles qu'affectionnent à l'ordinaire les bonzes syndicaux qu'elles expriment le dépassement de l'esprit syndicaliste. Rappelons-nous la grève générale à la SNCF de 1986.

Les premières assemblées souveraines rencontrèrent l'hostilité de l'appareil de la CGT, qui n'était pas à l'initiative de la paralysie du réseau ferré et qui y était même opposé. Elles furent encensées par les ultimes partisans du communisme des Conseils et autres apologistes de la « démocratie directe » comme la voie de passage obligatoire pour rompre avec le syndicalisme et subvertir le monde. Or, à partir du moment où la hiérarchie syndicale les a reconnues comme modes de représentation nécessaires, voire les a organisées elle-même, et que l'Etat les a entérinées sans chercher à les disperser, elles sont devenues les feuilles de vigne des magouilles syndicales. Les bonzes de la SNCF, à condition d'en respecter le cérémonial, pouvaient y jouer le rôle de délégués désignés et révocables par les masses souveraines. Leurs acolytes, dépêchés par la centrale, dont la présence était nécessaire pour peser sur les décisions dans le sens souhaité, étaient



mieux acceptés. La faillite des assemblées sanctionna l'amère réalité : l'immense majorité des grévistes n'avaient d'autre perspective que de maintenir ou d'améliorer leur condition. En d'autres termes, ils res-

taient syndicalistes dans l'âme. Dix ans plus tard, à la veille de la dernière grève générale à la SNCF impulsée, elle, par la CGT, naissait SUD, héritier testamentaire des illusions charriées par des assemblées, amalgamées au citoyennisme en cours de constitution. Lequel est devenu l'idéologie officielle des oppositions de la prétendue « société civile » au pouvoir d'Etat, recyclée jusque dans les colonnes de la « Vie ouvrière », l'organe de la CGT. Les mêmes problèmes se rencontrent avec toutes les formes. Le fait que des modes d'association et d'action, larges ou non, légaux ou non, impulsés par des salariés apparaissent dans des situations de tension données ne nous donne pas d'indications sur leur contenu, sur les motifs et les objectifs individuels et collectifs qu'ils visent, sur les contradictions auxquelles ils sont confrontés, qu'ils résolvent ou qu'ils refoulent, sur les relations qu'ils tissent entre eux, sur celles qu'ils entretiennent ou non avec la hiérarchie syndicale, etc. Mais l'omniprésence de la forme marchande et des modes de pensée qui lui sont spécifiques fait que les questions de contenu passent au second plan, voire disparaissent des discussions dans les milieux radicaux.

C'est pourquoi, dans de tels milieux, presque per-

sonne ne se préoccupe de savoir ce que les grévistes pensent du travail, de leur propre travail. Ce qui détermine pourtant en grande partie le sens de leur action. Poser la question, c'est la résoudre car, jusqu'à preuve du contraire, ils ne le remettent pas en cause. Du moins dans leur grande majorité, même lorsqu'il leur devient assez indifférent par suite de l'automatisation, de la polyvalence et de la précarisation croissantes qui sapent à la base la notion même de métier. Dans le cas contraire, il y aurait eu des manifestations de cette critique, par la parole, la plume et bien d'autres moyens. Dans la grève à ERDF et à GRDF, le nucléaire, au cœur de la production et de la distribution d'énergie en France, est passé à la trappe pour l'essentiel. Parfois, sous l'impulsion de SUD Energie sans doute, quelques grévistes ont abordé le problème

de la diversification des sources combinée au maintien du nucléaire. Chose acceptable par EDF. De toute façon, les syndicalistes CGT étaient là pour rappeler que la lutte portait sur les salaires et les conditions de travail. Ce qui, vu les motifs de la masse des grévistes, est vrai ! Par suite, bien que la météo ne soit pas au beau fixe, les bonzes peuvent surfer sur la vague à condition de l'aborder dans le bon sens. Dans le cas contraire, ils risquent de la prendre en pleine figure, comme à Caterpillar. « La pyramide ne peut pas reposer sur la pointe », affirmait le responsable, modéré, de la fédération de l'Énergie CGT. La formule a le mérite de la clarté. La centrale doit changer, du moins à la base quand c'est indispensable, pour que le sommet continue à jouer son rôle de maquereau auprès de l'État.

Ce qui ne va pas sans réticences, car elle est habituée à fonctionner selon les modalités du compromis fordiste, jugé obsolète par les managers et le pouvoir d'État. Il impliquait qu'elle négocie avant de lancer la moindre action, laquelle n'avait d'autre finalité que de faire respecter les conventions ou d'en accélérer la signature. Elle privilégiait les actes symboliques, soupapes de sécurité encadrées par la loi. A l'occasion, elle faisait appel aux gros bras du Livre, de l'Énergie..., pour faire aboutir des revendications corporatistes. Et aussi pour briser les oppositions qui menaçaient son monopole de la représentation. Les comités de base aux vellétés révolutionnaires qui, au lendemain de Mai 68, apparurent de façon sporadique dans les « forteresses prolétariennes » de la CGT en firent les frais. Mais, à force de scier la branche sur laquelle elle était assise, la centrale a pris beaucoup de plomb dans l'aile. Depuis que les salariés de Cellatex ont menacé d'employer la méthode de la terre brûlée, en



2001, elle a entamé le douloureux recentrage à la base, sur le modèle de SUD. D'où la « compréhension » embarrassée qu'elle manifeste désormais envers des actes qu'elle n'a pas prévus. Bien entendu, en assurant que « nous ne sommes pas des voleurs », des voleurs de cartes de contrôle des réseaux d'énergie, entre autres choses.

Pour le surf par gros temps, les vieux crabes de la CGT comptent sur des crustacés plus jeunes, mais aux pinces déjà longues, qu'ils laissent même depuis quelques années grimper dans les étages du siège de Montreuil, pour en consolider les fondations. Trotskyistes de tous poils, autonomes assagis, maoïstes repentis, lycéens contestataires d'hier déjà bureaucrates d'aujourd'hui... constituent le fer de lance de la rénovation en cours. Pas seulement à SUD, bien que le syndicalisme citoyen soit leur domicile préféré. Leur activisme, qui va parfois jusqu'au coup de main, n'est pas antagonique avec les habitudes de la centrale qui veulent que, en cas de besoin, les bonzes mettent la main à la pâte pour en redorer le blason.

A l'image de SUD, la CGT a donc approuvé des actes délictueux et les a couverts face aux médias. Tout en sermonnant dans les coulisses leurs auteurs, elle a proposé d'assurer leur défense juridique au cas par cas. Excellent moyen pour les faire taire. De plus, elle a organisé elle-même des actions parfois justiciables et, tradition de la maison oblige, elle ne les a pas revendiqués

toutes, histoire de faire passer des vessies pour des lanternes. « L'invisibilité » de leurs auteurs, pour reprendre le terme à la mode dans le milieu de l'édition radicale, assure, non pas leur protection face à la police, mais « l'opacité » des motifs et des objectifs de leurs initiateurs : les bonzes. Pas mal de radicaux, en particulier ceux qui ne sont pas confrontés au monde du travail, limitent l'action syndicale aux randonnées pédestres qu'ils croisent sur des parcours balisés dans les zones urbaines. Ils ont donc avalé la couleuvre sans sourciller. Sans même voir que la CGT installait des contre-feux pour que les sabotages et les blocages, apparus depuis quelques années à la SNCF, à l'Éducation nationale..., ne fassent pas tache d'huile dans l'Énergie. Car les deux portent atteinte à la bonne marche de l'économie et les seconds facilitent les rencontres, dans la mesure où leurs auteurs investissent d'autres lieux que leurs entreprises, ainsi que les axes de communication. Pour parler comme Fourier, bien des « affinités et attractions » peuvent y apparaître, parfois durablement. A ce titre, elles sont susceptibles de malmener l'identification des individus aux rôles sociaux, gage de la stabilité de l'État. Consciente du danger, la CGT a donc lancé des « interventions ci-

blées sur les outils de travail et les sites », réalisées par des groupes limités sous contrôle de la hiérarchie, qui évitaient les centres névralgiques. Telles les mises en veille de réseaux effectuées par des délégués responsables de secteur, détenant à ce titre les clés et les codes d'accès, en priorité dans des lieux où les groupes électrogènes pullulent : au festival de Cannes, au port de Gennevilliers ! La bête noire des antinucléaires du Cotentin, responsable CGT de la centrale nucléaire de Flamanville, a même organisé, pour quelques heures, le blocage du chantier de l'EPR, précisant que « l'action contre la vitrine technologique d'EDF visait à faire connaître nos revendications ». Par l'intermédiaire des médias, bien entendu. La masse des grévistes, incapable de comprendre que de telles médiations neutralisent les tensions et entravent les rencontres, n'avait rien à y redire. La poursuite, en somme, des simulations de crise nucléaire à EDF, organisées avec la CGT. A ces spectacles dignes de ceux qu'affectionne l'EZLN, rien n'a manqué. Pas même les syndicalistes cagoulés à la Marcos, agitant des drapeaux CGT, démonte-pneus à portée de main pour faire couleur locale.

En déclenchant de telles actions, la centrale de Montreuil jouait avec les allumettes. Mais elle était prête à assumer les départs de feu limités, comme l'occupation mouvementée du siège de l'Association du gaz, à Paris. Car l'objectif était de renforcer la cohésion syndicale et de retaper l'image de marque de la boîte, histoire de prévenir la constitution de noyaux résolus, peut-être susceptibles de mettre le feu aux poudres. Le sens de l'opération promotionnelle a échappé à bien des radicaux, fascinés par l'activisme déployé par la centrale, sans commune mesure avec le leur, vu les moyens dont elle dispose, du moins dans le secteur de l'énergie. Bluffée, la CNT francilienne a même parlé de « la multiplication d'actes de sabotage et de blocage diffus ». A Paris, capitale du spectacle radical, le ridicule ne tue plus.

Depuis quelques années, le discours du pouvoir d'Etat, et les mesures qui l'accompagnent, à base de coercition aggravée et de serrage de vis dans tous les domaines, donnaient l'impression que l'époque des concessions était révolue. La page du compromis fordiste à la française, datant de la période d'accumulation forcée des Trente Glorieuses, était tournée. L'heure était à la sobriété et à la sécurité. Pas tant la sécurité sociale octroyée par l'Etat providence aux

travailleurs en échange de leur subordination, que celle qui est censée protéger les citoyens en général contre les menaces de cataclysmes, réels ou imaginaires, qui planent au-dessus de leurs têtes. Dans la foulée du 11-Septembre, les gestionnaires de la domination classèrent au premier rang des risques le terrorisme. L'occasion était trop belle et ils semblaient avoir trouvé là l'arme fatale qu'ils cherchaient depuis longtemps : l'anti-terrorisme. Et ils tentèrent en effet de l'employer au mieux. Avec quelques succès, ils agitèrent le spectre du terrorisme, y compris celui du prétendu terrorisme anarchiste, autonome, etc., collant ainsi des étiquettes dans le dos des cibles destinées à jouer le rôle de boucs émissaires, livrés à la vindicte des populations désorientées et angoissées.

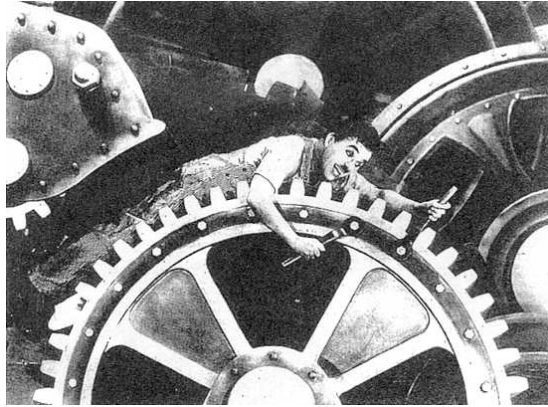


La crise de l'économie mondiale, qui a pris récemment des formes financières paroxystiques, semblait conforter l'idée qu'ils ne disposaient plus d'autres cartouches. Des radicaux en déduisirent, à la suite des citoyennistes, que « l'état d'exception était devenu la règle ». Les aficionados déjà cités, totalement déconnectés de la réalité, affirmèrent que les nouveaux damnés de la Terre avaient comme seul choix : crever ou faire crever le capital. D'où

la tendance à présenter les luttes d'aujourd'hui comme le matin du grand soir. Pour en savoir plus, repasser à la Fnac.

Évidemment, le cours de la société capitaliste est rien moins que paisible. Dans la période actuelle, elle est secouée par de multiples turbulences et génère des contradictions, parfois aiguës, qui prennent la forme de contraintes dont le pouvoir d'Etat doit tenir compte. Mais il n'y a pas de lois implacables de l'économie placées au-dessus de la société qui lui interdiraient désormais de faire la moindre concession. L'économie, c'est aussi du social. La grande limite et la grande inconnue reste donc l'humain. Lequel perturbe bien des plans conçus dans les cénacles du pouvoir. Il en va ainsi avec l'arme ultime de l'après-11-Septembre, particulièrement en France. Dans la version générale du scénario, les terrorismes, telles des araignées tapies au centre de leurs toiles, attendent leur heure pour fondre sur leurs victimes : la population et l'Etat qui la protège. Dans la version française, conformément à la livrée jacobine que l'Etat peine encore à abandonner, ils endossent en plus le costume de criminels politiques. D'où le vice de forme rédhibi-

toire du montage. Dès que l'Elysée a dû l'appliquer à la gestion du social, il n'a plus fonctionné, dans la mesure où les forces mises en cause dépassaient le cadre de quelques cercles affinitaires qui, à tort ou à raison, paraissent coupés du monde. Personne ne peut croire que les actes de résistance des derniers mois, parfois suffisamment violents pour ravager quelque sous-préfecture, sont issues de milieux ou de groupes jouant, dans le scénario, le rôle de pépinières de terroristes. Pas plus que les tirs nourris sur les escadrons de CRS, des dernières années, au cours des émeutes de banlieue, que les sabotages contre les biotechnologies qui ont continué après le 11-Septembre, etc. D'ailleurs, l'Elysée n'a même pas tenté de le faire.



Par des retours de balancier assez comiques, les mêmes hommes d'Etat qui affirmaient hier ne faire aucune concession sont aujourd'hui à la recherche désespérée de recettes à concocter, puis à faire mijoter dans les marmites syndicales. Mais nous aurions tort de croire au retour de l'Etat providence. Le compromis fordiste réalisé sous l'ombrelle de l'Etat nation n'est plus réalisable pour de multiples raisons, particulièrement à cause de l'accélération de la globalisation de l'économie, et, plus généralement, à cause de la crise profonde qui touche toutes les facettes de l'activité en société. De même, les garanties accordées par l'Etat à des banques en faillite n'annoncent pas le renouveau du capitalisme d'Etat d'antan. Elles aggravent plutôt la dépendance des gestionnaires de l'Etat envers la finance mondiale. Mais elles servent de palliatifs momentanés pour différer, voire éviter, des paniques de masse, peut-être grosses d'explosions. En France, les managers de la domination, des conseils d'administration des sociétés à l'hôte de l'Elysée, ne leur demandent, en dernière analyse, rien de plus. D'où leur apologie de la « société du risque », où le « risque social » est géré comme n'importe quel autre, dans l'urgence, au coup par coup, au jour le jour, en combinant divers dispositifs qui ne peuvent être réductibles, loin de là, à la seule violence. Sans même chercher quelque issue durable à la situation d'instabilité chronique, tant le cours général du monde est devenu peu prévisible. Etrange « état d'urgence » dans lequel manque le facteur essentiel de « l'état d'exception » : l'utilisation par le pouvoir de la terreur de masse sans phrase.

Du règne de la survie à crédit, qui domine aujourd'hui à tous les échelons de la pyramide, jusqu'au sommet, personne ne peut prévoir ce qui sortira. Pas même les radicaux d'obédience marxiste qui jouent aux futurologues. Nous ne pouvons même pas exclure que le pouvoir d'Etat, pris de panique face à des situations imprévisibles et peut-être explosives, ne décrètera pas

l'ouverture de la chasse pour tenter d'écraser ce qui lui résiste. Aujourd'hui, il arrive à contenir les tensions, via les médiations syndicales et autres, en combinant les opérations de terreur sélective, comme en banlieue, et l'utilisation des faiblesses des adversaires, accompagnées de concessions parfois substantielles, comme dans l'énergie. Pendant que continuent à progresser, sur fond de fragmentation accélérée de la vieille structure de classe, l'atomisation des individus et leur identification à des communautés de substitution qui, religieuses ou non, sont aussi illusoirement destructrices, dans des ambiances de guerre de tous contre tous et de chacun contre lui-même. En France, l'ancien est donc bien décomposé, mais sans que rien de neuf n'advienne vrai-

ment, sinon parfois sous forme d'éclairs de chaleur, dans les entreprises et ailleurs. C'est pourquoi lorsqu'ils apparaissent là où nous ne sommes pas, là où nous n'avons pas participé à leur déclenchement, nous avons envie d'en rencontrer les protagonistes et d'y participer à notre façon. Car nous savons, selon la vieille formule de Bakounine que si « la liberté est mienne, elle dépend aussi de celle des autres ». Lorsque nous allons au-devant d'autrui, c'est aussi pour affiner nos armes, théoriques et pratiques, pour mieux les confronter à la réalité et pour mieux les partager. Chose évidemment plus facile à dire qu'à faire. Mais nous ne risquons rien à la tenter.

■ André Dréan

nuce93@free.fr - vendredi 19 juin 2009.

P.-S. « Ca fait chaud au cœur de voir des camarades plus expérimentés de la CGT, y compris ceux de notre fédération, aider des collègues plus jeunes, en colère mais inexpérimentés, fraîchement syndiqués, pour occuper des sièges de société, comme celui de FCI Microconnections dans les Yvelines, et organiser des actions qui montrent aux patrons et au gouvernement que le syndicalisme, le vrai, n'est pas que négociation mais aussi action, action pour faire aboutir la négociation. [...] Faut pas hésiter parfois à enfermer les patrons dans leur bureau pour obtenir ce que l'on veut. [...] Les actions, évidemment, ce n'est pas toujours la peine qu'elles soient revendiquées par les camarades. Les jeunes, ils n'aiment pas les étiquettes et puis, parfois, elles frappent plus les gens quand elles ne le sont pas. [...] La fédération de l'Energie elle a souvent fait comme ça dans le temps, lorsqu'elle coupait le jus aux ministres de Giscard. » Des vieux de la vieille du Livre, à la porte de Montreuil. Mai 2009

LIMITES DU MOUVEMENTISME

Les assemblées dans le bordel anti-CPE à Paris.

des autres armes classiques de la subversion (du sabotage à l'affiche, du détournement à l'agitation sur la voie pu-

On entend parfois les vieux militants conter nostalgiques la gloire des « mouvements » passés. Sans remonter plus loin, il y a eu des époques fastes comme la fin des années 90 (CIP en 1994, grèves de décembre 1995, mouvement des sans-papiers de 1996-97, mouvement des chômeurs fin 1997-début 1998) puis le creux pratiquement jusqu'à la mobilisation lycéenne de 2005, suivie des émeutes de novembre et du mouvement anti-CPE cette année (passons sur les journées syndicales contre la réforme des retraites de 2003). Entre temps, des modes permettent de continuer à s'agiter : expulsions, squats, prisons, nouvelles technologies (OGM, biométrie, à présent les nanos) sont par exemple les sujets de contestation, dans l'ordre ou le désordre, mêlés ou pas. De « mouvement » en « mouvement », de lutte thématique souvent chargée de racket émotionnel (urgence, rapports personnels, impuissance face au monstre) en lutte-parcellaire-faute-demieux, le militant pourrait ainsi presque aller jusqu'à la retraite, satisfait du devoir accompli.

Et pourtant, quelque chose ne tourne pas rond ces derniers temps sur la planète mouvementiste : beaucoup ont suivi les feux de la révolte de novembre en spectateurs, avant de constater qu'ils étaient bien démunis quant à leur contribution possible. Puis, lorsque le mouvement anti-CPE a impliqué bien plus que les étudiants, avec l'entrée en scène des lycéens et d'une frange plus ou moins nombreuse et organisée (selon les villes) d'individus énervés venus simplement en découdre ou foutre la zone, nombre de militants ont tenté d'appliquer leurs recettes traditionnelles (assemblée, tracts, occupation, cortège, appels) [1], mais avec bien peu de succès.

Ce qui leur donnait habituellement une raison d'agir, radicaliser le mouvement, mettre à l'épreuve leurs modes d'organisation et leurs mots d'ordre, se divertir certainement, engranger des forces pour la suite aussi, a semblé souvent dépassé par le mouvement réel.

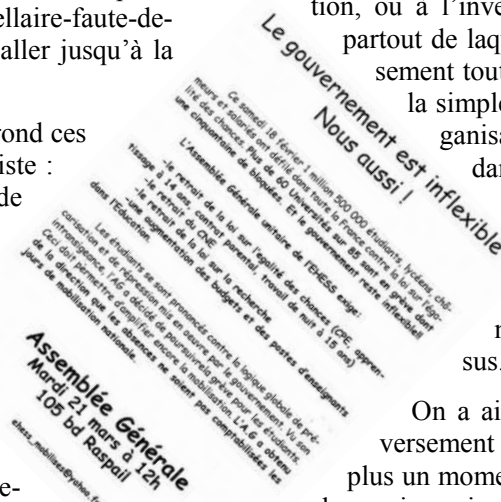
Et pourtant, à l'heure où les feux de novembre se diffusaient des périphéries de Paris aux centres urbains de Lille ou Toulouse, des métropoles aux petites villes, des voitures aux commissariats, transports en commun, écoles, postes et entrepôts, les idées d'intervention près de chez soi pour participer à la fête en cours ne devaient pas manquer. Mais encore faudrait-il ne pas réserver le monopole de ces révoltes à une catégorie sociale fantasmée, forcément extérieure à soi, ni à un seul mode d'action, forcément de masse ou de communauté de non-vie. Les petits groupes mobiles ne sont inaccessibles qu'à la personne atomisée, pas à l'individu et ses compagnons. Le feu et ses cibles ne sont pas encore brevetés, ni exclusifs

blique). De même, à l'heure où le rapport de force contre le CPE se jouait essentiellement dans la rue, où la spontanéité présidait les manifs sauvages, où les différents blocages de l'économie n'étaient pas uniquement conditionnés par le nombre, où la prise de la rue offrait souvent des possibilités inédites, mettre l'accent sur des assemblées/occupations (assemblées étudiantes puis EHESS et suivants) a caricaturalement montré les limites des formes d'auto-organisation classiques de la frange « mouvementiste ».

L'assemblée (souvent couplée à une occupation) peut en effet être aussi bien un outil supplémentaire que se donnent des individus qui s'associent dans la lutte en vue d'une pratique commune ou coordonnée, voire pour se rencontrer avant de continuer à s'éprouver dans l'action, ou à l'inverse n'être qu'une forme passepartout de laquelle devraient surgir miraculeusement tout à la fois les affinités à partir de la simple accumulation d'individus, l'organisation des tâches à accomplir dans le mouvement (en plus du temps et de l'énergie investis dans l'occupation elle-même), voire même un discours commun, souvent à minima puisque produit par consensus.

On a ainsi pu assister parfois à ce renversement qui a fait d'une assemblée non plus un moment de confrontation/coordination de praxis, mais un organisme décisionnel : si une minorité décidée avait pu seule bloquer une université, c'est pourtant l'assemblée qui par la suite décidait au nom d'une quelconque souveraineté de laisser travailler l'administration ou de débloquer les lieux (temporairement ou définitivement), décision qu'on ne pouvait légitimement bafouer sous peine de fascisme aggravé. On a aussi pu assister à d'autres assemblées, dont l'unique objectif semblait être leur propre existence et leur répétition sans fin, dès lors qu'elles étaient réduites de fait à de simples échanges de points de vue déconnectés de toute volonté de pratiques.

La caricature parisienne de la forme « assemblée » a surtout été ces assemblées étudiantes ouvertes à tous... les étudiants non-bloqueurs, bureaucrates ou désireux de continuer leur train train, en présence des vigiles ou tolérées là où la présidence le voulait et à ses conditions (horaires, choix des salles/amphis pour des « questions de sécurité », non-fumeurs,...). L'assemblée y a jusqu'au bout été une fin en soi, une auto-mise en scène blasée de la légitimité, de la respectabilité citoyenne (votes, tours de parole, ordres du jour, comptes-rendus, bureau) qui occupait l'essentiel de son temps, déléguant à d'obscur



commissions enjeux des luttes de pouvoir l'organisation des fameuses « actions » (les blocages ou prises de rue sauvages et statiques) auxquelles tout bon étudiant anti-CPE se devait de participer en sachant bien peu.

C'étaient incarnées et exprimées là toute la pratique démocrate de la soumission à la dictature du nombre, du respect et de la fausse égalité des deux côtés de la barricade (bloqueurs et anti-bloqueurs, casseurs potentiels et services d'ordre syndicaux), et toute la mise en application du dispositif citoyen d'une société civile forcément imaginaire (sans classes, sans désirs négatifs de destruction et d'utopies révolutionnaires) qui tirerait d'une légitimité en construction —donc fragile, à préserver et élargir— son droit à exiger d'un gouvernement moins légitime le retrait du CPE. Il n'est dès lors pas surprenant que les militants des différentes chapelles du gauchisme et du syndicalisme, même rouge et noir, n'aient pu y tenter que d'étendre généralement en vain la liste des revendications, ou de se créer une base par un activisme démonstratif, jouant aux ingénus le coup de l'opposition entre « démocratie directe » et « fausse démocratie » : derrière ce mauvais jeu de mot se cache en effet toute leur ambiguïté de bureaucrates, aspirants gestionnaires de quelque chose, du moment que ça vient de la masse, d'en bas plus ou moins à gauche.

Les brèves assemblées de l'EHESS occupée (du 20 au 24 mars) ont représenté l'autre caricature de cette forme « assemblée » comme fin en soi, cette fois non plus comme mini-parlement singeant celui de la domination, mais comme instrument creux et fétichisé, volonté d'auto-organiser ex-nihilo ce qui ne pouvait (et ne voulait ?) l'être.

L'assemblée comme outil de la lutte de classe prenait généralement corps et intérêt lorsque des individus auto-organisés en ressentaient la nécessité, en vue de se coordonner, d'échanger leurs expériences concrètes, de confronter leur praxis. C'était dans ce cas un outil qui se rajoutait aux autres, et notamment à tout le jeu des rapports informels tissés avant puis autour de l'assemblée. Cette force supplémentaire, dans une perspective anti-autoritaire, ne constituait de plus pas un agrégat supérieur aux groupes affinitaires, en ne s'exprimant pas en son nom, en n'ayant aucune possibilité de décision et en n'ayant pas pour objectif le nombre.

Il aurait pu en être ainsi de l'assemblée de l'EHESS, si des contenus s'étaient auparavant dégagés dans ce mouvement, permettant de se confronter sur des pratiques déjà existantes (ou des volontés de) et sur des bases théoriques communes au sein de la partie non-étudiante du mouvement. Mais ce n'était pas le cas, et cette assem-

blée/occupation n'a plus eu qu'à devenir une vaste foire où chacun venait vendre sa soupe. Esquisse de quelques possibles non advenus :

Plutôt que de radicaliser d'abord le « CPE non, on veut un vrai CDI » en « ni CPE, ni CDI », ces bases communes auraient pu ainsi être de développer une critique frontale du travail (du type « on veut pas bosser du tout »), couplée à d'autres modes de réappropriation que la dépouille. La dernière assemblée de l'EHESS s'est par exemple déroulée au soir des affrontements d'Invalides, justement parsemés de quelques dépouilles parfois sauvages. Or il y a plus été question de stigmatiser ces formes assez grégaires et dérisoires, en créant un espèce de sujet collectif négatif qui en serait l'auteur, que d'y opposer des réappropriations qui seraient « nôtres », conservant la bonne idée de profiter de ces moments de rupture de la normalité pour développer d'autres perspectives. Pour mémoire, il y avait par exemple eu plusieurs autoréductions de supermarchés pendant le mouvement des chômeurs, et même un essai de pillage en règle d'un Cash Converters à Bastille. Ce fut aussi le cas cette fois-ci à Toulouse par exemple.



De même, plutôt que d'avaliser le « bloquons l'économie » avec son corps nu lorsqu'il était déjà dans l'air et que nous y participions (occupation des gares par exemple), un contenu commun aurait pu être de développer une critique du capitalisme et d'un de ses points faibles qui est la circulation des marchandises,

en la couplant à d'autres formes d'attaques (comme le sabotage ou la destruction, et visant plus large que la seule circulation routière/ferroviaire).

Enfin, si différents groupes affinitaires et informels avaient ressenti le besoin de se coordonner afin de dépasser des limites vécues les jours précédents, c'est un tout autre projet de faire émerger un moment organisationnel à partir de ce besoin commun, que de créer une assemblée ouverte aux vagues « gens en lutte » nommés « hétérogénéité » en vue de « s'agencer et s'organiser ». On peut citer de mémoire quelques questions qui revenaient alors au cours de discussions informelles, et auraient pu constituer un autre point de départ : comment sortir du spectacle rituel des frites type Sorbonne au profit par exemple de balades sauvages ravageuses au cours ou à la fin de manif (comme à Nation le 18 mars), quelles initiatives développer pour ne pas attendre les manifs des mardis et jeudis, comment développer une mobilité géographique qui dépasse le cadre étroit de Paris et s'y mêler à un antagoniste plus ouvert (d'autant que certains compagnons vivent en périphérie).

Ces quelques points ne sont pas posés là pour refaire

l'histoire. Si ces tendances et possibles esquissés n'ont pu se dégager comme bases d'une assemblée, c'est pour souligner que les limites de l'assemblée d'occupation de l'EHESS ont finalement été celles de ses initiateurs à la perspective mouvementiste, qui y entérinaient logiquement les limites du mouvement lui-même. Car à défaut de contenu autonome au sein de ce dernier (voire en dehors : n'étant pas étudiants pour la plupart, et se foutant du CPE comme beaucoup) et de désirs d'expériences nouvelles à partager dans l'espace public, l'assemblée de l'EHESS ne pouvait qu'être cette coquille vide où des individus cohabitent sans n'avoir rien d'autre à faire ensemble qu'à mimer un semblant de radicalisme verbal collectif ou à se juxtaposer dans un grand squat. A l'heure où se dégageaient des ruptures de la normalité toujours plus prometteuses, mais où la seule communauté de lutte de la partie non-étudiante ne se trouvait que dans les affrontements et les blocages de rue, une assemblée se donnant pour objectifs « d'inventer des formes de luttes adaptées à la situation » en s'adressant justement à l'hétérogénéité ne pouvait que se heurter à ses propres limites : l'absence de perspectives et les moyens de les mettre en œuvre.

S'il est une force de l'individu, au sein de cette société qui présente la double caractéristique d'atomiser et de massifier à la fois (les personnes sont toujours plus séparées les unes des autres et vivent en même temps toujours plus des vies identiquement normalisées), c'est sa capacité à développer une autonomie basée sur ses propres désirs et affinités. La capacité à partager ces désirs avec d'autres individus, liée à une connaissance et une confiance réciproques, peut, avec un minimum de volonté partagée, créer et mettre en œuvre des projets offensifs. Et lorsqu'un mécontentement gronde, qu'un mouvement social éclate, ces groupes affinitaires peuvent décider d'y participer, sur leurs propres bases et objectifs.

Les affrontements liés à la foule, au sentiment collectif éphémère de puissance, notamment au début devant la Sorbonne et aux alentours ou plus tard lors de la balade de Bastille à Montmartre, nous ont enthousiasmés et lancés dans la bataille, pour ceux qui étaient encore réticents à ce mouvement longtemps spécifiquement étudiant. La répétition de ces affrontements, toujours plus spectaculaires et verrouillés, plaidait cependant selon nous assez rapidement pour non seulement multiplier les possibilités de mener avec plus d'agilité nos activités antagoniques existantes avant le mouvement, mais aussi pour amplifier autrement la rupture de la normalité, indispensable base pour apprendre de nouvelles manières d'être ensemble et de lutter, d'entrevoir un monde totalement différent et de construire les bases des révoltes futures.

Or ce double mouvement —augmenter nos possibilités habituelles, perturber aussi autrement la normalité— n'est justement effectif qu'en conservant notre autonomie au sein du mouvement, s'en s'y diluer. Le problème posé par le mouvementisme, par ceux qui veulent radicaliser le mouvement en s'y organisant ou simplement être là où ça speede le plus, est que notre rapport n'est plus

dialectique, fonction de notre analyse de ce qui se passe et de nos perspectives, mais que nous nous lions à la masse, avec ses forces (comme certains affrontements ouverts ou balades de plusieurs heures) et ses faiblesses (comme sa capacité à être menée dans des pièges à flics ou à se retourner contre nos pratiques).

Un tract distribué lors de la reprise à Jussieu rappelait ingénument que cette fac de sciences est comme les autres blindée de labos de recherche, tandis que d'autres nous ont fait remarquer que le toit de l'EHESS abrite une gigantesque antenne de téléphonie mobile qui a fait l'objet d'une tentative de sabotage, ou que des profs de cette école pleuraient sur les recherches perdues avec leurs disques durs. Ces simples cas de nuisances auxquelles la main avait plus aisément accès au cours de ce mouvement offrent un banal exemple de comment une perspective révolutionnaire peut développer à la fois son autonomie dans un mouvement, et tenter de dépasser ses limites (le énième contrat précaire, le rituel d'affrontements toujours mieux gérés par la police) en reliant ce qui est généralement séparé, ici une critique pratique de la technoscience par le sabotage ou le vol, à l'intérieur d'un mouvement concentré sur la précarité et pratiquant surtout des occupations de l'espace urbain.

Ce qui fut généralement intéressant dans les mouvements sociaux de ces dernières décennies a rarement été leurs intentions (défensives), mais bien plutôt la perturbation de la normalité du quotidien qu'ils ont engendrée. Nous pouvons alors choisir de répéter à l'infini des pratiques qui s'insèrent dans leurs limites initiales, en essayant de les radicaliser et en se contentant de suivre l'odeur des gaz lacrymogènes portés par d'autres, ou bien au contraire sortir enfin de cette logique pour affirmer notre propre praxis en dialectique avec ces mouvements, ce qui signifie d'un côté élargir et intensifier collectivement cette perturbation sur nos bases, et d'un autre affirmer individuellement nos désirs, rages et attaques en profitant de son existence▪

▪ Un Gérard.

[Extrait de *Cette semaine* n°90, septembre 2006, repris dans *Non Fides* n°4-juillet 2009]





D'UN FANZINE A L'AUTRE...

Depuis quelques mois, il semble que les publications anarchistes aient repris du poil de la bête. De nombreux groupes sortent leur feuille, signe d'une certaine vitalité, et d'une volonté de partager analyses, ressentis, et infos.

Voici un choix partiel et un brun partiel de certaines d'entre elles, en espérant que cela vous incite à aller y jeter un coup d'œil. Sur Caen, certains journaux ou fanzines sont disponibles à l'Infokiosk du Pavillon Noir. Non fides propose également certaines de ces publications dans sa fanzinothèque (<http://www.non-fides.fr>)

■ Pour ce qui est des infos locales, les forums internet pas dupes et résistances relaient pas mal d'infos ■

Le forum pas dupes : <http://www.anartoka.com/pas-dupes/>

Résistances : <http://www.resistances-caen.org/forum/>

L'intergalactique safariste—

Numéro spéciale des Echos du Safari, kanar caennais qui parle de la faune caennaise (comprenez qui a lu le premier numéro).

Ce numéro de juin 2009, revient sur les luttes qui ont émaillées le printemps caennais. Un texte revient également sur le sommet anti-OTAN de Strasbourg. Un détour est également fait vers des textes anarchistes plus anciens, notamment la grève des électeurs de Mirbeau, ou un texte de Libertad, *Le criminel c'est l'électeur* ■

■ Juin 2009, Caen
44 pages, prix libre



Solidarité n°35—

Journal du SIA, *syndicat intercorporatif anarcho-syndicaliste*, petit syndicat anar de Caen. Le N°35 de juin 2009 revient sur les luttes à Caen depuis janvier.

On y trouve également un article autour des luttes antinucléaires et anti-THT.

Ce numéro est plus succinct que les précédents. Les anciens numéros sont disponibles sur le site internet du syndicat ■

■ Juin 2009, Caen
12 pages, 1 euro

Z—

Z est un projet collectif de zine itinérant. L'idée est de se poser dans des régions et d'aller à la rencontre de ce qui s'y fait d'intéressant.

Dans le numéro 1 du printemps dernier, un excellent article sur le populisme russe, trop souvent oublié, et de nombreux articles sur les différentes formes de contrôle social, de la puce RFID aux prisons pour mineurs.

Domage que le prix puisse être un frein pour beaucoup, et que les références « expertes », des syndicalistes aux doctorants lui donnent un petit air d'outil de contre-expertise. Cette contre-expertise allant jusqu'à interviewer un juge pour enfant du syndicat de la magistrature pour parler des EPM. Comme si ces juges de gauche n'enchristaient pas tout autant que leurs confrère-sœur-s, et notamment nos propres compagnon-ne-s. A quand l'interview de la BAC pour rendre compte des émeutes ? ■

■ Printemps 2009, Nulle part
184 pages, 10 euros

Haute tension n°3—

Haute tension est le journal du CRAN (collectif radicalement antinucléaire) de Caen. Il sort épisodiquement. Ce Numéro 3 date d'octobre 2008 et revient sur les fuites radioactives de l'été dernier.

Comme d'hab', y 'a un suivi des luttes anti-EPR et THT du coin.

Dans le numéro 2 on pouvait également trouver un texte sur le grenelle de l'environnement ■

■ Octobre 2008, Caen
A3 recto-verso, Prix libre
<http://www.anartoka.com/cran/>



Cette semaine N°98—

C'est l'avant-dernier numéro de Cette semaine, aperiodique anarchiste, qui relate textes, analyses et bribes de la guerre sociale en cours.

Un dernier numéro, avec un bilan critique, devrait revenir sur le pourquoi de cet arrêt.

Dans ce numéro 98, des textes sur la Grèce et des conflits en cours en Espagne, Italie, ou Belgique. Également deux lettres ouvertes. L'une aux camarades français à propos des arrestations dites de Tarnac, critique quant aux choix opérés par les « tarnaciennes » et l'autre aux quelques anarchistes italiens auteur-trice-s de la première lettre ouverte.

Un échange épistolaire qui posent de véritables questions de fond ■

■ Printemps 2009, nulle part
68 pages, prix libre

Tout doit partir # 5—

Le fanzine anarchiste belge revient comme à son habitude sur la guerre sociale en Belgique et en France.

A noter un retour l'occupation de la faculté de criminologie de Gand.

Le contre sommet de l'Otan offre l'occasion de questionner ces grands messes, en oscillant entre le pourquoi aller se foutre dans la gueule du loup alors que l'attaque capitaliste est diffuse et quotidienne, et une critique de ceux et celles qui projettent l'image d'Etats omniprésents et surpuissants, risquant ainsi de disséminer la paralysie ■

■ Juillet 2009, Belgique
24 pages

TOUT DOIT PARTIR
juillet 2009 #5

LIQUIDATION TOTALE DE CE QUI NOUS DÉTRUIT



si le calme règne,
c'est celui d'avant la tempête.

Offensive n° 22 —



Le numéro 22 d'Offensive, journal d'Offensive libertaire et sociale (OLS), contient un dossier centré sur de la ruralité, la situation des campagnes et les luttes qui s'y mènent.

Chaque numéro d'Offensive traite un thème sous forme de dossier, mais contient également de nombreux articles. Offensive s'intéresse ainsi à des expériences politiques, sociales ou syndicales révolutionnaires passées, comme Noir et Rouge, les IWW dans le présent numéro ou ICO, Socialisme ou Barbarie dans des numéros précédents. Mais également aux luttes actuelles, comme le soulèvement grec, abordé ici, ou les luttes anti-THT.

Bref à lire...*

▪ *Mai 2009, Marseille entre autre*
52 pages, 5 euros

Courant alternatif n°192—

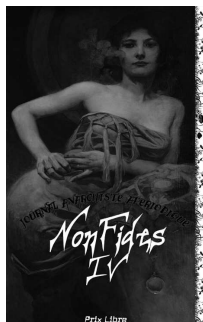
Dans ce numéro de journal de l'Organisation Communiste Libertaire (OCL), un excellent article sur l'inter-lutte à Toulouse. Cette expérience qui ressemble sur bien des aspects à l'expérience du CLIC sur Caen, notamment dans sa volonté de travailler à la convergence des luttes, est questionnée. Sur Toulouse, des blocages ont été organisés, ainsi que des auto-réductions. L'absence de bastions forts comme EDF ou Molex est tout de même notable.

Dans ce numéro un article sur la kacky

A noter que de nombreux articles du CA sont disponibles sur le site internet de l'OCL ainsi que de nombreuses émissions radiophoniques de l'Egrégore, émission radio des compagnons de l'OCL Reims*

▪ *Été 2009,*
36 pages, 3,80€
<http://oclibertaire.free.fr/>

Non fides n° 4—



Non fides est un journal anarchiste anti-organisationnel. Dans ce numéro 4 on retrouve deux articles repris dans ce numéro de Soleil Noir, sur les limites du mouvementisme et « la forme d'abord ». On y trouve également des textes sur les arrestations qui ont eu lieu en Italie, autour de sabotages de caténaires, ainsi qu'une adresse à la FA en ce qui concerne l'anarchisme respectable et leur prise de position vis-à-vis des inculpés de Tarnac.

Sur le site internet de nombreux articles sont disponibles ainsi qu'une fanzinothèque dans laquelle on trouve des versions électroniques de fanzines ou journaux anarchistes, post-situs ou autonomes *

▪ *Juillet 2009, Paris*
80 pages, prix libre
<http://www.non-fides.fr>

A corps perdu n° 2—



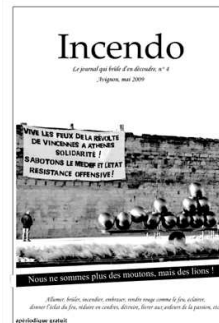
Cette revue anarchiste internationale vit son second numéro.

Dans le premier, un excellent article sur les maffias et tout ce que leur mythification comme référence véhicule de dangereux et de malsain.

Dans ce second numéro, le texte déjà ancien d'André Dréan sur les limites et les omissions de l'apologie des sociétés pré-industrielles *

▪ *Juillet 2009,*
3 euros

Incendo n° 4—



Le numéro 4 du journal avignonnais qui brûle d'en découdre.

Un article sur le mouvement étudiant en Avignon montre que l'incendie ne semblait que difficilement prendre là bas, gangrené qu'il était par les petits chefs et bureaucrates, centré sur la question universitaire et l'amour de la crédibilité.

On trouve dans ce numéro également un dossier autour des sans papiers, avec l'interview d'une ex-militante d'RESF et un retour sur la journée de mobilisation devant le CRA de Nîmes et l'occupation du ferry de la Comarit à Sète—qui participe à l'expulsion de sans papiers *

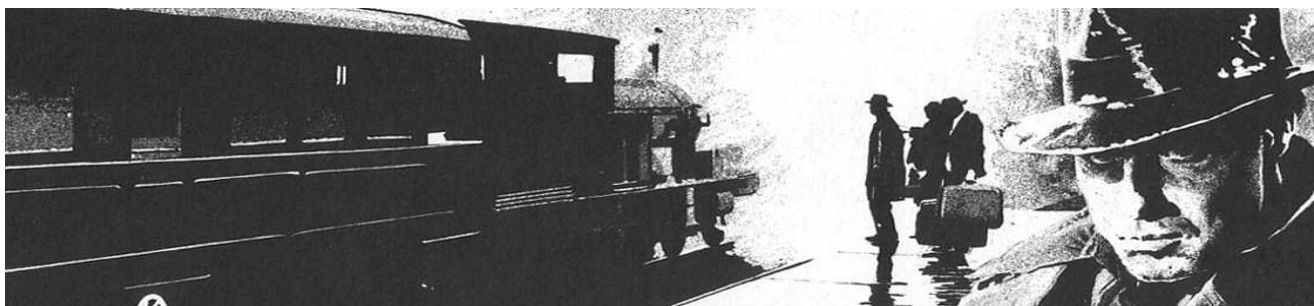
▪ *Mai 2009, Avignon*
44 pages, gratuit

Bulletin de contre info en Cévennes n°8—



Comme son nom l'indique le bulletin traite des contre-infos en Cévennes. On y parle du quadrillage numérique en Lozère, de démontage de yourte ou d'expulsion de lieu autogéré, mais également de la création d'un collectif de chômeur-se et précaires à Montpellier *

▪ *Mai 2009, Cévennes*
28 pages, gratuit



10.000 TONNES DE DECHETS RADIOACTIFS DANS LA MEUSE

LE DÉMANTÈLEMENT DE LA CENTRALE NUCLÉAIRE DE CHOOZ A dans la pointe des Ardennes françaises a commencé. Si avec les deux centrales, les habitants de la région bouffalent et crevaient déjà du nucléaire depuis des décennies, cette fois ce sera surtout la Belgique et la Hollande qui seront touchées par le démantèlement via les rejets dans la Meuse de 10.000 tonnes de déchets toxiques et radiotoxiques liquides.

SI L'ON VOIT LA MERDE QUE REJETTE L'INDUSTRIE DANS LA MEUSE et ses différents affluents depuis plus d'un siècle, on comprend vite que ce n'est que la énième couche de pollution. Et pourtant les ordures radiotoxiques, les rejets soi-disant « limités » et « inévitables » en provenance de Chooz causeront une pollution autrement plus durable et charrieront à leur tour cancers et leucémies.

MAIS TOUT CELA IMPORTE PEU AUX INDUSTRIELS, car les enjeux vont bien au-delà de la pollution d'une zone spécifique. En termes de marchés, si EDF cherche à devenir le spécialiste mondial en démantèlement, les entreprises spécialisées dans le nettoyage de zones contaminées, telles qu'Onet-Industries et Techman, feront leur lard, tandis que Adecco et Manpower se chargeront de recruter les liquidateurs.

CONTRAIREMENT AU DISCOURS DES ÉCOLOS qui cherchent encore à nous vendre leur bonheur éolien, le démantèlement ne prépare en rien une sortie du nucléaire mais garantit son acceptation sociale comme énergie « la plus propre ». Il s'inscrit ainsi dans sa relance au niveau international. Tandis que partout dans le monde ils nous construisent de nouvelles centrales pour satisfaire les besoins dévorants du capitalisme, à Chooz, on parle de transformer une poubelle nucléaire en parc naturel.

COMME APRÈS LA FUITE D'ISOTOPES À FLEURUS l'été dernier, l'Etat et les industriels mettent en marche leur machine à propagande pour nous faire avaler la pilule d'iode. Le démantèlement n'est en fait que la vitrine du service après-vente du nucléaire. Mais comme toute vitrine, elle n'est jamais à l'abri d'un pavé.



**AVANT QU'ILS AIENT FINI DE
NOUS POURRIR DEFINITIVEMENT LA VIE,
ATTAQUONS LE NUCLEAIRE ET SON MONDE!**